

**Bibliothek  
des Instituts für Weltwirtschaft  
an der Universität Kiel**

**Broschürensammlung**

**Signatur**

**A 5814**





LA  
CRISE AGRICOLE

PAR

P. RONCE

ATTACHÉ AU MINISTÈRE DES FINANCES  
LAURÉAT DE L'INSTITUT

AVEC UNE PRÉFACE DE

M. E. LEVASSEUR

MEMBRE DE L'INSTITUT

~~~~~  
Étude couronnée par l'Académie des Sciences Morales et Politiques

Et c'est pourquoi la cause véritable, la cause  
unique, de l'avilissement des produits agricoles,  
c'est l'abondance.

RICARDO.

La baisse du prix des denrées agricoles est la  
conséquence de changements permanents que  
la civilisation a produits dans le peuplement du  
monde et dans l'économie des transports.

E. LEVASSEUR.

~~~~~  
PARIS

LIBRAIRIE AGRICOLE

DE LA MAISON RUSTIQUE

26, RUE JACOB, 26



GUILLAUMIN ET C<sup>IE</sup>

ÉDITEURS DU JOURNAL DES ÉCONOMISTES

RUE RICHELIEU, 14





LA  
CRISE AGRICOLE



TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET C<sup>ie</sup>. — MESNIL (EURE)

LA  
CRISE AGRICOLE

PAR

P. RONCE

ATTACHÉ AU MINISTÈRE DES FINANCES  
LAURÉAT DE L'INSTITUT

AVEC UNE PRÉFACE DE

M. E. LEVASSEUR

MEMBRE DE L'INSTITUT  
ANCIEN PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE D'AGRICULTURE

~~~~~  
Étude couronnée par l'Académie des Sciences Morales et Politiques

Et c'est pourquoi la cause véritable, la cause  
unique, de l'avilissement des produits agricoles,  
c'est l'abondance.

RICARDO.

La baisse du prix des denrées agricoles est la  
conséquence de changements permanents que  
la civilisation a produits dans le peuplement du  
monde et dans l'économie des transports.

E. LEVASSEUR.

~~~~~  
PARIS

LIBRAIRIE AGRICOLE  
DE LA MAISON RUSTIQUE  
26, RUE JACOB, 26

GUILLAUMIN ET C<sup>IE</sup>  
ÉDITEURS DU JOURNAL DES ÉCONOMISTES  
RUE RICHELIEU, 14

1900





*L'étude que nous présentons ici au public a obtenu, en 1899, le prix Rossi de l'Académie des Sciences Morales et Politiques.*

*Déterminer les causes de la crise agricole, exposer les circonstances diverses, techniques, économiques, politiques et sociales susceptibles d'exercer une influence sur l'état des choses, tel était le sujet qui avait été mis au concours.*

*La tâche pouvait, à bon droit, paraître lourde; et, en répondant à l'appel de l'Institut, nous ne pouvions nous flatter d'apporter le travail qui était attendu. Aujourd'hui même, nous voulons considérer le prix qui nous a été accordé comme la récompense surtout des efforts que nous avons donnés.*

*Aussi, est-ce un devoir pour nous d'exprimer, en ces premières pages, toute notre gratitude à l'Académie pour l'honneur qu'elle nous a fait et à notre rapporteur, M. Frédéric Passy, pour les termes si bienveillants et si flatteurs dans lesquels il a rendu compte de notre mémoire.*

*Nous ne croirons pas, d'autre part, avoir acquitté notre dette de reconnaissance envers M. Levasseur, en*

LA CRISE AGRICOLE

a



*le remerciant d'avoir bien voulu présenter notre volume au public et lui apporter ainsi l'appui de sa haute autorité. La magistrale Préface qu'il a faite pour notre ouvrage est un grand honneur pour nous; elle est également d'un grand prix pour les agriculteurs qui connaissent tous la compétence de l'ancien Président de la Société nationale d'Agriculture et son dévouement à leurs intérêts.*

*Nous publions notre mémoire tel qu'il a été soumis au jugement de l'Académie; toutefois deux questions, celle du fret et celle des renseignements nécessaires aux agriculteurs, nous ont paru devoir comporter quelques développements, que nous avons donnés en deux notes complémentaires, à la fin du volume.*

*P. R.*

## PRÉFACE

DE M. E. LEVASSEUR, MEMBRE DE L'INSTITUT,

ANCIEN PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE D'AGRICULTURE

---

Lorsque l'Académie des Sciences morales et politiques a proposé pour le concours du prix Rossi *la Crise Agricole*, elle n'avait pas la pensée d'ouvrir aux concurrents un champ entièrement nouveau de recherches et de découvertes d'érudition, mais elle espérait provoquer un exposé clair de la situation, en vue de dissiper des malentendus sur une question très controversée aujourd'hui. Elle a réussi. Les trente et un mémoires qui lui ont été envoyés attestent l'intérêt qu'excite cette question; les deux mémoires qu'elle a couronnés et qui sont composés sur des plans différents, contribueront, je le souhaite, à éclairer l'opinion publique. L'un d'eux est l'œuvre de M. Ronce que M. Frédéric Passy a apprécié en excellents termes dans le rapport (1) présenté à l'Académie au nom de la Section d'Économie politique, Statistique et Finances.

(1) Voir page xiii un extrait du rapport de M. Frédéric Passy relatif au mémoire de M. Ronce (Note de l'éditeur).



Il y a près de vingt ans, dans un congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, j'essayais de démontrer que la baisse des prix, qui soulevait déjà les plaintes des propriétaires ruraux, n'était pas une crise, c'est-à-dire un accident passager, mais une transformation du marché agricole. La suite des événements a rendu ce fait évident.

Il n'y a pas d'inconvénients à conserver le mot de crise que les intéressés ont rendu populaire; mais il importe de savoir qu'il s'applique ici non à un fait exceptionnel qui passera, mais à une évolution économique dont nous ne connaissons pas le terme et dont certains effets persisteront.

La production agricole, à la prendre dans son ensemble, a augmenté considérablement dans le monde depuis un demi-siècle : voilà un fait certain, malgré la diminution de quelques produits en divers lieux et l'insuffisance des données statistiques que nous possédons pour mesurer exactement cette production. Le progrès des moyens de communication a rendu beaucoup plus facile et moins coûteux le transport des denrées sur les grands marchés du monde; il a fait, à la fois, hausser le prix de vente au profit des producteurs dans les régions éloignées et baisser le prix d'achat au profit des consommateurs dans les pays de l'Europe centrale et occidentale : voilà encore des faits certains. Or, les moyens de communication se perfectionneront et le transport ne renchérra pas. Malgré

la prédiction d'un économiste anglais, la rareté future du blé dans le monde n'est nullement vraisemblable; les marchés régulateurs de l'Europe continueront à être abondamment approvisionnés, parce que chaque colon qui défriche une terre nouvelle cherche à en tirer plus que sa subsistance, afin d'employer l'excédent comme valeur d'échange. L'effort des colons s'est porté surtout sur le blé, la plus chère des céréales et celle dont le débouché est le mieux assuré; mais il n'est pas limité à cette seule culture, et tous les produits agricoles, végétaux et animaux, pourront tenter les cultivateurs à mesure que les conditions de vente deviendront favorables.

Il y aura toujours des variations de prix, suivant les récoltes; toutefois, l'extension du cercle d'approvisionnement, qui a diminué l'amplitude des oscillations, la diminuera encore dans l'avenir, et la tendance générale sera vraisemblablement plutôt à la baisse qu'à la hausse. Cette baisse a nécessairement une limite que fixe le rapport de la production et de la consommation; ce rapport n'est pas immuable et nul ne peut dire ce qu'il sera dans vingt ans. C'est donc dans la prévision des bas prix que les cultivateurs doivent orienter leurs opérations et les fermiers, leurs contrats de location.

Les bas prix n'entraînent pas fatalement l'amoin-  
drissement du revenu; car le revenu dépend de  
l'emploi qui est fait de l'hectare, de la science et  
du capital qui peuvent accroître le rendement des  
anciennes cultures ou en introduire de nouvelles :



depuis une trentaine d'années, l'agriculture, en France et dans d'autres pays, en fournit de nombreuses preuves.

Je sais bien qu'il y a là un cercle vicieux. Un fermier de la Brie auquel je parlais, il y a quelque dix ans, de cette augmentation du rendement, me répondit : « Nous contribuerons ainsi à avilir les prix par la surabondance et nous prendrons plus de peine pour gagner moins. » Assurément; c'est pourquoi la baisse est de toute façon à prévoir. Mais ne vaut-il pas mieux se sauver par la quantité, quand on ne peut pas s'enrichir par la rareté? C'est ainsi que raisonnent beaucoup d'industriels et je crois qu'ils agissent bien lorsqu'ils dépensent pour augmenter la puissance de leur outillage.

Les frais de culture se composent du salaire des ouvriers, des frais généraux, de l'intérêt du capital d'exploitation, du loyer de la terre, auxquels, pour que l'opération soit fructueuse, doit s'ajouter le profit de l'entrepreneur.

Les entrepreneurs se plaignent de la hausse des salaires, laquelle cependant n'est guère sensible en France, depuis une vingtaine d'années, si l'on consulte non les exceptions, mais la moyenne générale; mais la hausse est manifeste dans d'autres pays et pour tous elle est incontestable, si on se reporte à un demi-siècle en arrière. Loin de se plaindre, il convient de se féliciter d'une hausse qui répand un peu d'aisance sur la masse des populations rurales;



en tout cas, il faut s'en accommoder, et comprendre que le changement est lié à des causes permanentes, telles que la construction des chemins de fer et l'accroissement des villes; que, si les villes attirent les ouvriers, ce sont elles aussi qui sont les clients pour les produits de la ferme et que, sans les marchés urbains, les denrées de l'agriculture seraient d'ordinaire à vil prix et les cultivateurs ne prendraient pas la peine d'en produire autant.

L'intérêt du capital peut diminuer; mais, comme il faut plus de capital qu'autrefois pour bien cultiver, ce n'est pas de ce côté qu'on trouvera un dégrèvement, non plus que du côté des frais généraux, quelque art que les cultivateurs déploient pour obtenir des réductions d'impôts.

C'est sur le loyer, c'est-à-dire sur la rente de la terre, que la diminution des frais a principalement porté; il est naturel qu'il en soit ainsi. La terre est un instrument de production; le locataire le prend pour ce qu'il rapporte. Or il vaut moins aujourd'hui, parce que la somme des produits qu'on en tire a, toutes autres choses égales, une valeur en argent moindre que naguère. Que les propriétaires résistent, on le comprend; mais l'opinion publique ne doit pas confondre leur intérêt avec l'intérêt général de la production agricole. Les propriétaires de biens fonds éprouvent le même sort que les propriétaires de valeurs mobilières, ceux-ci parce qu'il y a plus de capitaux sur le marché, ceux-là parce qu'il y a plus de terres approvisionnant le marché.

Il ne faut pas confondre non plus cette rente foncière avec le profit du cultivateur, qu'il soit propriétaire ou locataire du sol. Le profit, qui dépend, d'une part, de la manière dont le cultivateur conduit ses opérations, et, d'autre part, du prix de vente, est distinct de la rente; on peut même dire qu'il lui est opposé, puisque le fermier a d'autant plus de bénéfice qu'il paie, toutes autres choses égales, un moindre fermage. C'est donc, comme je l'ai expliqué dans *l'Agriculture aux États-Unis*, surtout la rente du propriétaire qui est en cause dans la crise actuelle. Cette rente a diminué. Cela peut être regrettable au point de vue de l'équilibre social: assurément nombre de propriétaires se plaignent avec raison et leur situation est digne de l'intérêt de leurs concitoyens et même de la sollicitude des législateurs; la baisse de la rente n'en est pas moins une conséquence logique de l'évolution. Ajoutons que cette rente n'a pas baissé dans la même proportion pour toutes les terres en France; qu'il y en a sur lesquelles on n'a pas constaté de diminution et que, si nous portons nos regards hors de France, nous voyons des diminutions dans la plupart des pays anciennement cultivés, mais aussi des augmentations sur d'immenses étendues de contrées nouvelles.

Il y a quelque chose de plus général et de plus important que la rente foncière au point de vue de l'économie générale de la France et de l'humanité qui vit non d'argent mais de substances alimentaires: c'est la quantité des produits que l'industrie



agricole fournit à la consommation. Or cette quantité s'est accrue en France, et la probabilité est qu'elle s'accroîtra encore. Il en est ainsi, avons-nous dit, de la production du monde en général; l'Angleterre elle-même, malgré la grande réduction de la culture du blé qu'elle a subie depuis 1846, ne semble pas faire exception à la règle.

En France et dans quelques autres pays, notamment en Allemagne et aux États-Unis, on a persuadé aux agriculteurs que le bimétallisme les sauverait par le relèvement des prix. Voulait-on entendre par là le relèvement simultané de tous les prix et salaires? Dans ce cas, les vendeurs de denrées agricoles n'auraient absolument rien gagné; les rapports seraient restés les mêmes et il n'y aurait eu de changement que dans l'expression monétaire. N'espère-t-on pas, au contraire, que l'influence de la baisse de la monnaie se manifesterait d'abord par l'élévation du prix des denrées et des matières premières, tandis que le taux des salaires, et le prix d'autres marchandises monteraient moins vite et que les agriculteurs profiteraient de la différence? C'est en effet ce qui s'est produit plusieurs fois dans le cas d'un avilissement de la monnaie. Mais la différence n'aurait pu être que temporaire et n'aurait pas été, par conséquent, le remède curatif qu'on vantait; d'autre part les vendeurs de blé n'auraient obtenu cet avantage que par une injustice dont la loi se serait rendue coupable au détriment des salariés et de toutes les catégories de personnes dont les mar-



chandises ou les revenus n'auraient pas augmenté. La question du bimétallisme n'est plus guère, en ce moment, qu'une question d'école, les législateurs de la plupart des pays, en dernier lieu ceux des États-Unis, l'ayant tranchée dans la pratique.

Le protectionisme a offert comme remède le droit de douane; les agriculteurs se sont empressés de l'adopter. Ils n'ont fait par là que suivre l'exemple que l'industrie leur avait donné depuis très longtemps et, même dans plusieurs pays tels que la France, que se réclamer des errements de la législation agricole durant la première moitié du siècle. Nulle part ce droit n'est aujourd'hui aussi élevé qu'en France. Assurément, il maintient les prix au-dessus du niveau des marchés libres, non pas exactement de 7 francs par quintal, mais d'une somme variable suivant l'état du marché extérieur et intérieur, laquelle somme a parfois excédé 7 francs et peut se trouver, après une très abondante récolte en France, réduite à zéro; toutefois il paraît ressortir du calcul que la moyenne du prix à Paris a été à peu près de 7 francs au-dessus du prix de Londres, de 1891 à 1899.

Aujourd'hui, les agriculteurs, oubliant qu'ils avaient fait espérer au pays que la protection stimulerait la production et inquiets de cette production accrue qui, en 1900, a rendu momentanément inefficace un remède proclamé naguère souverain, ont cherché encore d'autres combinaisons douanières pour soutenir la vente. Les bons d'importa-

tion qui créeraient un privilège exorbitant et qui infligeraient une perte, probablement considérable au budget français, n'empêcheraient pas la baisse sur le marché général du monde, si le rapport de l'offre et de la demande la commandait; ils contribueraient même à l'accentuer.

J'ai vu les agriculteurs d'assez près pour comprendre leurs inquiétudes et pour compatir à la gêne incontestable d'une nombreuse catégorie de cultivateurs, quoique je ne cesse de dire que, lorsqu'on se rappelle ce qu'était la vie des campagnards, petits cultivateurs, fermiers, valets et journaliers, il y a soixante ans, et qu'on la compare avec ce qu'elle est aujourd'hui, on ne peut pas méconnaître que le salaire soit plus élevé et que le bien-être ait beaucoup augmenté. Naturellement la dépense a dû augmenter en même temps; les besoins ont augmenté aussi, parfois plus que les moyens de les satisfaire et il n'est pas certain que l'équilibre moral n'en ait pas été troublé.

M. Ronce conseille aux cultivateurs de chercher le remède dans l'association, dans le crédit et dans le développement de leur instruction professionnelle, plutôt que dans les restrictions douanières qui vont s'aggravant sans contenter les intéressés. D'ailleurs, les intérêts des cultivateurs d'un pays ne sont pas les mêmes que ceux des cultivateurs de tel autre pays et les lois qui écartent le commerçant étranger sont nécessairement sans effet pour la solution générale de ce problème qu'on appelle la Crise agricole.



M. Ronce me semble donc avoir raison de donner de tels conseils. On a déjà dépensé, en France, pour ce double objet, une somme considérable de bonnes volontés, et non sans résultat. Il reste énormément à faire. Les grands propriétaires, les syndicats, les communes et les départements, l'État, les sociétés savantes, la presse doivent concourir à cette œuvre avec persévérance; ce n'est pas en quelques années qu'on atteint le but, et ce but recule toujours. C'est dans ce dessein que j'ai, à plusieurs reprises, signalé l'action qu'exerce avec une très grande libéralité, par ses publications et ses expériences, le département de l'Agriculture aux États-Unis.

Je sais bien que ces remèdes ne sont pas une panacée. Tendancés à l'accroissement du produit, ils deviennent des facteurs de la baisse; mais ils ont sur d'autres remèdes l'avantage de ne pas froisser l'égalité, ne chargeant pas l'un pour décharger l'autre, et de donner satisfaction à la fois aux consommateurs par l'abondance et le bon marché, et aux producteurs et propriétaires par l'intensité de la production qui peut compenser, et au delà parfois, la baisse des prix.

M. Ronce a bien mis en lumière ces aspects du problème économique que l'on nomme improprement la crise agricole. Je me fais un plaisir d'être, en le félicitant, l'introducteur de son livre auprès du public.

E. LEVASSEUR.



## EXTRAIT

DU

### RAPPORT DE M. FRÉDÉRIC PASSY

SUR LE CONCOURS POUR LE PRIX ROSSI

A DÉCERNER, EN 1899,

PAR L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

---

Le mémoire n° 22 porte deux devises :

« Et c'est pourquoi la cause véritable, la cause unique, de l'abaissement des produits agricoles, c'est l'abondance. »

(RICARDO.)

« La baisse des prix des denrées agricoles est la conséquence de changements permanents que la civilisation a produits dans le peuplement du monde et dans l'économie des transports. »

(E. LEVASSEUR.)

Ces deux devises indiquent et résument parfaitement le remarquable travail en tête duquel elles sont placées.

Avec une sobriété et une sûreté qui ne sont égalées dans aucun autre, l'auteur de ce mémoire, dans le nombre de pages relativement restreint qu'il a consacré à son étude, ne disant que ce qu'il faut, mais disant, et disant bien ce qu'il faut, a trouvé moyen de passer successivement en revue : la situation de l'agriculture en France; la détermination des causes de la crise; la concurrence que nous font les différents pays; la question monétaire (à propos de laquelle il rectifie, à la fois, les raisonnements et les chiffres également défectueux des bimétallistes); la recherche des

moyens que peut avoir l'agriculteur français pour lutter contre les concurrents étrangers; la discussion des mesures proposées pour les aider dans cette lutte; et finalement l'indication de ce qu'ont à faire nos agriculteurs, et de ce que la loi peut faire pour eux.

Ce que la loi peut faire, ce n'est pas ce que la plupart d'entre eux lui demandent. Car c'est d'eux surtout, conclut-il, qu'ils doivent attendre leur salut.

Les droits de douane, légitimes quand ils ne sont que fiscaux, injustes et trompeurs quand ils ont la prétention de favoriser le producteur par le relèvement artificiel des prix, ne peuvent être un secours permanent contre le fait, désormais inévitable, du nivellement des prix par l'établissement d'un marché universel. Ils ont de plus l'inconvénient de donner aux prétendus protégés une fausse sécurité, et de leur enlever précisément l'énergie et le ressort qui leur sont indispensables.

Mieux répartir l'impôt foncier (qui n'écrase pas autant qu'on le dit l'agriculture); réduire les droits de mutation (dont l'exagération est beaucoup plus réelle et plus pernicieuse); supprimer les octrois; diminuer les frais de transport intérieur; faire disparaître les obstacles au crédit et développer un enseignement agricole réellement accessible à la majorité des cultivateurs; mettre à leur portée des laboratoires et des champs d'expérience plus nombreux (chose qui pourrait se faire sans intervention officielle) : voilà, ou peu s'en faut, à quoi se réduit, suivant lui, ce que peut faire l'État.

Les agriculteurs, soulagés par ces mesures, doivent et peuvent faire le reste. Se remuer et agir; s'associer, en profitant de la loi de 1884, et en tirant meilleur parti des Syndicats; devenir plus commerçants et plus industriels; varier leurs produits et se tenir au courant des récoltes et des prix sur l'ensemble du monde; et surtout renoncer à l'illusion de croire qu'on peut arrêter le mouvement qui pousse le monde entier vers l'accroissement de la production et vers l'abaissement des prix par la facilité des transports : tel est, en quelques mots, ce travail simplement et



clairement écrit, qui révèle à la fois les connaissances d'un homme au courant de la culture, ayant constaté sur place, dans diverses régions, les faits dont il parle, et un sens économique très ferme et très net.

Il n'y a point de crise agricole, dit-il, en concluant; il y a simplement une modification de la situation économique des peuples, par l'augmentation des forces productives du monde et l'abondance des produits.

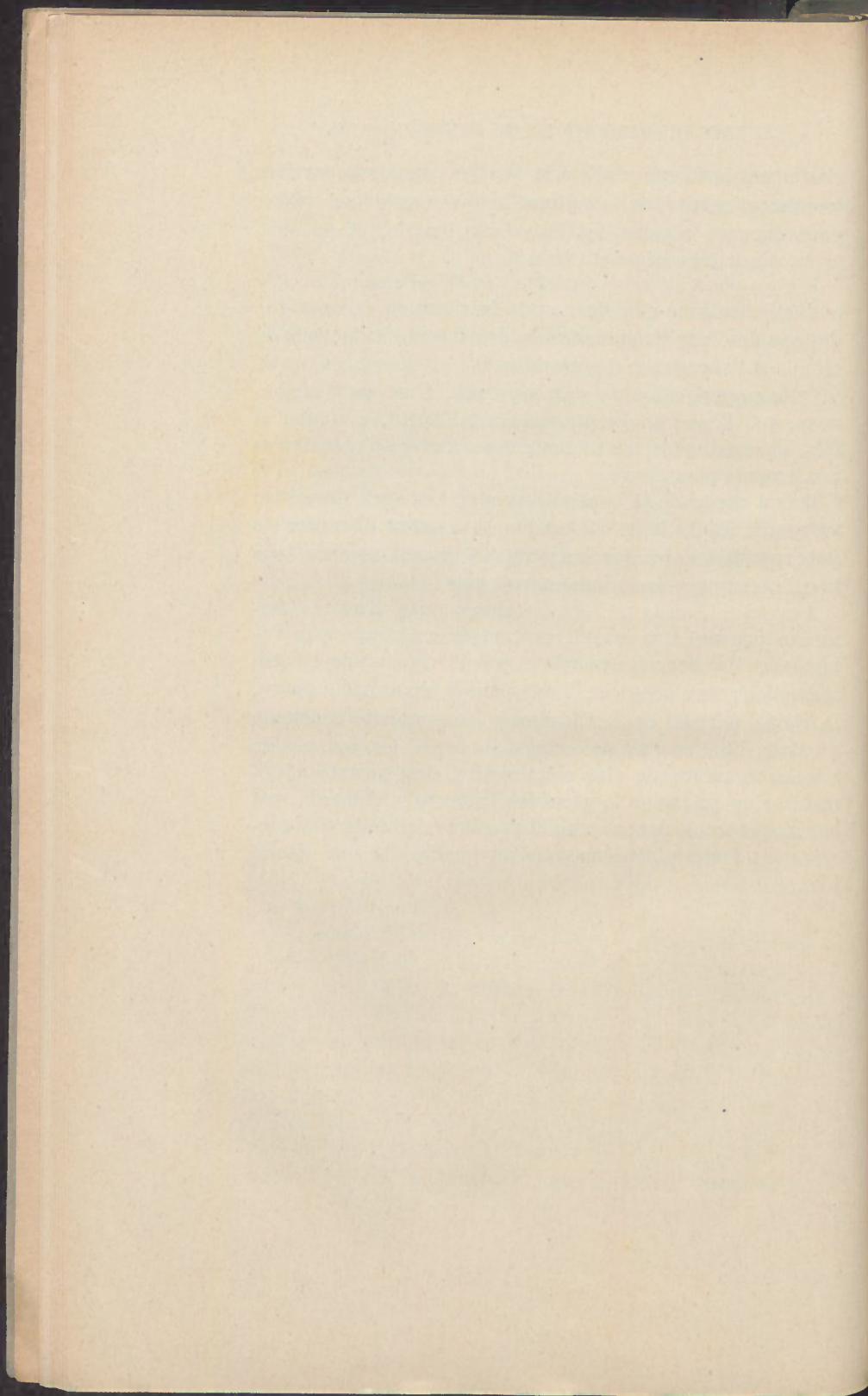
Cette augmentation ne s'arrêtera pas. C'est un état nouveau, que l'on doit accepter comme définitif, et auquel il faut s'accommoder, en se mettant en mesure d'obtenir des rendements plus élevés.

Il faut cesser de se lamenter et agir. Les agriculteurs ne verront la fin de leurs maux que si, cessant d'écouter les faux prophètes qui les leurrent, ils savent secouer leur inertie, compter sur eux-mêmes et agir.

A certains égards, et sur certains points, d'autres mémoires peuvent être considérés comme supérieurs par l'abondance des renseignements et par la vigueur de l'argumentation; mais aucun ne l'égale pour la bonne ordonnance, la clarté parfaite de l'exposition, la simplicité constante du style. Et si ce n'est pas celui dans lequel les hommes de science trouveront le plus à apprendre, c'est incontestablement celui qui, pour le gros des lecteurs intelligents, est le plus propre à donner une idée exacte des faits et à corriger les fausses appréciations auxquelles ils ont donné lieu.

---





LA

# CRISE AGRICOLE

---

## INTRODUCTION

---

Toutes les nations, à l'envi, celles de l'Ancien Monde, comme celles du Nouveau, celles qui ont été jusqu'à ces derniers temps maîtresses des marchés, comme celles que leur développement naturel a amenées à rivaliser avec les premières, s'inquiètent du malaise qui pèse depuis quelques années sur l'agriculture et qu'on dénomme communément crise agricole.

On se préoccupe, en Amérique aussi bien qu'en Europe, du sort des agriculteurs dont les doléances sont générales. Les statisticiens et les économistes des États-Unis, dans leurs innombrables périodiques, journaux, revues, brochures, exposent leurs vues et prodiguent leurs conseils. En Belgique, en Allemagne, en Italie, en Autriche, en Russie, les hommes politiques suivent le mouvement agricole d'un œil constant. Le gouvernement anglais institua officiellement, en 1893, une commission d'enquête chargée d'étudier l'« agricultural depres-



sion ». En France, la Chambre des Députés consacra sept séances de sa session de 1897 à une discussion tout académique sur la crise agricole, où, d'ailleurs, il fut plus parlé de l'organisation sociale de l'avenir que des souffrances de l'agriculture.

Ainsi, partout, la crise agricole est constatée à l'état plus ou moins aigu, et partout on s'applique à y porter remède. Il semblerait, par suite, que rien ne fût plus facile que d'arriver aux causes mêmes de cette crise en rassemblant, en coordonnant et condensant les opinions émises par toutes les personnes qui, à des titres si divers, ont donné leur avis. Mais celui qui voudrait entreprendre cette tâche se mettrait dans le plus cruel embarras. Chacun, en effet, a peu ou prou étudié la question à son propre point de vue; beaucoup ont raisonné du particulier au général sur les faits qui se déroulaient devant leurs yeux, en se basant sur telle ou telle doctrine économique, en voulant servir tels ou tels intérêts, de sorte que le compilateur se trouverait très souvent en présence de constatations et d'opinions absolument contradictoires.

Il appartenait donc à l'Académie des Sciences Morales et Politiques de provoquer une étude vraiment scientifique de cette question importante au premier chef, une étude dégagée des influences de politique, de milieu et d'école.

C'est cette étude que nous nous efforcerons de faire ici.

Nous ne nous dissimulons pas qu'elle sera loin d'être parfaite. Dès le début, nous nous heurterons à une très grosse difficulté, par le fait de l'imperfection des statistiques agricoles. Comment pourrions-nous établir la situation et dresser le bilan de l'agriculture, si, comme l'a

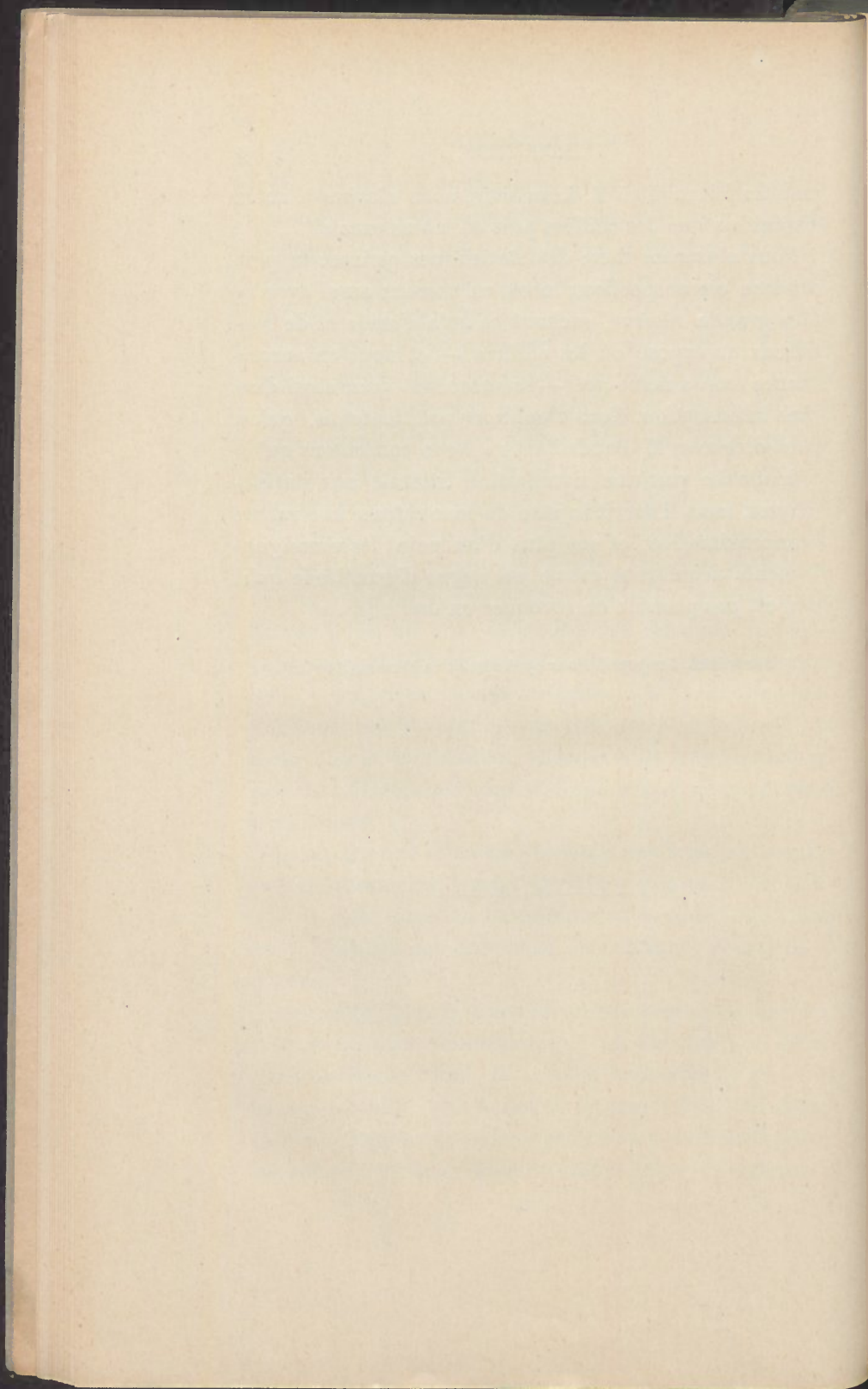
maintes fois montré M. Levasseur, nous n'avons à notre disposition que des chiffres plus ou moins exacts?

Nous n'userons donc des statistiques qu'avec la plus extrême circonspection; nous en userons aussi avec la plus grande réserve, sachant ce qu'a d'aride et de fastidieux un exposé où les chiffres — et nous en aurons encore trop à notre gré — se succèdent pour ainsi dire sans interruption. Nous n'oublions pas, toutefois, qu'on peut dire avec M. Baudrillart : « Nous consentons qu'on « n'attache pas une signification littérale aux statistiques, mais il serait injuste de leur refuser une valeur « approximative; et sur plus d'un point les renseignements acquièrent même un degré d'exactitude qu'il « n'est pas possible de révoquer en doute (1). »

---

(1) Baudrillart. *Les populations agricoles de la France (l'Anjou)*.





## CHAPITRE PREMIER

### SITUATION DE L'AGRICULTURE EN FRANCE

#### 1. — Coup d'œil rétrospectif.

A quelques différences près, différences tout à fait secondaires, les causes de la crise agricole sont les mêmes dans tous les pays. Nous nous occuperons donc plus particulièrement ici de la France.

Il y a crise agricole quand l'agriculture traverse un moment périlleux pour elle, lorsque la production agricole, par suite de circonstances tout accidentelles, est troublée pour un temps, et qu'elle doit reprendre plus tard son essor en utilisant les mêmes moyens, les mêmes forces qu'auparavant.

Cette définition ainsi posée, est-ce bien une crise que traverse à l'heure actuelle l'agriculture? C'est ce que la suite de cette étude nous apprendra.

Il n'est pas dans notre pensée de suivre de près la marche de l'agriculture depuis le commencement de ce siècle. Que pourrions-nous d'ailleurs avoir la prétention de dire après L. de Lavergne?

De *l'Économie rurale de la France depuis 1789* nous nous contenterons d'extraire le tableau suivant, qui mon-



trera, sans qu'il soit besoin de commentaires, le pas franchi par notre agriculture de 1789 à 1859.

	En 1789.	En 1859.
Jachères.....	10.000.000 hectares.	3.000.000 hectares.
Froment.....	4.000.000 —	6.000.000 —
Seigle et autres graines.	7.000.000 —	6.000.000 —
Avoine.....	2.500.000 —	3.500.000 —
Prairies artificielles....	1.000.000 —	3.000.000 —
Racines.....	100.000 —	2.000.000 —
Cultures diverses.....	400.000 —	1.000.000 —
Totaux.....	23.000.000 hect.	26.500.000 hect.

Si l'on ajoute qu'au moment où Lavoisier rédigeait sa *Richesse territoriale de la France*, le froment rendait 8 hectolitres à l'hectare, semence déduite, et qu'en 1859 ce rendement était porté à 12 hectolitres, on aura idée des progrès réalisés par l'agriculture durant cette période de 70 années. Elle les réalisa surtout de 1815 à 1847, « temps, dit L. de Lavergne, où la France a joui le plus complètement de la paix intérieure et extérieure et des bienfaits de la liberté politique ». La crise politique de 1848, les mauvaises récoltes de 1853 et 1855, les guerres d'Orient et d'Italie ne furent pas, en effet, sans influence fâcheuse sur notre agriculture.

On pourrait penser que les traités de commerce de 1861 et le développement de notre réseau de chemins de fer vinrent donner un nouvel élan à notre production agricole. C'est pourtant dans les dernières années de l'Empire que nos agriculteurs commencèrent à se plaindre; ils se plaignirent même si fort que le gouvernement dut procéder à cette grande enquête, qui, commencée en mars 1866, ne fut terminée qu'en mai 1870

et ne put donner aucun résultat à raison des événements de 1870-71.

Après nos désastres, chacun se remit au travail, et pour qui connaît le paysan de France, son endurance, sa ténacité, son ardeur à la besogne, son esprit d'économie, il n'y avait aucun doute que le souvenir des mauvais jours ne fût bientôt passé. Hélas! tant d'efforts ont paru et paraissent encore devoir demeurer vains : les doléances de nos agriculteurs se sont fait et se font encore entendre.

Dès 1879, M. Tirard, alors Ministre de l'Agriculture et du Commerce, crut devoir inviter la Société Nationale d'Agriculture à « faire une enquête sur la situation de l'agriculture en France et sur les moyens d'assurer sa sécurité et ses progrès ». Le malaise s'aggravant, le 29 février 1884, au Sénat, le comte de Saint-Vallier appela l'attention du gouvernement sur « la crise qui, commune à toute la France, sévit plus particulièrement dans le département de l'Aisne ». En 1885, M. Eugène Risler fit de « *la crise agricole en France et en Angleterre* » l'objet d'une étude documentée dans la *Revue des Deux-Mondes* (1). Nous n'en terminerions pas, s'il nous fallait enregistrer toutes les plaintes de nos agriculteurs depuis une vingtaine d'années et relever un à un tous les mémoires, toutes les consultations qu'elles ont suscitées.

Mais entrons un peu dans le détail des différentes cultures.

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1<sup>er</sup> février 1885.



## 2. — Culture des céréales et cultures fourragères.

« La France, a dit M. Tisserand, est un pays à céréales (1). » Le froment, le seigle, l'orge, l'avoine, le maïs, etc., couvrent, en effet, plus de la moitié des terres labourables et plus du quart de la superficie totale du territoire. Ainsi que le montre la planche I ci-contre, la culture des diverses céréales est d'inégale importance; mais leur produit global atteint aujourd'hui une valeur de plus de 4 milliards et demi de francs.

Or, il est une chose à remarquer, c'est que, après avoir crû, par le fait des défrichements considérables qui ont été faits, la superficie emblavée ne cesse de diminuer depuis vingt ans. En effet,

En 1840, la superficie cultivée en céréales était de 14.500.000 hectares.

— 1862	—	—	—	17.500.000	—
— 1882	—	—	—	15.000.000	—
— 1892	—	—	—	14.800.000	(2)

Il ne s'ensuit pas que notre production en céréales ait diminué; elle n'a, au contraire, cessé de croître, du moins pour les céréales les plus importantes (voy. les planches II, III et IV).

Pendant les périodes de :

1834-1843, la production moyenne annuelle a été de 198.900.000 hectolitres.

1856-1865	—	—	—	246.500.000	—
1876-1885	—	—	—	251.800.000	—
1886-1895	—	—	—	258.900.000	—

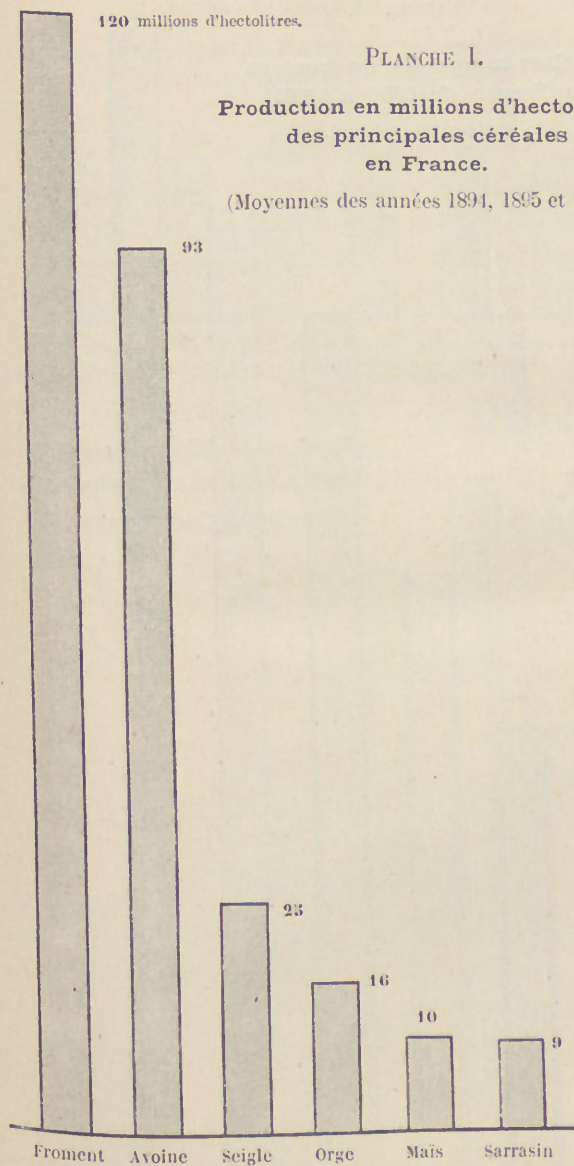
(1) *Statistique agricole de la France. Enquête de 1882.*

(2) Nous faisons remarquer ici une fois pour toutes qu'en 1860 l'annexion des deux Savoies et du comté de Nice accrut notre territoire de 1.279.229 hectares et qu'en 1871 la perte de l'Alsace-Lorraine nous enleva 1.450.942 hectares.

PLANCHE I.

**Production en millions d'hectolitres  
des principales céréales  
en France.**

(Moyennes des années 1894, 1895 et 1896.)

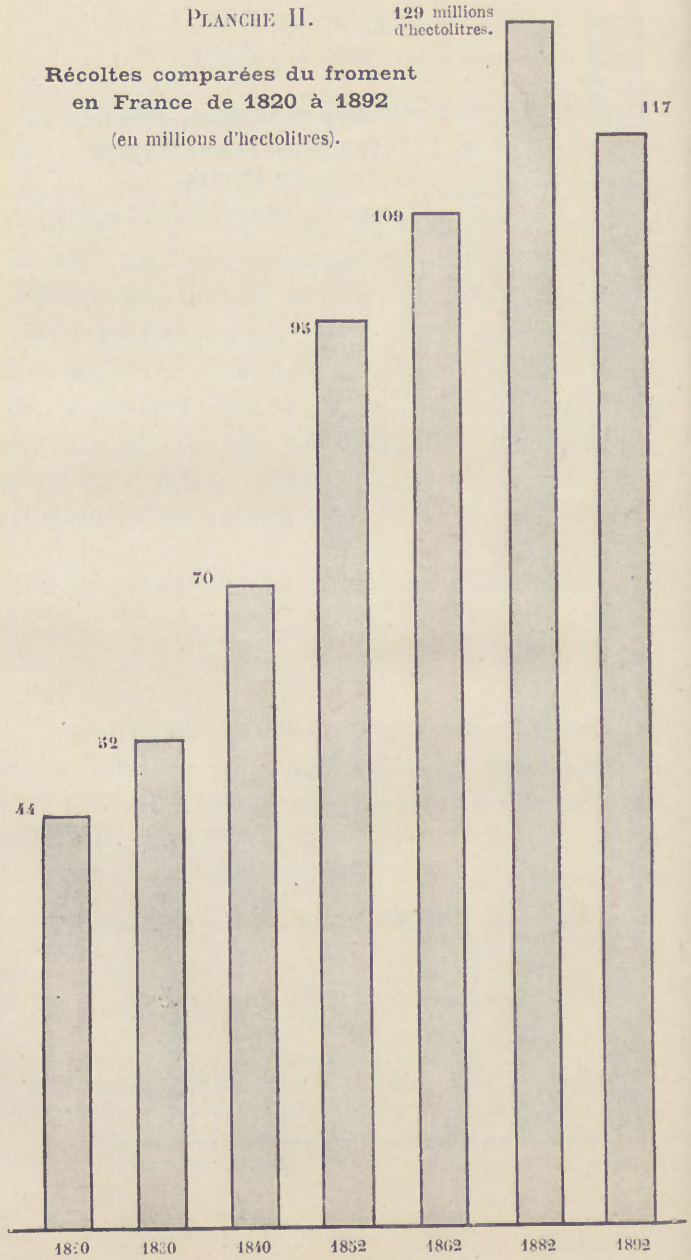




## PLANCHE II.

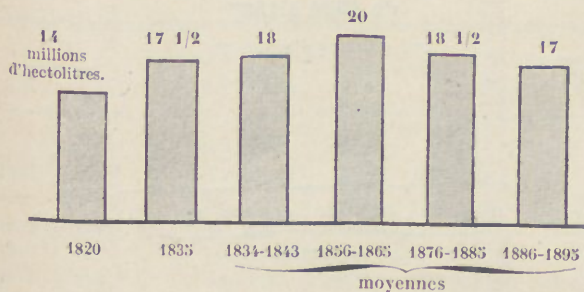
129 millions  
d'hectolitres.**Récoltes comparées du froment  
en France de 1820 à 1892**

(en millions d'hectolitres).

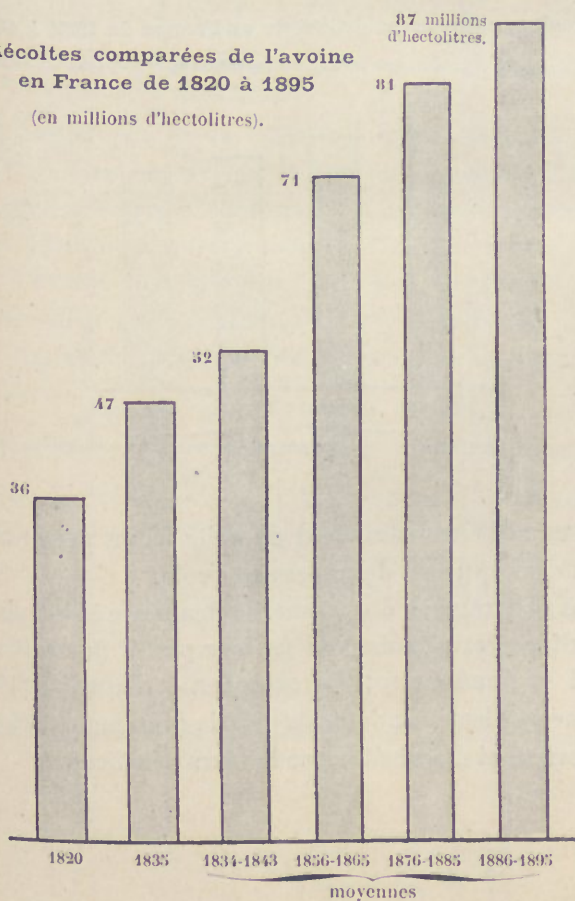


## PLANCHE III.

Récoltes comparées de l'orge en France de 1820 à 1895  
(en millions d'hectolitres).



Récoltes comparées de l'avoine  
en France de 1820 à 1895  
(en millions d'hectolitres).

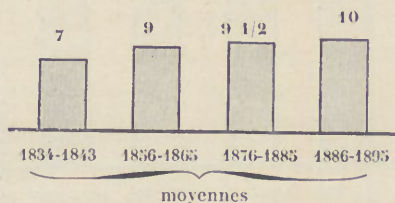




## PLANCHE IV.

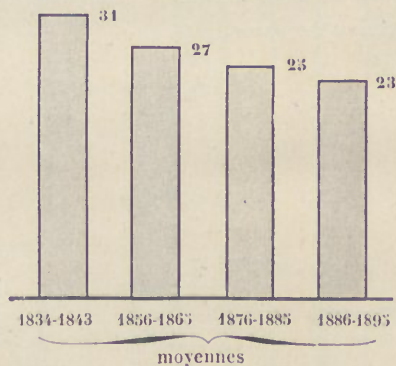
Récoltes comparées du maïs et millet en France  
de 1834 à 1895

(en millions d'hectolitres).



## Récoltes comparées du seigle en France de 1834 à 1895

(en millions d'hectolitres).



Nous nous trouvons tout de suite ici en présence de deux conséquences de la crise agricole.

Nos agriculteurs, d'une part, ont tendance à restreindre la culture des céréales qui ne leur paraît pas suffisamment rémunératrice; ils cherchent, d'autre part, à augmenter leurs rendements afin de diminuer leurs prix de revient et d'accroître par là leurs bénéfices.

Si l'on considère le froment, en particulier, le tableau suivant montrera quels ont été la superficie ensemencée et le rendement moyen, par hectare, de 1831 à 1895.

PÉRIODES.	SUPERFICIE ensemencée.	PÉRIODES.	RENDEMENT moyen par hectare.
	hectares.		hectolitres.
1831 — 1841	5.350.000	1831 — 1840	12.77
1842 — 1851	5.840.000	1841 — 1850	13.68
1852 — 1861	6.500.000	1851 — 1860	13.99
1862 — 1871	6.880.000	1861 — 1870	14.28
1872 — 1881	6.900.000	1871 — 1880	14.60
1882 — 1891	6.840.000	1881 — 1890	15.65
1891 — 1895	6.750.000	1891 — 1895	15.83

En passant en revue toutes les autres céréales, on constaterait de même que la surface consacrée à chacune d'elles diminue d'une façon à peu près constante depuis quelques années, sauf toutefois en ce qui concerne l'avoine dont la culture ne cesse d'augmenter en superficie; et cette diminution s'est produite au profit des cultures fourragères, dont la progression est ainsi établie :

	ÉTENDUE des prairies natu- relles et artificielles.	VALEUR de la production fourragère.	VALEUR du capital en animaux de ferme.
	hectares.	millions de francs.	millions de francs.
En 1840.....	5.774.744	663,6	1.985
— 1862.....	7.793.906	1.589,2	4.408
— 1882.....	9.075.937	1.889,4	5.744
— 1892.....	9.452.927	2.086,4	5.173



Ainsi, nos agriculteurs « font » de moins en moins de céréales.

Si, en 1897, il y a eu un énorme déficit dans notre production de blé — il n'a été récolté que 88 millions et demi d'hectolitres alors que la dernière production moyenne décennale est de près de 106 millions — cela tient sans doute à ce que, au point de vue météorologique, l'année 1897 a été mauvaise; mais cela tient aussi, et pour une part assez grande, à ce que les emblavures avaient été réduites, en présence de l'abaissement du prix du blé en 1895 et en 1896 (1). Nous pouvons citer tel propriétaire des environs de Blois, le marquis de S..., qui, possesseur d'un domaine de 300 hectares, réduisit ainsi ses emblavures d'un tiers.

Déjà, en 1879, lors de l'enquête à laquelle elle s'était livrée, la Société Nationale d'Agriculture avait constaté que dans certaines régions, notamment dans celle du nord-ouest, la culture du blé avait fait place à l'élevage; et devant la prospérité des pays d'herbages, elle avait cru devoir préconiser l'accroissement des cultures fourragères et particulièrement des prairies arrosées. Mais en France, ce conseil ne pouvait être suivi par la majorité des agriculteurs. D'abord, la propriété dans notre pays est très divisée; et il n'y a véritablement avantage à posséder des troupeaux que sur les grands domaines, témoin l'Angleterre, pays de grande propriété, qui est arrivée à ne plus ensemençer en froment que 600.000 hectares, alors qu'il y a quelque dix ans elle en ensemençait plus d'un million (2). Puis le cultivateur

(1) L'hectolitre de blé valut 14 fr. 40 en 1895 et 14 fr. 82 en 1896.

(2) 1.296.000 hectares en 1882; 1.134.000 en 1884; 1.093.000 en 1888, d'après le major Craigie, directeur de la Statistique au Board of Agricul-

français, par une tradition qui a sa source dans la façon dont autrefois on comprenait et on pratiquait l'agriculture, tient beaucoup à récolter « son » blé. D'ailleurs, serait-il bon que notre agriculture délaissât par trop les céréales pour l'élevage? A notre avis, nos agriculteurs doivent plutôt tendre à satisfaire à notre consommation en froment et à ne pas nous laisser tributaires, sous ce rapport, des autres nations.

### 3. — Cultures industrielles.

Si, après la culture des céréales et les cultures fourragères, nous considérons les cultures industrielles, nous devons reconnaître que la situation de ces dernières ne se présente pas sous un jour favorable : depuis un demi-siècle, en effet, nous assistons année par année à leur déclin, voire même à leur disparition.

Jadis on rencontrait, disséminées çà et là, dans les terrains d'alluvions de l'ouest et des plaines du centre surtout, de magnifiques cultures de chanvre; on voyait également d'importantes cultures de lin, — le lin de la Bretagne, du Maine et de l'Anjou ne jouissait-il pas d'une juste et universelle renommée? — Mais le coton, obtenu plus économiquement, est venu supplanter le chanvre et le lin, et aujourd'hui ceux-ci couvrent une infime partie de notre territoire agricole. On en jugera par les chiffres suivants :

En 1840, il y avait	268.000 h. de chanvre et de lin prod.	970.000 q <sup>r</sup> de filasse.	
— 1866,	205.000	—	1.020.000 —
— 1882,	104.000	—	750.000 —
— 1892,	64.000	—	423.000 —

tur. Nous devons toutefois ajouter que cette diminution paraît être aujourd'hui enrayée.



La culture du chanvre et du lin aurait même fini par disparaître en France, si une loi de 1892 n'était intervenue pour la protéger au moyen d'allocations de primes (1).

Que dirons-nous de la culture du houblon qui n'a pas plus d'importance aujourd'hui qu'en 1850, bien que la consommation de la bière ait pris chez nous, depuis un certain nombre d'années, un développement considérable?

Que dirons-nous des cultures du safran et de la gaude, qui n'ont jamais, il est vrai, été bien importantes, mais enfin procuraient quelques bénéfices? Réunies, elles ne couvraient pas 700 hectares en 1892!

Et la garance? Elle n'existe plus du tout en France, n'ayant pu lutter d'abord contre la garance de Naples, puis contre l'alizarine artificielle. Sa disparition a été une perte de 15 à 20 millions pour les départements du sud-est.

Mais nous plaindrions davantage nos agriculteurs si nous ne savions comment, plus ingénieux que l'on ne croit, ils ont su remplacer ces cultures par d'autres appropriées à leur sol et rémunératrices... pour un temps.

(1) Cette loi, dont l'effet était limité à une durée de six années, est venue à expiration en 1898. Une nouvelle loi du 9 avril 1898 permet d'allouer, pendant six autres années, une somme de 2.500.000 fr. aux cultivateurs de lin et de chanvre; mais on a eu le tort d'abaisser de 10 à 8 ares la surface cultivée donnant droit à la prime. Ainsi que cela a été dit à la tribune du Sénat par M. Legludic, le nombre des bénéficiaires a été ainsi augmenté; par suite, la quotité de la prime tombera peut-être à un taux insuffisant pour rendre la culture rémunératrice.

Si nous laissons de côté le tabac, dont la culture, lucrative, est entravée par les règlements de l'Administration des Finances (1), il nous reste à examiner la seule culture industrielle qui ait vraiment de l'importance, celle de la betterave à sucre.

En 1840, la betterave à sucre couvrait	37.000 hectares
— 1866	133.000 —
— 1882	240.000 —
— 1883	226.000 —
— 1884	233.000 —
— 1885	193.000 —
— 1886	213.000 —
— 1890	238.000 —
— 1892	271.000 —
— 1894	268.000 (2) —
— 1896	270.000 (3) —

Ainsi qu'on le voit par les chiffres ci-dessus, c'est dans la seconde moitié de ce siècle que la culture de la betterave à sucre commença à prendre chez nous un développement considérable.

La France, chez qui cette industrie était née, était arrivée à produire chaque année un nombre élevé de tonnes de sucre (4), dépassant de loin les nations voisines, lorsque tout à coup celles-ci, sous le coup de fouet de l'émulation, donnèrent un vigoureux effort et distancèrent à leur tour notre pays. C'était aux environs de 1879-1880. Notre industrie sucrière fut profondément atteinte; on crut qu'elle allait sombrer.

(1) Il serait à désirer que l'Administration laissât augmenter la superficie cultivée. Tout le monde bénéficierait de cette mesure, même les consommateurs, car nos scaferlati jouissent partout d'une juste réputation.

(2) Y compris 11.000 hectares de betteraves de distillerie.

(3) Y compris 9.000 hectares de betteraves de distillerie.

(4) 450.000 tonnes, notamment en 1874-75.



Nous n'avons pas à expliquer ici pourquoi l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie purent augmenter prodigieusement leur production de sucre de betterave et venir nous enlever les marchés sur lesquels nous étions les maîtres. Nous n'avons pas non plus à entrer dans l'examen de la loi du 29 juillet 1884 et à montrer quelles armes elle mit aux mains de nos fabricants de sucre pour leur permettre de lutter aussi avantageusement que possible contre leurs concurrents étrangers. Nous ne voulons pas entreprendre la discussion de cette fameuse et toujours pendante « question des sucres » où tant d'intérêts contradictoires sont en jeu, intérêts des cultivateurs, des fabricants, des raffineurs, des producteurs coloniaux, des consommateurs et de l'État. Nous nous contenterons de dire que la loi de 1884 eut pour effet de faire se rouvrir un certain nombre de fabriques qui avaient dû être fermées : la surface emblavée en betteraves, qui non seulement avait arrêté son essor, mais encore avait diminué, a par suite remonté à un chiffre un peu supérieur à celui qu'elle avait antérieurement et ce chiffre se maintient à peu près constant depuis 1890. Mais, bien qu'une loi du 7 avril 1897 ait accordé à nos fabricants de sucre des primes à l'exportation, cette situation durera-t-elle?

Quand on songe que la production annuelle du sucre dans le monde est de 7 millions de tonnes, alors que la consommation est seulement de 6 millions, quand on suppose la quantité énorme dont s'accroît, chaque année, le stock de sucre en magasin, on doit se demander vers quel avilissement des prix on marche. On a parlé, et ce serait le seul remède, d'augmenter notre consommation intérieure qui est bien loin d'égal, par

exemple, celle de l'Angleterre (nous consommons par tête 12<sup>k</sup>,50 de sucre, et l'Angleterre, 35 à 36 kil.). Mais la consommation ne pourra croître que le jour où les droits, qui à l'heure actuelle, triplent presque le prix du sucre, auront disparu ou auront été diminués. Or quand pouvons-nous espérer voir l'État renoncer aux 200 millions que ces droits lui rapportent, ou même à une fraction notable de ces 200 millions?

Mais ramenons la question sur le terrain purement agricole.

Nous avons constaté que la culture de la betterave à sucre, après avoir traversé une période critique, s'était relevée et conservait ses positions. Les 25 départements qui s'y adonnent ont en elle une double source de richesses : ils retirent d'abord de la vente de la betterave un bénéfice, si léger soit-il ; puis, il ne faut pas l'oublier, ils ont à leur disposition un produit de première utilité pour l'agriculture, les pulpes, résidus des fabriques de sucre. Ainsi que le dit M. Deherain, à qui la culture betteravière doit tant, « si la culture de la betterave à sucre fait la prospérité de quelques-uns de nos départements, c'est que, grâce aux pulpes qu'elle fournit, elle permet l'engraissement d'un nombreux bétail. C'est l'emploi de ces pulpes qui détermine l'accroissement de la fertilité (1) ». Dans ces conditions, il importait de souligner tout particulièrement la situation de cette culture industrielle, de noter ses progrès et de s'inquiéter de l'avenir qui peut lui être réservé.

(1) *Les plantes de grande culture*, par M. P.-P. Deherain, ouvrage auquel nous avons fait de larges emprunts.



Il nous reste à parler de l'éducation des vers à soie.

La sériciculture présente ce caractère particulier qu'elle est presque exclusivement entreprise par de petits propriétaires, et que les possesseurs de grands domaines ne s'y adonnent pour ainsi dire pas. La raison en est bien simple, dit M. Maurice Faure : « les éducations ne réussissent guère si elles ne sont pas attentivement surveillées, dirigées par la famille elle-même; et, d'autre part, elles sont généralement trop peu rémunératrices pour permettre de faire face aux dépenses que nécessite l'emploi d'une main-d'œuvre étrangère (1). »

Avec la sériciculture, nous nous trouvons en présence « d'agriculteurs exploitant eux-mêmes leur bien », en face « de petits propriétaires n'ayant d'autres ressources que le maigre produit de leur sol ». On conçoit donc que tous les gouvernements qui se sont succédé en France aient suivi avec sollicitude la condition de nos éducateurs de vers à soie; on le conçoit d'autant mieux que, pour nos départements du Languedoc, de la Provence et du Dauphiné, la sériciculture était jadis la source réelle d'une richesse, en même temps qu'elle faisait la renommée de notre industrie lyonnaise.

Vers le milieu de ce siècle, nous avions plus de 50.000 hectares plantés en mûriers et nos sériciculteurs étaient arrivés à produire plus de 26 millions de kilogr. de cocons, lorsque la pébrine, la gâtine attaquèrent le vers à soie, et l'once décimale de grains ne rendit plus que 20 kilogr. de cocons au lieu de 50. Grâce aux magnifiques travaux de Pasteur, le mal fut conjuré; on

(1) Chambre des députés, séance du 28 février 1898. — Discussion du projet de loi relatif aux encouragements spéciaux à donner à la sériciculture et à la filature de la soie.

s'appliqua à obtenir des graines sélectionnées; mais les soies de l'Espagne, de la Hongrie, de la Turquie, etc..., les soies de l'Extrême-Orient, en particulier celles du Japon, — ces pays s'étant empressés de profiter des enseignements de notre sériciculture, — vinrent alors faire concurrence aux nôtres : le prix des cocons qui varia de 3 fr. 50 à 5 fr. le kilogr. vers 1850, qui oscilla entre 6 et 8 francs vers la fin de l'Empire, descendit à des cours extrêmement bas.

Il arriva ce qui devait fatalement arriver : un arrêt dans notre production de cocons. En cette occurrence, nos sériciculteurs se tournèrent vers l'État pour lui demander protection.

La raison qui fit adopter le système des primes comme encouragement à la culture du lin et du chanvre se retrouva avec plus de force encore, en 1891, quand il s'agit de protéger notre industrie séricicole. Les intérêts de nos éducateurs de vers à soie ne devaient pas faire oublier, en effet, les intérêts de nos filateurs, qui travaillent les soies étrangères aussi bien que les soies indigènes. Au lieu d'établir des droits de douane, le Parlement décida, par la loi du 13 janvier 1892, que durant six années, des primes seraient accordées à la sériciculture et à la filature.

La prime de 0 fr. 50 par kilogr. de cocons frais attribuée aux sériciculteurs, a-t-elle donné tous les résultats qu'on était en droit d'attendre? Il ne le semble pas. Si la production totale en cocons frais a monté de 7.600.000 kilogr. en 1892, à 9.900.000 en 1893, et 10.500.000 en 1894, elle est restée à 9.300.000 environ en 1895 et en 1896. D'autre part, depuis 1892, le prix du kilogr. de cocons frais vendus pour le filage ne s'est pas relevé : il



a été de 3 fr. 25 en 1892; 4 fr. 34 en 1893; 2 fr. 60 en 1894; 2 fr. 82 en 1895; il est même tombé à 2 fr. 56 en 1896.

Aussi, lorsque la loi de 1892 est venue à expiration, la sériciculture en a demandé la prorogation pour une période plus longue, afin qu'on pût procéder à de nouvelles plantations de mûriers; puis elle a sollicité instamment une augmentation de prime.

La nouvelle loi du 2 avril 1898 alloue aux sériciculteurs à partir de l'exercice 1898 et jusqu'au 31 décembre 1908 une prime de 0 fr. 60. Nous voudrions espérer que les sacrifices consentis ainsi par l'État pour une durée aussi grande porteront leurs fruits; mais nos éducateurs de vers à soie ne doivent pas oublier qu'ils souffrent surtout de la concurrence étrangère (1), et qu'ils feront bien de ne pas compter uniquement sur le gouvernement pour arriver à triompher de leurs rivaux.

Nous ne pensons pas, d'autre part, que le coton « mercerisé » (2) ni que le « king coton » (3), la récente découverte anglaise, viennent bientôt supplanter la soie; mais cependant, qui sait l'avenir que la chimie industrielle nous réserve? Ne faut-il pas contenter une clientèle chaque jour grandissante, qui réclame de plus en plus des produits « bon marché »? Ne peut-on pas trouver demain un procédé commode et économique pour fabri-

(1) La muscardine et la flâcherie, en effet, ne sont pas une cause permanente de désastres pour la sériciculture et ne peuvent se comparer à l'épidémie de pébrine.

(2) Coton qui est soumis, d'après la méthode du chimiste français Mercer, à l'action d'alcalis refroidis à 0 degré et qui a un éclat comparable à celui des tissus fabriqués avec de la bourre de soie.

(3) Soie artificielle obtenue, d'après le procédé de Chardonnet, en faisant passer sous pression dans des filières capillaires une solution éthéro-alcoolique de cellulose nitrée.

quer des tissus de soie qui n'auront de soie que le nom et ne devront rien aux cocons? Quoique cette éventualité nous paraisse encore éloignée, il y a peut-être là un écueil auquel se heurteront, un jour plus ou moins proche, non seulement nos sériciculteurs, mais tous les sériciculteurs européens ou extra-européens qui se disputent aujourd'hui le marché international. Alors, étrange anomalie, les véritables tissus de soie — précieux, parce que rares — ne se porteront vraisemblablement plus que chez les peuples en dehors de la civilisation, chez ceux où le prix de la main-d'œuvre sera pour ainsi dire nul, c'est-à-dire chez les peuples arriérés et pauvres.

#### 4. — Viticulture.

Après la culture des céréales vient, comme importance, la culture de la vigne. « La vigne, dit M. Tisserand (1), est l'un des plus beaux fleurons de l'agriculture française. »

Nous n'avons jamais beaucoup redouté, pour nos vins, la concurrence étrangère. Jamais aucune nation n'a pu jusqu'ici produire nos « bordeaux », nos « mâcons », nos « bourgognes », etc., — même pas les États-Unis, dont le climat, d'ailleurs, sauf en Californie, se prête mal à la culture de la vigne. Mais si les viticulteurs français ne craignent pour ainsi dire pas de rivaux et produisent certains crus dont la renommée est universelle, contre quels fléaux n'ont-ils pas eu à lutter depuis un demi-siècle! Quels désastres ne les ont pas frappés! Quelles

(1) *Statistique agricole de la France. Enquête de 1882.*



pertes, qu'on aurait pu croire irréparables, n'ont-ils pas subies!

En 1808, notre vignoble couvrait 1.600.000 h. et produisait 28.000.000 hectol.

— 1829,	—	1.900.000	—	30.900.000	—
— 1835,	—	2.100.000	—	36.700.000	—
— 1850,	—	2.200.000	—	44.700.000	—

Et notre production était telle, en certaines années, que le vin, pour qui les débouchés manquaient, valait moins cher que le vaisseau qui le renfermait.

Or, voici qu'en 1855 l'oïdium fit sa première apparition. Nos régions du Sud et du Sud-Ouest furent ravagées. Toutefois, tandis qu'elle cherchait à se défendre sans perdre courage, notre viticulture, subissant l'impulsion qui l'entraînait depuis quelque temps, ne s'arrêtait pas dans sa marche en avant et poursuivait ses progrès.

En 1855, nous possédions 2.200.000 h. de vigne produisant 15.100.000 hectol.

— 1860,	—	2.200.000	—	39.500.000	—
— 1866,	—	2.400.000	—	63.800.000	—
— 1869,	—	2.500.000	—	70.000.000	—

La cession de l'Alsace-Lorraine vint nous enlever 32.000 hectares de vignes; mais qu'était cette perte auprès de celle du million et demi d'hectares qu'allait nous causer le phylloxéra!

Apparu, en effet, dès 1865, dans les Bouches-du-Rhône, le phylloxéra se propagea bientôt sur tout le territoire de la France. En 1874, il commença à dévaster une notable partie de nos vignobles; peu à peu la tache phylloxérique s'étendit et gagna toutes les plantations sans que rien pût l'arrêter. Ce fut surtout de 1880 à 1890 que le fléau fit les plus grands ravages.

Au prix des plus grands sacrifices et du plus acharné

travail, nos vignerons se mirent à l'œuvre de la reconstitution au moyen de cépages américains, grands et petits propriétaires s'entr'aidant parfois dans la lutte commune (1). Mais aujourd'hui de nouveaux ennemis se montrent : le mildew, le black-rot, la cochilis. Ces maladies n'inspirent pas, il est vrai, à nos viticulteurs les mêmes craintes que le phylloxéra; elles ne sont pas, toutefois, sans leur imposer certaines dépenses et leur causer quelques pertes.

En résumé, ces dernières années ont été désastreuses pour la viticulture française. Malgré la reconstitution en cépages américains, reconstitution qui s'est faite progressivement et méthodiquement (2), la superficie plantée en vignes diminue encore chaque année. Nous pensons, toutefois, qu'elle a atteint ou qu'elle est bien près d'atteindre le minimum où elle doit descendre et le tableau suivant montrera la profondeur de sa chute :

En 1869, notre vignoble couvrait 2.500.000 hectares et produisait 70.000.000 hectolitres.

En 1881, il en couvrait 2.200.000 et produisait 31.100.000 hectolitres.

— 1882,	—	2.200.000	—	30.800.000	—
— 1883,	—	2.100.000	—	35.000.000	—
— 1884,	—	2.100.000	—	34.700.000	—
— 1885,	—	1.900.000	—	28.500.000	—
— 1886,	—	1.900.000	—	25.000.000	—

(1) « Plus d'une fois, les petits propriétaires reçurent des plus riches, avec les meilleurs exemples, des avances dont ils surent tirer parti et, de son côté, la petite culture fournit à la grande une main-d'œuvre chère il est vrai, mais excellente. Grâce à ces efforts combinés, l'Hérault arrivait à refaire une partie considérable de sa richesse viticole ». Baudrillart. *Les populations agricoles de la France* (3<sup>e</sup> série. — *Les populations du Midi*).

(2) En 1896, il y avait, en France, près de 800.000 hectares de vignes américaines.



— 1887,	—	1.900.000	—	24.300.000	—
— 1888,	—	1.800.000	—	30.100.000	—
— 1889,	—	1.800.000	—	23.200.000	—
— 1890,	—	1.800.000	—	27.400.000	—
— 1891,	—	1.700.000	—	30.100.000	—
— 1892,	—	1.800.000	—	29.000.000	—
— 1893,	—	1.800.000	—	50.000.000	—
— 1894,	—	1.700.000	—	39.000.000	—
— 1895,	—	1.750.000	—	26.000.000	—
— 1896,	—	1.700.000	—	44.000.000	—

### 5. — Production fruitière et maraîchère.

L'enquête agricole de 1892 évalue ainsi la valeur de la production fruitière de grande culture.

Fruits.....	117.900.000 fr.
Cidre.....	203.000.000
Mûriers (feuilles).....	10.300.000
Total.....	331.200.000 fr.

A ces chiffres, il convient d'ajouter ceux qui concernent la production des jardins :

Légumes.....	220.200.000 fr.
Fruits.....	35.800.000
Fleurs.....	39.800.000
Total.....	295.800.000 fr.

Soit un total général de 627 millions de francs.

En l'absence de données absolument sûres, il est impossible de comparer ces résultats à ceux des années antérieures. Toutefois, nous pouvons raisonner par induction et déduction.

Nous pouvons rapprocher, en effet, des cultures dites arborescentes les cultures de grains alimentaires autres que les céréales, c'est-à-dire de fèves et faverolles, de haricots, de pois et de lentilles. Or ces dernières cultu-

res sont en diminution générale : elles couvraient, en 1882, 331.800 hectares, et, en 1892, 314.600 seulement. L'enquête de 1892 dit à ce propos : « L'explication de « cette diminution paraît être la suivante : les prix moyens « de vente ayant fléchi dans des proportions assez consi- « dérables (7 fr. 38 pour les haricots; 4 fr. 83 pour les « pois), l'activité des agriculteurs s'est portée sur d'au- « tres cultures, comme celle de la pomme de terre, par « exemple. »

Il est indubitable qu'une diminution semblable a dû affecter les prix (en gros) des légumes, des fruits et des fleurs. Nous en avons recueilli personnellement l'assurance dans certaines parties de l'Ouest et du Nord-Ouest de la France; mais nous en avons eu antérieurement le sentiment en remarquant l'augmentation incessante des importations en Angleterre des fruits des États-Unis, du Canada et de l'Australie. D'ailleurs, M. Baudrillart, après une enquête auprès des horticulteurs angevins (1), a montré les Américains produisant eux-mêmes maintenant les fleurs qu'ils venaient demander jadis à la France, et les Belges faisant concurrence à nos produits sur le marché de Paris. Les débouchés sont donc devenus insuffisants; par suite les prix ont dû s'avilir et les cultures, se resserrer.

Seuls les produits maraîchers de grande culture, c'est-à-dire les choux, les carottes, les navets, les pommes de terre sont en augmentation.

En particulier, pour ce qui regarde la pomme de terre, l'accroissement a été considérable :

(1) *Les populations agricoles de la France. L'Anjou.*



En 1862,	elle couvrait	1.200.000 h.	et donnait un produit de	480 millions fr.
— 1882,	—	1.300.000	—	640 —
— 1892,	—	1.400.000	—	670 —

Et c'est peu s'avancer que de prédire une extension continue de la culture de cette solanée. Utilisée, en effet, presque exclusivement jusqu'ici pour l'alimentation humaine et l'engraissement des pores, la pomme de terre, ainsi que l'ont démontré les expériences faites à la Faisanderie de Joinville-le-Pont par le regretté Aimé Girard, peut produire les meilleurs résultats dans l'engraissement des bœufs et des moutons et dans le rendement en lait des vaches laitières. Mais qu'est cela encore auprès du parti que l'on en peut tirer, au point de vue industriel ! Les trois quarts des alcools allemands sont extraits de la pomme de terre ; en France, presque tous nos alcools proviennent du traitement des maïs que nous importons d'Amérique. N'est-il pas à croire que nous suivrons bientôt l'exemple de l'Allemagne ? La *Richter's imperator* que nous avons introduite chez nous a gardé les rendements énormes de 40.000 kilogr. qu'elle a en Saxe ; nul doute, par conséquent, que nous ne puissions, nous aussi, nous livrer à une industrie qui enrichit nos voisins. Que l'on trouve, d'autre part, un procédé économique pour extraire de la pomme de terre un alcool propre à l'éclairage, — des recherches se poursuivent actuellement dans ce but — et la culture de la pomme de terre deviendra, en France, d'une importance comparable à celle de l'avoine, voire du froment.

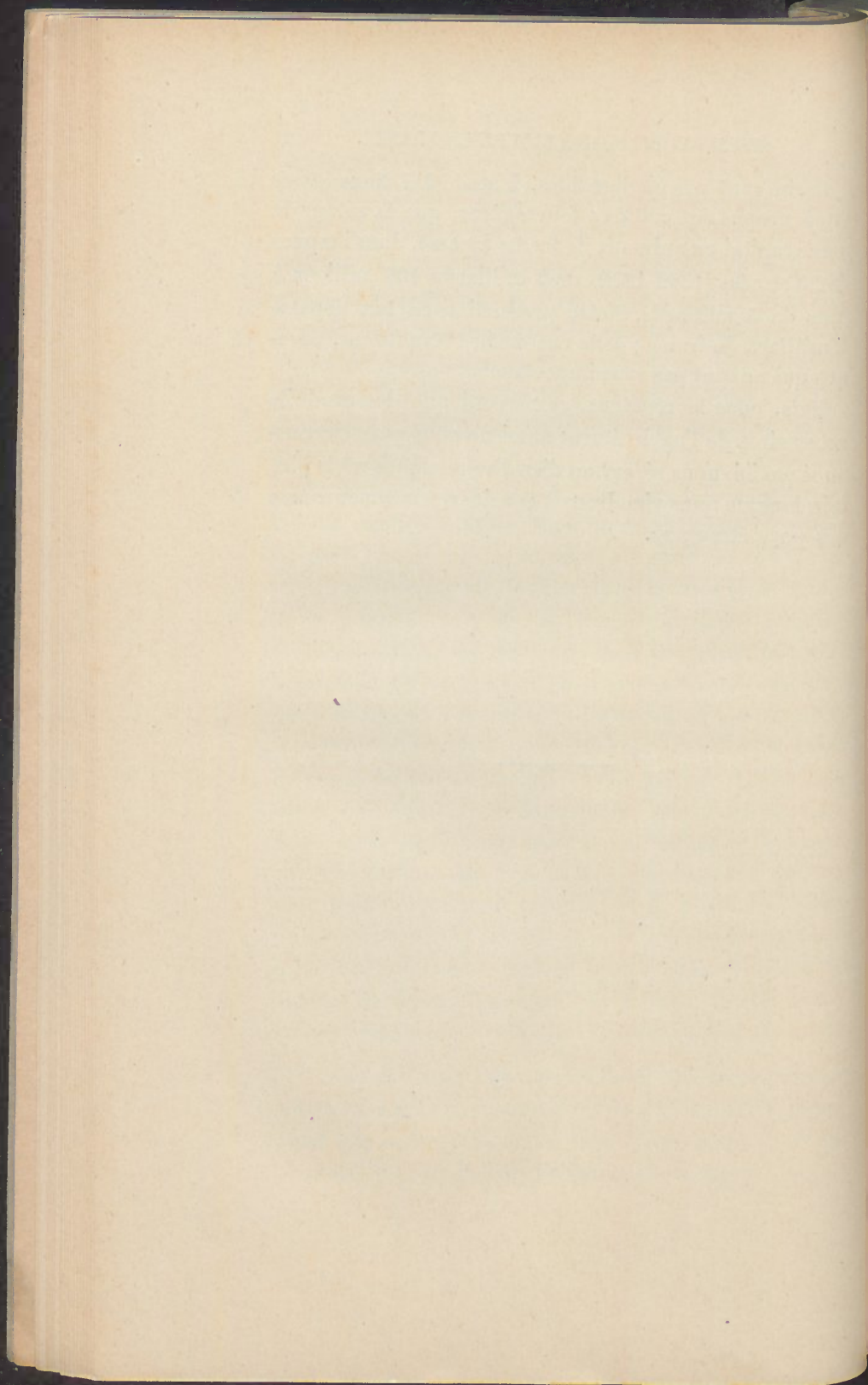
Il nous resterait à parler ici de ce que nous pouvons appeler les produits accessoires de l'agriculture proprement dite, nous entendons ainsi les animaux de ferme et de basse-cour, le lait, le beurre, les œufs, etc.

Ils ne sont pas négligeables, loin de là ! Nous avons vu, à propos des cultures fourragères, que la valeur de notre capital en animaux de ferme a passé, dans l'espace de 30 années (1862-1892) de 4 milliards 400 millions à plus de 5 milliards. Notre production en lait dépasse 1 milliard de francs; celle des œufs, 170 millions, revenus qui ne sont pas sans importance.

Mais, nous le répétons, ce ne sont que des produits accessoires de l'agriculture; aussi ne nous y arrêterons-nous pas ici, nous réservant d'en dire quelques mots plus loin lorsque nous viendrons à considérer la concurrence des pays étrangers.

---





## CHAPITRE II

### DÉTERMINATION DES CAUSES DE LA CRISE AGRICOLE

#### 1. — Limitation de la question.

La situation actuelle de notre agriculture étant ainsi établie, on reconnaît de suite qu'il est un certain nombre de cultures dont nous n'aurons pas à nous occuper en cette étude.

D'abord, celle de la vigne. La viticulture — nous l'avons vu — a subi, depuis quelques années, de très gros désastres, par le seul fait des maladies successives qui se sont abattues sur la vigne. Elle traverse une crise, au sens exact du mot, mais une crise qu'il appartient à la science de faire cesser le plus rapidement possible, au moyen des laboratoires et des vignes d'expériences. Il est indéniable que pour certains la perte de leur vigne a été et est encore la ruine; que pour tous, la reconstitution du vignoble (on estime la dépense, dans le Midi, à 2.000 fr. par hectare) et les traitements cupriques ou autres emportent des frais considérables; mais nous sommes convaincu que les mauvais jours sont bien près de disparaître. La récente loi sur les vins arti-



ficiels, une diminution sensible des taxes d'octroi, diminution qui a été promise pour un temps prochain et qui est le prélude d'une complète suppression, ne seront pas, d'autre part, sans donner un nouvel essor à notre production de vins. Si l'on ajoute que l'Espagne et l'Italie, nos rivales les plus redoutables, sont envahies, à leur tour, par le phylloxéra et les autres maladies cryptogamiques, on conviendra avec nous que la viticulture française peut maintenant envisager l'avenir avec confiance.

Nous négligerons également les diverses cultures industrielles. Ce n'est pas, qu'on le croie bien, parce qu'elles occupent une superficie excessivement modeste, 500.000 hectares seulement : toute production agricole, en effet, quelle qu'en soit l'importance, mérite qu'on lui prête attention. Mais, intimement liées à l'industrie, à laquelle elles ont pour but de fournir des matières premières, elles subissent, en droit et en fait, les lois naturelles particulières à l'industrie et non celles qui régissent la production agricole proprement dite.

Nous excepterons encore les cultures arborescentes et la production des fleurs, des fruits, des légumes, du lait, des œufs.

Nous n'aurons plus alors à examiner qu'une crise agricole affectant sans doute possible la culture des céréales et susceptible d'affecter notre élevage, bien que nous ayons constaté le progrès constant des cultures fourragères. Or, c'est bien là ce qu'on entend communément par crise agricole.

## 2. — Du prix de revient.

De quoi se plaignent nos agriculteurs? C'est de ne pas vendre leurs grains et plus particulièrement leur blé à un prix assez élevé, à un prix qui soit rémunérateur. Nous ajouterons avec Ricardo : « Ces mots prix rémunérateur indiquent le prix auquel est parvenu le blé, lorsque, en dehors des frais de production et du service de la rente, il laisse encore au cultivateur un profit convenable sur ses capitaux (1), » car l'agriculture, pour vivre et pour prospérer, doit, comme toute industrie, recevoir « les bénéfices généraux et habituels du commerce ».

Si, depuis quelque temps, le prix de vente et le prix de revient sont arrivés, ou à peu près, à se balancer, cela doit tenir soit à ce que les frais de culture se sont augmentés, soit à ce que les prix de vente se sont avilis, soit à ces deux causes réunies.

Les dépenses de production peuvent être renfermées dans les trois grandes divisions suivantes : 1° charges inhérentes à la terre, c'est-à-dire contribution foncière et rente; 2° prix de la main-d'œuvre et 3° dépenses relatives à l'outillage. Examinons-les successivement.

### § 1. — Charges inhérentes à la terre.

Il est devenu banal de constater que la contribution foncière est « improportionnelle dans sa répartition entre les départements, entre les communes et jusque dans la répartition individuelle ». Mais il convient de dire que, depuis le commencement du siècle, le principal de

(1) Ricardo. *De la protection accordée à l'agriculture.*



l'impôt foncier sur les propriétés non bâties, loin d'avoir subi des augmentations, n'a été l'objet que de dégrèvements successifs, dégrèvements rendus nécessaires précisément par la mauvaise assiette de cette contribution. En 1837, la propriété non bâtie était imposée pour 123 millions environ en principal; elle ne l'est plus, dans le budget de l'exercice 1898, que pour 92.827.980 francs (1), principal, centimes additionnels généraux et centimes de diverses natures perçus au profit de l'État étant compris. Tout serait donc pour le mieux, n'étaient les centimes départementaux et communaux qui font plus que doubler ce chiffre de 93 millions.

D'après le compte définitif des recettes de l'exercice 1896, la propriété non bâtie supporte, en effet, une moyenne de 57 centimes 4 pour dépenses départementales, et de 53 cent. 4 pour dépenses communales, sur un principal fictif de plus de 120 millions. On pourrait dire, par suite, que ce que l'État a abandonné à l'agriculture, le département et la commune l'ont repris, et au-delà; mais il ne faut pas perdre de vue que, dès 1791, la contribution foncière comportait 4 sous additionnels pour fournir aux dépenses des départements et des districts; qu'il était logique que le nombre de ces centimes additionnels allât en s'accroissant, au fur et à mesure que les pouvoirs départementaux et communaux s'organisaient et prenaient leur développement naturel; et que l'agriculture n'a pas été sans retirer profit des sacrifices qui lui ont été imposés pour la constitution et l'entretien d'administrations en contact direct avec elle.

(1) Déduction faite de 25.804.750 francs pour dégrèvement des cotes inférieures à 25 francs.

Quoi qu'il en soit, on constate, pour ce qui regarde l'impôt foncier, un accroissement des charges qui pèsent sur le cultivateur. Nous n'irons pas jusqu'à dire que cet accroissement se justifie par le seul développement de la richesse publique; mais il n'est pas aussi grand que l'on pourrait se l'imaginer et qu'on l'entend dire quelquefois.

En est-il de même en ce qui concerne la rente de la terre?

Mais, auparavant, il nous faut définir ce que nous entendons par cette expression *rente de la terre*.

« La rente, dit Ricardo, est cette portion du produit de la terre que l'on paye au propriétaire pour avoir le droit d'exploiter les facultés naturelles et impérissables du sol » (1).

Pour Frédéric Bastiat, la rente n'est que l'intérêt du capital incorporé au sol par le travail et les dépenses accumulées des générations.

Nous ne prétendons point naturellement établir ici une théorie de la rente, après les Ricardo, les Adam Smith, les Say, les Bastiat, les Passy, les Leroy-Beaulieu, les Beauregard, etc., etc.; mais il nous sera permis de reprocher au système de Frédéric Bastiat de faire vraiment bien peu de cas de la fertilité naturelle du sol. Est-ce que, en effet, deux terres de même étendue ne peuvent avoir des valeurs intrinsèques différentes, lorsqu'elles sont situées à des extrémités opposées non seulement d'un même pays, d'une même région, mais encore du territoire d'une même commune? Le climat, l'orientation, la proximité d'un cours d'eau, d'une grande voie de com-

(1) Ricardo, *Des principes de l'Économie Politique et de l'Impôt*, Chap. II.



munication n'entrent-ils pour rien dans la valeur vénale d'une terre? Le sol est ici siliceux; là, calcaire; plus loin, argileux; il est plus ou moins riche en ces bactéries dont les doctrines microbiennes nous ont révélé l'action bienfaisante. Il faudra plus ou moins le fumer, le chauler, le phosphater, l'irriguer, etc.; les semences qu'on lui confiera demanderont plus ou moins d'alinite. En un mot, une terre exigera de par sa constitution plus ou moins de dépenses pour être mise en état de donner son maximum de rendement; elle aura donc par elle-même une valeur plus ou moins grande.

Aussi la définition de Ricardo nous semble-t-elle plus juste, à condition, cependant, de supprimer le mot « impérissables ». S'il est, en effet, certaines facultés qu'on ne peut enlever à la terre, par exemple la situation géographique, le climat, il en est d'autres qui ne se perpétuent pas avec elle. La culture appauvrit, en effet, le sol auquel il faut restituer, chaque année, les éléments chimiques absorbés par les plantes.

Donc, pour nous, les facultés *naturelles* du sol représentent un capital qui, mis en œuvre, est productif d'un revenu, la rente, portion du revenu général de la terre (1); et nous nous tiendrions à cet énoncé, si nous

(1) Cette définition de la rente ne saurait aller sans soulever d'objections, de vives protestations même, de la part de différentes personnes. Nous entendons déjà cette apostrophe : « Eh! quoi. Vous prétendez faire payer l'usage des qualités que la nature a gracieusement octroyées à certaines terres? » Nous pourrions répondre que dans les pays, comme la France, où tout le sol est occupé, la valeur vénale des terres varie précisément avec les avantages naturels qu'elles possèdent. Mauvaise réplique qui amènerait tout de suite nos adversaires à remonter à l'origine de la propriété. L'origine de la propriété! La question ardue par excellence!

Mais pourquoi remonter si haut? La rente de la terre n'est pas apparue, ainsi que l'a dit Ricardo, quand, les terres les plus fertiles étant toutes mises en valeur, l'homme s'est attaqué aux terrains disponibles

devions rester dans le domaine purement spéculatif de l'Économie Politique, si nous ne jugions préférable de parler ici la langue communément employée.

« Dans le langage vulgaire, dit Ricardo, on donne le nom de rente à tout ce que le fermier paie annuellement au propriétaire ». C'est ainsi que nous l'entendrons; et nous dirons avec Édouard Vignes que la rente est composée de deux éléments : « le produit de la puissance coopérative de la terre, selon l'expression d'Adam Smith, et l'intérêt des capitaux qui y ont été incorporés dans la mesure de leur effet utile, l'un et l'autre se confondant dans le prix payé au propriétaire pour la jouissance du sol (1) ».

d'une moindre fertilité; ce sont, au contraire, les terrains les moins avantageux, parce qu'ils sont plus faciles, qui ont été défrichés les premiers. (Voir Carey). A l'origine de la civilisation, l'homme pensa non à accaparer le plus de sol possible, mais à retirer de la terre simplement ce qui était indispensable à ses besoins; chacun eut en partage et sans entrave la superficie, toute la superficie qui lui était nécessaire, celui-ci plus, celui-là moins, suivant son habileté à cultiver le sol et suivant la fertilité du terrain. Qu'importaient alors quelques journées de travail de plus ou de moins? Quand les arts furent nés, le superflu de la récolte se troqua contre les produits de l'industrie; et ce superflu ne fut pas sans se produire bientôt, à raison des progrès que l'agriculture ne put manquer de faire. Mais les familles ayant essaimé autour de leur berceau, le droit de propriété fut consacré et le propriétaire continua à cultiver lui-même sa terre ou à la faire cultiver pour son propre compte. Voit-on là qu'il y ait eu spoliation des uns par les autres?

Or, longtemps après la constitution de la propriété, la rente, qui était restée jusqu'alors à l'état latent et qui ne pouvait être soupçonnée aux commencements de la société, se manifesta aux yeux de tous. Lorsque tous les terrains propres à la culture, ou du moins les terrains qu'on supposait être les seuls propres à la culture, furent occupés, une terre ne fut plus estimée uniquement suivant le revenu qu'on en tirait, mais aussi suivant le revenu qu'elle donnait comparativement aux autres terres; en même temps elle fut considérée comme un capital qu'on pouvait ne pas exploiter soi-même ni faire exploiter pour son propre compte, mais qu'on pouvait louer, comme les autres capitaux, moyennant intérêt.

(1) Édouard Vignes. *Traité des impôts en France*.



Or, — cela est notoire — les taux de fermages ont baissé depuis quelques années.

D'après la statistique agricole de 1882, la valeur vénale de la terre se serait accrue de 1852 à 1882, d'un tiers environ; mais nous pouvons affirmer qu'en 1882 elle était déjà entrée dans la période de décroissance. De plus forts rendements amenés par les nouveaux procédés de culture, de véritables fortunes faites par certains viticulteurs eurent pour effet, à partir de 1861, d'augmenter la valeur de la terre; mais le mouvement de hausse qui ne laissa pas que d'être considérable atteignit son maximum, si nous en jugeons bien, vers 1874-1875 (1). Depuis cette époque, le prix de la terre est allé en diminuant progressivement. La statistique agricole de 1892 estime l'abaissement moyen général, pendant la période 1882-1892, à 16, 15 % par hectare; et cet abaissement atteint les terres labourables aussi bien que les prés et herbages. Les terres plantées en vignes, elles-mêmes, furent touchées, sauf dans les régions où la lutte contre le phylloxéra avait cessé.

Les oscillations du taux des fermages — intérêt — ne pouvaient que suivre celles de la valeur vénale de la terre — capital.

Après avoir crû jusqu'en 1874-1875, la rente de la terre n'a cessé de diminuer. Le Ministère de l'Agriculture a constaté une diminution moyenne de 11, 15 % de 1882 à 1892, diminution qui atteint dans des proportions plus ou moins fortes le taux des fermages des terres labourables, des prés et herbages et des vignes.

Depuis 1892, il y aurait, il est vrai, tendance à relè-

(1) L'année 1874 vit le rendement du froment le plus élevé du siècle, 19 hect. 36; en 1873, le prix de l'hectol. de blé monta à 25 fr. 70.

ment dans certaines régions. Mais l'augmentation serait des plus légères et loin d'être générale : nous ne l'avons constatée personnellement que dans quelques départements de la région du Nord, et encore l'attribuons-nous au fait que cette région a été la plus atteinte par la baisse, qu'il y a même couru, à un moment donné, une certaine panique, et qu'un mouvement de réaction devait normalement suivre l'effondrement qui s'était produit.

Il ressort de ce qui précède que la rente de la terre est en décroissance depuis quelques années. Nous nous empressons d'ajouter qu'il ne pouvait en être autrement.

Les profits de la terre déterminent, en effet, la rente et ne sont point déterminés par elle ; les variations dans le taux de la rente sont un effet et non une cause. Si par le fait de conditions économiques nouvelles les profits viennent à baisser, le fermier demandera, exigera une



## § 2. — Prix de la main-d'œuvre.

Si la rente n'est pas un des facteurs dont nous eussions à reconnaître l'influence, il n'en est pas de même du prix de la main-d'œuvre qui entre pour une notable part dans les prix de revient de l'agriculture.

Il n'y a rien qui donne lieu à plus d'observations contradictoires que le taux des salaires des ouvriers agricoles. Dans telle région déterminée, le prix de la main-d'œuvre n'a pas sensiblement varié depuis nombre d'années; dans telle autre, au contraire, il a crû de 100 %. Ici, il y a diminution sur les salaires des ouvriers non nourris et augmentation sur les gages annuels des domestiques de ferme; là, les gages annuels des domestiques hommes ont seuls augmenté, ceux des servantes ayant par contre diminué dans une importante proportion.

Nous ne nous avancerons donc pas trop en disant que, depuis une trentaine d'années, le prix de la main-d'œuvre a augmenté dans une proportion allant du tiers à la moitié.

§ 3. — Dépenses relatives à l'outillage.

Si l'on se remémore ce qu'était l'outillage agricole voici trente années et si on le compare à celui qui existe de nos jours, on est à bon droit émerveillé des progrès que, de ce côté, l'agriculture a accomplis.

Vers le milieu de ce siècle, nos cultivateurs ne connaissaient que par ouï-dire les machines à vapeur et les locomobiles; ils ne connaissaient pas du tout les faucheuses et les moissonneuses mécaniques, ne pouvaient s'imaginer qu'on pût semer autrement qu'à la main et se servaient de ces lourdes et grossières charrues auprès desquelles celles d'aujourd'hui, non seulement les bisocs et polysoes, mais les simples, paraissent presque des objets d'art. Quelle différence avec ce qui s'offre à nos yeux en 1898 et quel chemin parcouru depuis 35 ans! Qu'on en juge plutôt par le tableau suivant qui montrera les augmentations successives du nombre des machines agricoles depuis 1862 :



Ce mouvement ascendant ne semble pas prêt de s'arrêter, car les tableaux de douane (1) continuent à faire ressortir chaque année, depuis 1892, des excédents d'importations de machines agricoles; les chiffres de 1895 et de 1896 laissent même bien loin derrière eux ceux des années antérieures. Ainsi :

En 1892, les excédents d'importation avaient une valeur de	681.829 fr.
— 1893,	747.820 —
— 1894,	482.545 —
— 1895,	2.344.828 —
— 1896,	2.160.345 —

La consommation des engrais prend, d'autre part, tous les jours, une extension de plus en plus grande et les dépenses, de ce chef, vont sans cesse augmentant (2).

Ce n'est pas à nous qu'il appartient de démontrer le rôle et l'importance en agriculture des phosphates, superphosphates et nitrates : les expériences poursuivies à Vincennes, au Parc des Princes et ailleurs, ont une bien autre valeur que les affirmations que nous pourrions apporter ici; et nous n'avons qu'à laisser la parole aux Georges Ville

(1) On sait que c'est à l'étranger et au détriment de notre propre industrie, que notre agriculture demande surtout ses machines.

(2) Voir dans le *Journal d'Agriculture pratique* du 22 mars 1900 l'article de M. Grandeaun sur la consommation des engrais en France.

aux Grandaue, etc. Nous ne montrerons pas davantage quelle économie de temps et de main-d'œuvre procure l'emploi d'une machine bien conduite et appropriée à la nature de la culture : nos cultivateurs paraissent s'en être rendu compte, puisqu'ils recherchent de plus en plus la possession ou la location de ces instruments de travail. Mais si nos agriculteurs ont consacré et consacrent encore à leur outillage un capital de plus en plus élevé; s'ils prennent de plus en plus l'habitude de donner à la terre, et sans compter, les engrais chimiques dont l'action bienfaisante est aujourd'hui universellement connue, ce supplément de dépenses est plus que compensé par le bénéfice qui résulte de l'augmentation des rendements (1).

En résumé, deux seules catégories de dépenses ont pu contribuer à l'augmentation des frais de production : la contribution foncière et le prix de la main-d'œuvre. Le nombre de millions qu'elles demandent de plus aujourd'hui qu'il y a trente ans à l'agriculture peut être évalué environ à 80 pour la première et à 7 pour la seconde (2).

Mais qu'est cette perte qui n'atteint pas 100 millions auprès de celle qui résulte de l'avilissement des prix de vente.

### 3. — Les prix de vente.

Si l'on prend les six céréales les plus importantes, le froment, l'avoine, l'orge, le seigle, le maïs et le sarrasin,

(1) Ainsi 100 kilogr. de nitrate de soude d'une valeur de 22 à 23 francs augmentent les rendements de céréales de 4 à 6 quintaux (Voir *Journal d'agriculture pratique* du 19 avril 1900, p. 563).

(2) Il importe de remarquer que si le prix de la main-d'œuvre a subi de 1862 à 1892 une augmentation variant du tiers à la moitié, le nombre des ouvriers agricoles a diminué d'un quart.



et que l'on compare les prix de l'hectolitre de chacune d'elles de 1864 à 1898, on constate, d'une part, que ces prix ont suivi une marche à peu près continuellement descendante et, d'autre part, que les maxima successivement atteints (1) vont sans cesse en s'affaiblissant. Les graphiques que l'on peut établir à ce sujet (Voy. planche V) mettent d'une façon très saisissante ces faits en relief.

Si l'on calcule l'écart entre les prix moyens des cinq années 1893 à 1897 et les prix moyens des cinq années 1864 à 1868, on trouve que le prix de l'hectolitre de blé a diminué de 5 fr. 42; celui de l'orge, de 2 fr. 87; celui du sarrasin, de 1 fr. 23; celui du seigle, de 3 fr. 95; celui du maïs, de 1 fr. 98 et celui de l'avoine, de 0 fr. 84. En estimant à 100 millions d'hectolitres par an la récolte du blé, à 15, 8, 20, 9 et 90 millions respectivement celles de l'orge, du sarrasin, du seigle, du maïs et de l'avoine, on arrive à une perte annuelle de 767.310.000 francs.

Ainsi, en ce qui concerne uniquement ces six céréales, l'agriculture a vu par le seul fait de la baisse des prix de vente ses revenus diminuer de près de 800 millions.

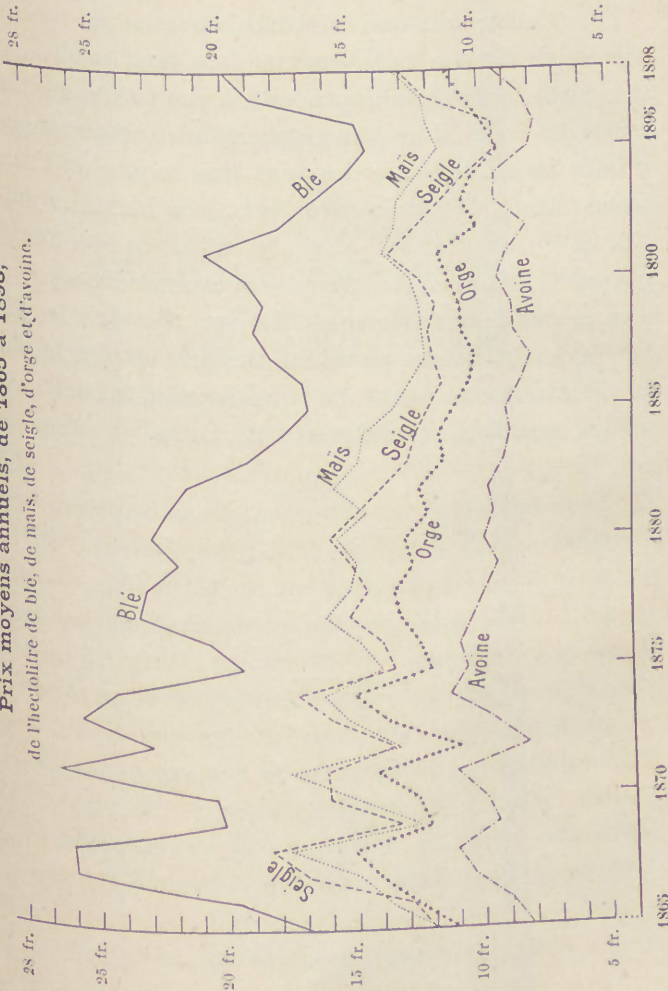
Nous avons admis plus haut que les frais de production avaient augmenté de 100 millions seulement. Il en résulte que l'avilissement des prix de vente est une des causes prédominantes, sinon la cause exclusive de la crise agricole.

Si les prix se sont avilis, ce n'est point naturellement que la demande ait diminué : par suite de l'accroissement, si minime soit-il de notre population, les besoins ne peuvent qu'augmenter; puis il est un fait certain, en ce qui concerne plus particulièrement le blé, c'est que la

(1) Élévations de prix correspondant à de mauvaises récoltes.

PLANCHE V

Prix moyens annuels, de 1865 à 1898,  
de l'hectolitre de blé, de maïs, de seigle, d'orge et d'avoine.





consommation individuelle tend constamment à croître. C'est donc bien l'offre qui va sans cesse grandissant.

Et, en effet; tant que la France est restée en face des mêmes rivaux sur les divers marchés, tant qu'elle y est demeurée, pour certains produits, à peu près seule maîtresse des cours, il ne pouvait guère être question de surproduction ni de baisse des prix. Mais le jour où l'Amérique, l'Asie, l'Océanie envoyèrent leur blé, leur maïs, etc. en Europe, le jour où il n'y eut plus qu'un marché universel et non différentes places commerciales; il arriva ce qui devait fatalement arriver : les prix les plus élevés durent baisser au niveau des prix les plus faibles, la concurrence ne pouvant avoir pour effet de faire hausser les seconds à la hauteur des premiers.

---

## CHAPITRE III

### DE LA CONCURRENCE DE DIVERS PAYS ÉTRANGERS

#### 1. — États-Unis d'Amérique.

Comment le blé du Dakota et du Minnesota peut-il venir supplanter à Paris le froment de l'Ile de France ou de la Beauce? (1)

On a vite fait de répondre que les frais de production sont bien moindres aux États-Unis que chez nous. Pour un très grand nombre de personnes même, la réponse est d'une simplicité remarquable. Combien d'agriculteurs nous ont dit ceci ou à peu près : « Comment voulez-vous que nous luttons contre les *Américains*? Là-bas, la terre est pour rien ; chacun cultive avec des machines d'énormes morceaux de territoire d'une fertilité inépuisable ; et comme, dans ces pays neufs, la main-d'œuvre *doit être* peu coûteuse, les *Américains* dépensent bien moins que nous pour récolter davantage. »

Les choses, en réalité, ne se passent pas tout à fait ainsi.

(1) Nous tenons à faire connaître, dès ces premières lignes, que nous devons beaucoup, pour la rédaction des pages qui vont suivre, à l'ouvrage de M. Levasseur : *L'agriculture aux États-Unis*.



Il n'est pas vrai, en effet, de prétendre que la main-d'œuvre, aux États-Unis, est bon marché. Elle est, au contraire, excessivement coûteuse, plus coûteuse qu'en France, l'ouvrier de ferme recevant un salaire moyen mensuel de 12 dollars, 54 (64 fr. 55), s'il est nourri, et de 18 \$, 60 (96 fr.), dans le cas contraire. Il ne pourrait, d'ailleurs, en être autrement dans un pays où l'industrie des cités sollicite tant de bras et où les pionniers conquièrent chaque année des territoires nouveaux et presque déserts.

L'agriculteur des États-Unis paie donc ses salariés très cher ; aussi, pour avoir le moins possible recours à une main-d'œuvre plutôt rare, a-t-il un outillage mécanique des plus importants et des plus perfectionnés qu'il est très habile à manœuvrer. Les houes, les herse, les faucheuses, les râteliers automatiques, les faneuses, les moissonneuses-lieuses, etc., etc., se trouvent dans toutes les fermes du « Wheat Belt » et sont presque toujours du modèle le plus récent. Dans ces conditions, l'achat de matériel est encore une source de dépenses plus grandes aux États-Unis qu'en France. Tous les travaux agricoles se font évidemment beaucoup plus vite, mais ils ne coûtent certes pas moins cher sur les bords du Mississippi que chez nous. Ils reviendraient peut-être à meilleur marché, si l'étendue des fermes était aussi considérable qu'on le pense et qu'on le dit. Or, c'est encore là une opinion erronée : en 1890, l'étendue moyenne d'une ferme aux États-Unis était, d'après M. Levasseur, de 55 hectares, et plus de la moitié des terres cultivées appartenait à des fermiers occupant moins de 40 hectares, les propriétés de plus de 400 hectares étant, d'autre part, une très rare exception.

Cela dit, qu'est-ce qui favorise l'agriculture des États-Unis.

D'abord, le prix peu élevé de la terre.

L'hectare de terre aux États-Unis valait 128 francs en 1881, et 169 fr. 05 en 1891. En France, pour les terres labourables de qualité moyenne, il valait 1.863 francs en 1882 et 1.549 fr. en 1892, c'est-à-dire près de 15 et de 10 fois plus. Or, ainsi que le dit M. Levasseur, « c'est un grand avantage pour les cultivateurs américains de se procurer à bon marché la terre qui est l'instrument principal de la production agricole », surtout quand cette terre n'a pas été épuisée par de précédentes récoltes et n'exige point d'amendements. Sous ce rapport, nous sommes dans un état de réelle infériorité vis-à-vis de nos concurrents d'outre-mer. Ceux-ci n'ont pas à payer comme nous une rente élevée du sol; on peut même dire qu'ils n'en paient pas du tout, si l'on tient compte de ce fait que l'État, en vertu de la loi fédérale du homestead, peut concéder gratuitement des lots de 80 acres<sup>(1)</sup> de terre d'excellente qualité, sous certaines conditions et moyennant le paiement de minimes frais d'arpentage et d'enregistrement.

La terre aux États-Unis n'est donc à proprement parler qu'un simple instrument de travail; elle n'a pas le caractère d'un capital comme en France, où la moindre parcelle de terrain, même inculte, appartient à quelqu'un et où le sol est estimé suivant sa valeur intrinsèque et suivant sa valeur relative.

Aussi longtemps que toutes les terres propres à la

(1) 80 acres dans les lots à 2,50 dollars et 160 dans les lots à 1,25 dollars. L'acre représente 40 ares, 46.



culture ne seront pas occupées (1), le *propriétaire-cultivateur* américain gardera sa physionomie et sa façon de procéder caractéristiques. Mobile à l'instar du plus mobile des ouvriers, il se déplacera, lui et sa famille, avec la plus extrême facilité, s'enfonçant de plus en plus dans l'ouest. Sa terre, qu'il égratigne plutôt qu'il ne laboure et à laquelle il ne touche pas du temps des semailles à celui de la moisson, sa terre, il la quittera du jour au lendemain, si elle lui paraît fatiguée ou ne lui rend pas ce qu'il en avait attendu. A l'antipode de nos paysans, il travaillera le sol sans s'y attacher, considérant l'agriculture quelquefois comme une spéculation — il défrichera la terre et la revendra volontiers avec un léger bénéfice — toujours comme une véritable industrie. Il se servira des moyens les plus pratiques pour tirer parti de sa récolte. Il portera son blé, sitôt récolté, à « l'Élevator » le plus proche et reviendra à sa ferme « soit avec un chèque, prix de sa rente, soit avec un warrant qui atteste son dépôt et qui est un titre de propriété négociable qu'il peut vendre ou sur lequel il peut emprunter. » Et le grain arrivera soit à Minneapolis, qui pourrait mieux s'appeler Aleuropolis, la ville de la farine, soit sur les marchés de Chicago, de Duluth, etc., soit aux embarcadères de New-York par des voies rapides et peu coûteuses.

Car, et c'est là une seconde cause de supériorité pour eux, les producteurs américains ont à leur disposition, d'une part, une quantité notable de voies navigables, rivières, fleuves, grands lacs, et, d'autre part, nombre de lignes ferrées non point monopolisées par quelques

(1) En juin 1893, il restait encore à aliéner 231 millions d'hectares de terre appartenant au gouvernement national; mais toute cette superficie ne convenait pas à la culture.

sociétés anonymes, mais appartenant à divers particuliers toujours préoccupés de la concurrence possible. Il en résulte que les tarifs des transports sont les moins élevés possible et que, par exemple, de Chicago à New-York par chemins de fer (1.467 kilomètres), le coût de transport d'un boisseau de grains était de 38 cents (1) en 1852, de 30 en 1870, et de 14 1/4 cents (2 fr. 01 l'hectolitre) en 1892, soit, à cette dernière époque, un prix inférieur à 0 fr. 00161 par tonne kilométrique.

Le bas prix de la terre, en même temps qu'il permettait de produire le blé à bon marché, a eu cette conséquence d'attirer sur le territoire des États-Unis un nombre de plus en plus considérable d'émigrants. Mais bien que la population fût plus que doubler toutes les 30 années et fût passée de 17 millions il y a un demi-siècle à 66 millions et demi en 1893, la production du blé dépassa vite les besoins de la consommation intérieure. Il fallut songer à exporter; et c'est alors que la modicité des prix des transports permit aux agriculteurs des États-Unis de conduire à bon compte leurs produits dans les ports d'embarquement. Vers la même époque, une révolution s'était opérée dans l'industrie des transports maritimes. La navigation à vapeur ayant complètement détrôné la navigation à voiles, l'abaissement du prix des métaux, l'adoption de puissantes machines à haute pression et de chaudières multitubulaires permirent la construction de navires d'une contenance plus grande et d'une marche plus rapide : le prix du fret diminua (2).

Et c'est ainsi que les prix moyens à la ferme ayant été de 11 fr. 90 l'hectol. en 1891; de 8 fr. 85 en 1892; de

(1) 100 cents = 1 dollar et 1 boisseau = 36 1/3 litres.

(2) Voir la NOTE I, page 129.



7 fr. 64 en 1893, et les prix adoptés par la douane américaine de New-York pour le calcul de la valeur à l'exportation s'étant élevés respectivement pour ces 3 années à 13 fr. 20; 13 fr. 62 et 11 fr. 36, le blé des États-Unis est venu faire concurrence à notre blé national.

Ce n'est pas à dire que nous importions beaucoup de blé d'Amérique — sauf dans les années de mauvaise récolte, nous n'en importons pas plus que notre voisine, la Belgique; — mais son prix vient peser sur nos propres cours. Le Département de l'Agriculture aux États-Unis estime que de 1881 à 1892, il a été exporté une moyenne annuelle de 133 millions de boisseaux, soit 48 millions d'hectolitres, c'est-à-dire 28,3 % de la récolte totale. Tout fait supposer que, malgré l'accroissement de la population, ces chiffres augmenteront encore. C'est donc pour les agriculteurs américains une question capitale de trouver des débouchés; et dans les fermes de l'Ouest, où l'on n'envisage pas l'avenir sans inquiétude, on parle d'augmenter les rendements, qui atteignent seulement une moyenne de 11,5 hectolitres à l'hectare, et de donner généreusement à la terre de ces phosphates dont la Floride et le Tennessee ont les plus riches gisements.

Il faut produire beaucoup pour produire à bon compte, et l'Amérique n'est pas seule aujourd'hui à récolter du blé à des prix peu élevés. L'Inde britannique peut exporter du blé à 10 et 11 francs l'hectolitre; l'Australasie, qui compte 4 millions d'habitants, récolte 35 millions de boisseaux de froment; la Russie exporte à peu près chaque année 45 millions d'hectolitres de blé. Si l'Angleterre, qui est le principal débouché des États-Unis, tire dorénavant de ses propres colonies la majeure partie du blé qui lui est nécessaire,

que feront les agriculteurs américains? On peut être assuré avec M. Levasseur que si la culture de blé devient peu rémunératrice, ils n'hésiteront pas à faire autre chose « et le temps viendra bientôt où l'Amérique cherchera à exporter ses fruits, conservés ou frais, et ses légumes secs ». Mais il est non moins certain que le *propriétaire-cultivateur* des États-Unis luttera avec énergie jusqu'à la dernière minute.

Examinons donc ses concurrents, qui sont les nôtres par surcroît.

## 2. — La Russie.

Le 21 octobre 1896, M. Vermoloff, Ministre de l'Agriculture et des Domaines de Russie, de passage à Paris et assistant à la séance de notre Société Nationale d'Agriculture, prit la parole et esquissa à grands traits le tableau de la situation actuelle de l'agriculture en Russie. Il se plut à montrer combien son pays avait profité des découvertes de nos savants et de notre pratique agricole.

Les progrès réalisés en Russie sont indiscutables, et on en peut fixer le point de départ à l'année 1861, année où le tsar Alexandre II fit de tous les serfs des paysans propriétaires.

De 1857 à 1861, la Russie exportait déjà une moyenne annuelle de 7.200.000 hectolitres de blé. Depuis cette époque, le chiffre des exportations de froment n'a cessé de croître. Il est monté, année moyenne :

à 11.260.000 hectolitres de 1862 à 1866	
— 18.000.000	— 1867 — 1871
— 18.340.000	— 1872 — 1876
— 22.760.000	— 1877 — 1881
— 26.160.000	— 1881 — 1886 (1)

(1) Ces chiffres, ainsi que la plupart de ceux qui suivent, sont extraits



Aujourd'hui, la Russie récolte environ 120 millions d'hectolitres de blé; elle en exporte, défalcation faite des importations, à peu près 45 millions, dont une grande partie est destinée à la Grande-Bretagne et à la France.

En 1896, la Russie a exporté 48 millions d'hectolitres pour la valeur de 655.396.000 fr. : l'hectolitre ressort à environ 13 fr. 65, et se trouve avoir été ainsi vendu moins cher que durant les années précédentes. Le prix moyen de l'hectolitre dans le port d'Odessa (1), va, en effet, constamment en diminuant.

De 1879 à 1883, il a été de 6 roubles, 6.	
— 1880 à 1884, — 6,4.	
— 1882 à 1886, — 5,6.	

D'un autre côté, le rouble-papier est allé en se dépréciant de plus en plus. Durant la dernière période décennale, le prix de l'hectolitre a donc baissé d'environ 2 francs. Aussi M. Vermoloff a-t-il pu dire que « la dépression des prix des céréales résultant de la crise économique qui sévit sur le monde » n'a pas épargné la Russie. Le paysan, a-t-il ajouté, qui commence à faire de l'agriculture intensive, est obligé, par la force même des choses « d'entrer plus résolument dans la voie du progrès (2), de chercher de nouveaux systèmes, de nouveaux modes de culture ».

Le gouvernement, de son côté, ne reste pas inactif.

de l'Annuaire Statistique de Russie pour 1890, publication faite à St-Petersbourg par les soins du Ministère de l'Intérieur. — Nous regrettons de n'avoir pu nous procurer des documents officiels plus récents.

Les mesures russes ont été converties en mesures françaises : 1 Poud = 16  $\frac{3}{4}$ ; 1 Déciatine = 109 ares  $\frac{1}{4}$ ; 1 Tchelvert = 2 hectol. 10.

(1) Les prix d'Odessa sont généralement intermédiaires entre ceux de St-Petersbourg (les plus élevés) et ceux de Taganrog (les plus bas).

(2) En 1886-1888 le rendement était environ 9,61 hectolitre à l'hectare.

C'est ainsi qu'à l'heure actuelle le Ministère des Finances de Saint-Pétersbourg se préoccupe d'organiser le warrantage du blé dans de grands entrepôts : de cette façon le cultivateur, ne pâtira plus de l'encombrement dans les stations de chemins de fer et dans les ports et ne se pressera plus de vendre à n'importe quel prix. C'est ainsi encore qu'il est question d'édifier, à l'exemple de l'Amérique, des « Elevators » facilitant le chargement et le déchargement des wagons et des bateaux et permettant le nettoyage mécanique des grains.

Que de la récolte de 120 millions d'hectolitres, on déduise d'abord la quantité exportée, puis  $1/8^e$  pour la semence, il reste environ 60 millions d'hectolitres pour la consommation d'une population évaluée à près de 100 millions d'habitants. Cela ne fait pas  $3/4$  d'hectol. par tête, alors que la quantité de froment consommée par habitant en France était déjà de 1 h. 64 en 1831-41 et qu'elle est de nos jours de 2 h. 69. Or, la Russie est tout à fait entrée maintenant dans le cycle de la civilisation ; le désir du bien-être et le souci de mieux vivre vont pénétrer dans les endroits les plus reculés de ce vaste empire ; dans tous les districts, on mangera de plus en plus de pain de froment.

L'amélioration qui doit fatalement se produire dans les conditions d'alimentation du peuple russe, nous inciterait donc à dire que malgré tous les encouragements et les conseils qui vont être prodigués, la concurrence de cette nation a à peu près atteint son point culminant. Mais l'ouverture du Transsibérien va avoir des conséquences d'une portée incalculable, au premier rang desquelles figure l'apparition sur tous les marchés d'Europe des céréales de la Russie d'Asie. Ce chemin de fer,



dont les tarifs seront des plus modérés, traversera des contrées où le sol, vierge, est d'une fertilité remarquable; des convois entiers de grains seront dirigés sur Taganrog et sur Arkhangel. Or pourra-t-on lutter contre cet afflux de produits? Il est permis d'en douter et ce n'est pas sans raison que les États-Unis et les peuples européens tournent avec inquiétude leurs regards vers la Russie, se demandant ce que l'avenir leur réserve de ce côté.

### 3. — Les Indes Britanniques.

« De tout temps, l'agriculture a été l'industrie capitale des Indes (1). » Il n'est pas de contrée, où pour porter partout l'eau bienfaisante, la main de l'homme n'ait creusé tant de canaux et de réservoirs, n'ait élevé tant de barrages que dans les Indes anglaises; il n'en est pas une où des fleuves tels que l'Indus, le Brahmapoutre et le Gange avec leurs affluents se prêtent mieux à une irrigation méthodique et étendue. Aussi, l'aire irriguée a-t-elle atteint en 1896 26 millions  $1/2$  d'acres (2); aussi la fertilité du sol est-elle si grande que dans la province du Bengale il est possible de faire trois récoltes par an.

Vers 1882, les Indes britanniques produisaient annuellement 80 millions d'hectolitres de froment environ.

La moyenne des deux années 1888 et 1889 a été de 86 millions d'hectolitres.

—	1890 et 1891	—	90	—
—	1892 et 1893	—	85	—
—	1894 et 1895	—	73	—
En 1896, il a été récolté 64.				

(1) *The Statesman's Year-Book for the year 1898.*

(2) 1 acre = 40 ares  $1/2$ .

Le chiffre de la production du blé est, il est vrai, en constante diminution depuis 1890. Mais il ne faut point se hâter de croire que cette diminution va persister : elle est due moins à une légère et passagère réduction dans les emblavures qu'à de mauvaises récoltes. D'ailleurs, il importe de ne point oublier que l'Inde, si riche et si fertile, est restée la terre classique des famines; celles de 1874 et de 1877, notamment, sont restées dans toutes les mémoires et seront d'autant moins oubliées du gouvernement de la Reine qu'elles lui ont coûté 400 millions de francs (1) en distribution de céréales, en travaux de secours, en constructions de routes, de canaux et de chemins de fer destinés à accélérer la circulation dans les provinces (2). L'Inde, aux mains d'un peuple qui s'est rendu compte des richesses qu'elle renferme et sait en tirer parti, verra son agriculture progresser pour ainsi dire indéfiniment. On peut lire dans le « Statesman's Year-Book » pour l'année 1898 : « Depuis 1870, le gouvernement porte une attention *systématique* sur l'amélioration de l'agriculture dans les Indes »; dans chaque province, il a été établi « un Département public qui recueille et distribue les premières informations intéressant l'agriculture, conseille et contrôle les fermes modèles et expérimentales, introduit de nouveaux procédés de culture et organise un enseignement de chimie et de science agricoles. » De jeunes indigènes des meilleures familles sont envoyées en Europe suivre les cours d'écoles d'agriculture; et déjà, en ce qui concerne les amendements, l'alternance des cultures, l'ou-

(1) Lasnier. *Lectures géographiques*.

(2) La famine de 1900 dans l'Inde a fait plus de ravages encore que celles de 1874 et de 1877.



tillage agricole, de notables progrès ont été réalisés.

Les États-Unis et, avec eux, l'Europe redoutent donc, à juste titre, la concurrence des Indes britanniques. Il n'y a point, toutefois, péril en la demeure, comme on l'entend souvent dire. Ce n'est pas, en effet, le nombre d'hectolitres de blé que l'Inde exporte aujourd'hui qui peut avoir une influence considérable sur les prix.

Les exportations se sont montées :

En 1874-1875 (1) à	677.000 hectolitres.
— 1879-1880 (1) —	1.460.000 —
— 1880-1881 (1) —	4.930.000 —
— 1881-1882 (1) —	13.300.000 —
La moyenne des années 1888 et 1889 a été de	10.200.000 hectolitres.
— 1890 et 1891 —	14.600.000 —
— 1892 et 1893 —	9.060.000 —
— 1894 et 1895 —	5.730.000 —

Si l'on se rappelle que les exportations des États-Unis s'élèvent à 48 millions d'hectolitres et celles de la Russie, à 45 millions, on reconnaîtra que l'Inde, bien que la valeur (en or) de l'hectolitre de froment qu'elle offre, varie de 10 à 12 francs, n'est pas, à l'heure actuelle, un concurrent très redoutable. Elle le deviendra toutefois, dans un avenir que l'on ne peut naturellement déterminer, mais qui pourrait n'être pas très éloigné.

Le salaire *mensuel* d'un bon ouvrier agricole non nourri est de 15 roupies à Karrachee, près de l'embouchure de l'Indus; il descend à 6 et même 5 roupies à Delhi et à Patna sur les bords du Gange.

Les travailleurs hindous sont donc payés, au cours actuel de la roupie (2), de 7 fr. 70 à 23 fr. 10 seulement

(1) Années fiscales.

(2) La roupie, en 1898, a atteint et même dépassé un peu le cours de 16 pence.

par mois : se contentant pour leur nourriture journalière d'une poignée de riz qu'ils se procurent à bon compte, ils ont, en effet, peu de besoins. Ils réclameront, et on leur accordera, un salaire plus élevé le jour prochain où ils verront les artisans des villes obtenir l'augmentation qu'ils commencent à demander à peu près partout. Mais les frais de production ne s'accroîtront pas beaucoup de ce chef, la hausse des salaires ne pouvant être que minime. D'autre part, il est peu probable que chez ce peuple asiatique, la consommation du blé, — qui aujourd'hui n'atteint pas un quart d'hectolitre par tête, toute population, indigène et européenne, comprise — augmente dans une forte proportion. Il en résulte que bientôt, sous l'habile direction de l'Angleterre, lorsque toutes les terres propres à la culture seront mises en valeur (1), quand le réseau de routes, de canaux, de chemins de fer se sera encore étendu, l'Inde, mieux organisée et mieux outillée, pourra exporter des quantités considérables de blé. Les quantités et les prix offerts à Calcutta, à Bombay à Karrachee battront alors en brèche les quantités et les prix offerts à New-York, à Chicago et à Duluth. Les États-Unis, dans ces conditions, pourront-ils placer en Angleterre un seul quarter de blé?

#### 4. — L'Australasie.

On a généralement coutume, lorsqu'on envisage les productions des possessions anglaises en Océanie, de ne s'occuper que de la seule Australie. On parle toujours des laines d'Australie, du blé d'Australie ; et cepen-

(1) La surface cultivée peut encore s'augmenter de cent millions d'acres.



dant, s'il est possible de considérer la Tasmanie comme faisant partie intégrante de l'Australie, on ne saurait taire le nom de la Nouvelle-Zélande, qui égale, en superficie, la moitié de la France, et dont les produits divers afflueront bientôt sur les marchés du Royaume Uni. Il est donc plus exact de dire concurrence australasienne que concurrence de l'Australie; mais quelle que soit l'appellation adoptée, c'est d'une concurrence redoutable à plus d'un titre dont il est question.

Lorsque, en 1851, les premières mines d'or de la Nouvelle Galles du Sud furent découvertes, la fièvre des placers californiens n'était pas encore calmée. On peut s'imaginer quel *run* ce fut sur la terre d'Australie, qui devint ainsi, aux yeux de l'humanité, la terre classique des chercheurs d'or et des convicts. Pour nourrir tout ce monde occupé à l'âpre recherche, il fallait récolter, ensemençer, défricher; et le pain, la viande, le moindre légume se payant, sans pesée, d'une pincée de poudre d'or, le colon australien augmenta sa production autant que faire se put. Mais on eût bien étonné celui-ci, si on lui avait alors prédit que cette impulsion donnée ainsi à l'agriculture survivrait aux motifs qui l'avaient fait naître et, se continuant, ferait de l'Australie un des plus riches domaines coloniaux de l'Angleterre.

Si on excepte l'Australie Occidentale, pays de mines, les cinq autres États et la Tasmanie sont universellement renommés aujourd'hui pour leur production en laine : en 1893 (1), ils en ont exporté pour la somme de 19.967,400 £, et plus de la moitié des chargements étaient à destination de la France. Les animaux vivants, la

(1) *The Australian Handbook for 1895.*

viande de conserve, le beurre, les fromages, les pommes de terre, les fruits sont également exportés en quantités considérables. Quant au blé, qui est récolté presque exclusivement jusqu'ici dans l'Australie du Sud et l'État de Victoria, ses exportations se sont élevées, pour la même année 1893, à la valeur de 1.449.305 livres sterling.

En présence de ces résultats déjà si remarquables par la rapidité avec laquelle ils ont été atteints, il semble difficile de trouver un territoire où le colon anglais ait pu mieux montrer ce qu'il est capable de faire pour mettre un sol vierge en valeur. La Nouvelle Zélande, cependant, est un exemple encore plus typique du génie colonial britannique.

Quand une colonie agricole anglaise a choisi le lieu de son emplacement, les deux premières maisons qui sont construites et autour desquelles les autres viendront se presser, sont destinées, l'une au bureau de poste et l'autre, à un établissement de banque.

Ce n'est pas là un procédé infailible pour réussir, mais cela montre quel esprit pratique le peuple anglais possède et comment il entend la colonisation. Il est donc peu surprenant qu'il ait si bien su tirer parti de la Nouvelle Zélande. Certaine école ne manquera pas de nous faire remarquer que la Nouvelle Zélande est précisément le seul pays où le socialisme et le féminisme soient passés du domaine de la théorie dans celui de l'application, où les ouvriers ont la journée de huit heures, où les communes sont administrées par des femmes, où magasins et ateliers sont fermés le samedi dès midi, etc., etc. Mais on nous permettra de faire observer que pour les pionniers anglais il y a un principe supérieur à tous les principes



établis par la sociologie la plus avancée, c'est « business is business. » Les affaires, d'abord; pour le surplus, on peut s'accommoder de tout; et quand on sait en outre allier adroitement, comme les colons de la Nouvelle Zélande, le travail manuel au travail mécanique, on doit réussir partout, quelle que soit l'organisation sociale.

La Nouvelle Zélande compte aujourd'hui près de 700.000 habitants. Sa superficie totale est de 66.871.440 acres, sur lesquelles 28 millions seulement sont en exploitation agricole. Elle ne renferme pas de déserts comme l'Australie, mais des forêts immenses; aussi, l'élevage y est-il l'industrie principale. Quant à la culture du froment, elle a relativement peu d'importance et tend même à diminuer: en 1893, 242.000 acres ont étéensemencées en blé, et la valeur des exportations a été de 343.626 livres sterling.

L'Australie et la Nouvelle Zélande n'ont donc pas, à elles deux, en 1893, exporté en blé pour plus de 45 millions et demi de francs. Or, à notre avis, il n'y pas à craindre que ce chiffre augmente beaucoup et nous ne trouvons pas justifiées les appréhensions des agriculteurs américains ou européens à l'égard des blés de l'Australasie. Si l'Inde, en effet, dont il a été question précédemment, ne doit pas voir sa propre consommation de froment augmenter, il en est tout différemment de l'Australasie habitée en majeure partie par une population d'origine européenne et très prolifique. Dans quelques années, l'Australien et le Néo-Zélandais exporteront de moins en moins un blé qui leur sera de plus en plus nécessaire; ils se verront même dans la nécessité d'accroître leurs emblavures, s'ils ne veulent être tributaires des pays étrangers.

Ils n'augmenteront, d'ailleurs, la superficie ensemencée en froment que sous la seule poussée de leurs propres besoins, car, à l'heure actuelle, ils sont passés maîtres dans l'art de produire et d'écouler la laine, la viande, le beurre, le fromage, les œufs, les fruits, et ils ne cherchent qu'à devenir et à rester sur ce point sans concurrents. C'est à cette ambition, d'ailleurs, que nous devons de consacrer encore quelques lignes à la Nouvelle Zélande qui menace si directement notre pays.

Un des commerces caractéristiques de la France est celui des produits de ferme : le beurre et les œufs, auxquels on peut ajouter les fruits frais ou secs. Les pays voisins, l'Angleterre surtout, sont, pour nous, des clients assidus (1); et la valeur de nos exportations, si l'on s'en rapporte aux chiffres suivants, qui se rapportent aux années 1894, 1895 et 1896, est assez élevée :

	1894	1895	1896
Exportations d'œufs.....	14.900.000 fr.	18.400.000 fr.	23.400.000 fr.
— de beurre frais			
ou fondu...	57.000.000 »	54.100.000 »	54.000.000 »
— de fruits frais			
ou secs.....	27.000.000 »	21.500.000 »	23.300.000 »
Soit un total de	98.900.000 fr.	94.000.000 fr.	100.700.000 fr.

Or, la Nouvelle-Zélande cherche en ce moment à conquérir le marché de l'Angleterre, c'est-à-dire de l'Europe, pour ses fruits, son beurre et ses fromages et même ses œufs. Tous les fruits des pays tempérés viennent très bien sous son climat (l'olivier, l'oranger, le citronnier, le pommier, y progressent particulièrement vite) et les

(1) Poix, dans la Somme, est, entre autres, un centre d'exportation d'œufs pour l'Angleterre.



exportations en sont déjà considérables suivant l'annuaire australien lui-même.

L'exportation des beurres et fromages avait, en 1893, une valeur de 8 millions de francs. Ce chiffre est peu élevé comparativement à celui de la France; mais il est facile de supputer ce qu'il sera devenu avant dix ans, en présence de cette idée nettement arrêtée chez les Néo-Zélandais d'enlever aux producteurs européens la clientèle de la Grande-Bretagne.

Il n'est pas jusqu'aux œufs qu'ils ne désespèrent de faire arriver à Londres aussi frais, si l'on peut employer cette expression, que le jour du départ. Des procédés spéciaux de conservation sont patiemment étudiés là-bas et seront certainement découverts, car c'est le propre de l'Australasien de s'outiller merveilleusement en vue du résultat final à obtenir.

On en a une preuve convaincante en considérant cette industrie de la viande gelée qui a pris une si grande extension depuis 1881. Des manufactures réfrigérantes sont dans les ports, près des bateaux; sur les bâtiments eux-mêmes, il y a une machinerie perfectionnée : tout est combiné pour que le travail soit vite et bien fait. Aussi voyons-nous encore de ce côté un motif d'alarme pour nos éleveurs.

En résumé, si la Nouvelle-Zélande n'est pas, à notre avis, destinée à venir concurrencer nos producteurs de blé, elle est susceptible de nous évincer prochainement des marchés que jusqu'ici nous avons presque seuls approvisionnés en beurre, fruits, fromages; et elle peut porter un coup funeste à nos éleveurs.

## 5. — Autres pays.

Ce que nous avons montré des États-Unis, de la Russie, de l'Inde et de l'Australasie, ne saurait nous dispenser de parler des autres pays étrangers, du Canada, du Mexique, de ces États de l'Amérique du Sud, dont l'activité se porte sur toutes les branches de l'industrie agricole et avec lesquels la France devra compter, lorsqu'ils seront en possession d'un nombre suffisant de voies intérieures de communication. Nous aurions désiré entrer dans quelques développements sur chacun de ces pays; mais nous nous serions à la fois trop et trop peu étendu: trop, en raison du cadre de cette étude; trop peu, pour l'importance des faits mis en lumière. En souhaitant que bientôt quelqu'un fasse pour le Canada, le Mexique, etc., ce que M. Levasseur a fait pour les États-Unis et éclaire ainsi nos agriculteurs sur la situation exacte de leurs concurrents, nous nous contenterons de quelques notes et de détails typiques.

Nous nous bornerons à enregistrer les progrès rapides de l'agriculture au Canada, progrès qui se traduisent par un chiffre d'exportations de plus en plus élevé. Dès aujourd'hui, le Canada peut, à lui seul, fournir à l'Angleterre la moitié des fromages qu'elle consomme (1); des beurreries ambulantes circulent dans tout le Dominion. Quant à la culture des céréales, l'exemple des États-Unis est là pour l'encourager, au moins dans les districts méridionaux. Or, la dixième partie seulement du territoire est mise en exploitation! Le Manitoba, à

(1) *Revue des Deux Mondes*, du 15 juillet 1897. — *Concurrence et chômage*, par M. d'Estournelles de Constant.



lui seul, « est considéré non seulement au Canada, mais même aux États-Unis, comme l'un des futurs et meilleurs greniers d'une grande partie du Vieux et du Nouveau Monde (1) » et son blé, dont il est récolté en moyenne 20 hectolitres à l'hectare, a été considéré par le Jury de l'Exposition Internationale des meuniers à Londres comme le blé le meilleur de l'univers.

Le Mexique, qui a une superficie quatre fois plus étendue que la France, nourrit une population trois fois moindre et voit, dans sa région tempérée, son sol se prêter admirablement à la culture des céréales, de la vigne, des orangers, des citronniers, etc.

L'Uruguay, ce petit État de 169.800 kilomètres carrés et de 700.000 habitants, élève 7 millions de bêtes à corne, 15 millions de bêtes ovines. Il possède à Fray-Bentos la fameuse usine Liebig.

Quant à la République Argentine, quel avenir ne lui est pas réservé?

Nous étions en pleine crise agricole; l'inquiétude de nos agriculteurs était à son comble « lorsqu'un steamer rapide, de 3.000 tonnes, arrivant de Buenos-Ayres à Marseille après 17 jours de voyage, jeta au mois de janvier 1884, sur le quai de la Joliette, son chargement de blé et de maïs..... Cela semblait vraiment une gageure. Par quel bouleversement géographique, un port que l'on croyait hier encore à 25 jours de mer, à 3.500 lieues, se

(1) V. A. de Cuverville. — *Le Canada et les intérêts français*

rapprochait-il ainsi » (1). Or, depuis, 1884, la superficie cultivée de la République Argentine a passé de 215.000 hectares à plus de 500.000; la récolte du blé a monté de 800.000 hectolitres à 3 millions. Le nombre des habitants, a, d'autre part, doublé et tous les producteurs voient le succès couronner leurs efforts, car « protection mutuelle et essaimement » est le système de colonisation de la République Argentine.

Nous aurions à passer encore en revue le Brésil, le Paraguay, et d'autres contrées du monde, telles que l'Égypte, le Japon, etc., et cette terre d'Afrique que les nations européennes se disputent et dont le sol fertile se couvrira un jour de riches moissons. Sauf dans la région équatoriale et les régions polaires, il n'est pas un pays dont nous n'ayons à redouter la concurrence; et c'est nous-mêmes, par la force naturelle des choses, qui forgeons les armes destinées à nous combattre. Nos meilleurs ouvriers nous quittent pour aller au loin établir les métiers, conduire les machines qui traiteront sur place et à meilleur compte que chez nous la matière première. On vient chercher nos procédés, nos méthodes, nos produits sélectionnés : les États-Unis, il y a quelques années, n'ont-ils pas acheté chez nous quantité de chevaux étalons de 7 à 8 mois qu'ils payaient 3.000 francs au grand profit de nos éleveurs, et, ces achats ayant cessé brusquement, ne parle-t-on pas maintenant d'une invasion, en Europe, de chevaux américains?

« L'éloignement, dit M. d'Estournelles, cesse d'être

(1) Émile Daireau, *La Vie et les Mœurs à la Plata*.



un obstacle et devient parfois un auxiliaire ; il assure à nos concurrents le bénéfice d'une saison supplémentaire, soit pour faire voyager et mettre en terre nos jeunes plants, soit pour nous expédier leurs produits mûrs avant ou après les nôtres. »

Le Vieux monde se trouve donc en face d'un Nouveau dont le sol, non encore fatigué ni entièrement mis en valeur, porte de plus en plus amples récoltes : il eût été surprenant que cette production universelle n'eût pas amené un avilissement des prix.

---

## CHAPITRE IV

### LA QUESTION MONÉTAIRE

« La concurrence étrangère, disent certains économistes, n'est possible que par suite de la dépréciation de l'argent. Considérez les pays qui sont nos plus redoutables rivaux : ce sont, par exemple, le Mexique qui a le peso, l'Inde qui a la roupie, les États de l'Amérique du Sud qui n'ont que la monnaie d'argent. Qu'on abandonne le monométallisme-or pour revenir au bimétallisme, et notre agriculture sera sauvée. »

Nous devons donc aborder ici l'étude d'une question qui, depuis quelques années, soulève les plus grandes polémiques. Ce n'est pas sans appréhension que nous nous voyons appelé à prendre parti dans une lutte où les adversaires comptent dans leurs rangs des hommes éminents et également convaincus; mais les partisans du bimétallisme ont dénoncé avec trop d'insistance le monométallisme comme la cause principale de l'avilissement des prix des produits agricoles, pour que nous puissions songer à nous dérober. D'ailleurs, la campagne bimétalliste a été faite sous les auspices de la *Société des Agriculteurs de France*, de l'*Association de l'Industrie et de l'agriculture françaises* et de la *Société Nationale*



*d'Encouragement à l'Agriculture*; et l'idée a si bien pénétré dans les masses agricoles que nous avons pu entendre des paysans du Berry attribuer leur malaise au « change. » Évidemment, ces cultivateurs se servaient d'un terme impropre et n'avaient qu'une notion vague et imparfaite de la cause à laquelle ils imputaient la crise agricole. On leur avait parlé un jour de la balance du commerce, du change, de la question monétaire; le mot le plus simple leur était resté en mémoire, et, comme on est toujours porté à se figurer que, la cause trouvée, une maladie est facilement combattue, ils ne demandaient qu'à croire à la pernicieuse influence de ce qu'ils appelaient le change. Or, ou les idées qu'on a sur ce point inculquées à nos agriculteurs sont fausses : alors il est nécessaire de les battre en brèche; ou elles sont exactes : dans ce cas, il importe de les proclamer *urbi et orbi* et de poursuivre leur triomphe.

Examinons les arguments des bimétallistes. Nous les demanderons à M. Edmond Théry (1), l'infatigable et courageux secrétaire général de la Ligue nationale bimétallique.

La prospérité des pays à étalon d'argent est indéniable. Veut-on savoir à quoi elle tient? Les bimétallistes nous renvoient aux consuls français, anglais et allemands établis au Japon, aux Indes et au Mexique. « Ces consuls sont unanimes à déclarer que c'est la baisse de l'argent par rapport à l'or qui a été le facteur le plus actif de la transformation économique des pays à étalon d'argent, parce que cette baisse constitue pour ces pays un double avantage permanent : 1° prime énorme en faveur des

(1) *Réfutations aux objections formulées contre le Bimétallisme International*. 1896.

produits indigènes exportés dans les pays à étalon d'or; 2<sup>o</sup> protection formidable en faveur des produits indigènes contre la concurrence des produits similaires provenant des pays à étalon d'or. »

Nous commencerons par faire remarquer que s'il est un pays dont la prospérité commerciale fasse concevoir le plus d'inquiétudes aux nations européennes, ce sont les États-Unis d'Amérique. Or, les États-Unis ont le dollar-or comme unité monétaire. Peut-être dira-t-on qu'ils sont précisément les plus chauds partisans du bimétallisme international; mais il ne faut pas oublier qu'ils doivent, chaque année, payer à l'Europe 20 millions de dollars, balance de leurs paiements extérieurs, et qu'en outre ils extraient de leurs mines plus du tiers de la production universelle d'argent. C'est à cette dernière cause d'ailleurs, que fut due le Sherman Bill de 1890 qui obligea l'État à acheter 4 millions et demi d'onces d'argent par mois.

L'Australasie et le Canada, dont nous avons vu précédemment la situation florissante et les ambitions, sont au régime de l'or. Quant à la Russie, grande exportatrice de blé, elle s'est vue par l'oukase de 3/15 janvier 1897 substituer l'étalon d'or à l'étalon d'argent. Il en est de même du Japon que les bimétallistes classaient au nombre des pays dont la prospérité était due à l'étalon d'argent et qui est revenu au yen d'or. Cette conversion d'ailleurs n'est pas sans avoir porté un coup à la thèse des partisans du bimétallisme, car il est peu probable qu'une nation comme le Japon, qui aspire à jouer un rôle dans le monde, se soit suicidée de propos délibéré.

Mais revenons au Mexique et à l'Inde.

Les bimétallistes ne nient pas que le perfectionnement



des outillages, le développement de la production, l'abaissement du prix des transports, etc., n'aient une influence dans la crise économique actuelle. Mais cette influence, à leur avis, n'est pas prépondérante; elle est tout à fait secondaire et vient bien loin après celle de la dépréciation de l'argent.

Nous avons montré quels progrès l'Inde avait réalisés sous l'administration anglaise depuis quelques années. Complétons par de nouveaux détails ce qui a déjà été dit. « Il y a trente ans l'Inde était sans routes, » disait M. de Valbezen en 1875. Aujourd'hui, et grâce à l'impulsion donnée par lord Dalhousie en 1850, elle a plus d'un million de kilomètres de routes postales. D'autre part, l'ensemble des voies de navigation dépasse 21.000 kilomètres. En ce qui regarde les chemins de fer, ils se sont rapidement répandus dans toute la péninsule :

En 1881,	9892 milles	étaient livrés à l'exploitation		
— 1885,	13.386		—	—
— 1890,	17.571		—	—
— 1894,	18.855		—	—
1895-1896,	19.678		—	—
1896-1897,	20.390		—	—

et l'accroissement du trafic des marchandises a suivi la même progression.

Jusqu'en 1880, le Mexique ne posséda que 470 kilomètres de chemins de fer; il en avait 8.017 en 1888 et 11.429 en 1894.

Tous ces chiffres ne sont-ils pas l'indice d'un développement économique suffisant pour justifier l'apparition de l'Inde et du Mexique sur les marchés?

« Mais, peut-on nous dire, ces deux pays en présence de l'abaissement de la valeur de l'argent sont incités à



produire le plus possible, donc à augmenter leurs voies intérieures de communication. Ce qui, pour vous, est cause, est pour nous effet. »

Faut-il croire vraiment qu'à l'origine, l'Hindou et le Mexicain se soient fait le raisonnement suivant : la roupie, ou le peso, baissant de valeur, augmentons notre production; nous chercherons à nous faire payer en or et nous bénéficierons, en plus du profit commercial, de la dépréciation de l'argent? — Si l'Inde et le Mexique ont eu une raison pour accroître méthodiquement et suivant un plan mûrement réfléchi, la production indigène, et pour augmenter le chiffre des exportations, c'est plutôt celle-ci : les nations européennes, l'Angleterre surtout, ont mis leurs capitaux à la disposition de ces pays qui avaient à s'organiser et à s'outiller pour ne pas rester en dehors de la civilisation; et afin de rembourser les emprunts qui leur avaient été consentis, ou seulement d'en servir régulièrement les intérêts, l'Inde et le Mexique étaient dans l'obligation de faire fructifier ces capitaux et d'augmenter leurs chiffres d'affaires. Or, qu'aujourd'hui soit décrété le bimétallisme international, l'Inde et le Mexique auront encore à faire face au service des intérêts et de l'amortissement de leur dette étrangère, et l'élan donné à leur production n'en sera nullement arrêté.

Quel que soit le motif qui ait amené les produits hindous et mexicains sur nos marchés, les bimétallistes nous demanderont de reconnaître au moins avec eux que les pays à étalon d'argent ont un système monétaire qui les favorise tout particulièrement au détriment des autres nations. Ils nous citeront les résultats de la grande enquête monétaire faite par l'Angleterre en 1887; ils nous renverront aux rapports ou études de M. George



Jamieson, consul général britannique à Shanghai, de M. Barbé, ancien conseiller à la Cour de Pondichéry, de M. Klobukowski, consul général de France à Yokohama, de M. de Chaylord, consul général de France à Tientsin, de M. Romero, ancien ministre des Finances, ambassadeur du Mexique à Washington, desquels rapports ou études il résulte que la roupie a conservé le même pouvoir d'achat et de libération pour les produits indigènes qu'avant l'existence de la prime de l'or, et que la puissance d'achat du dollar-argent est aujourd'hui aussi grande au Mexique qu'elle ait jamais été.

Nous ne nous arrêterons pas à ce fait que l'Inde et le Mexique sont ceux de nos rivaux qui exportent le moins de produits agricoles. Nous pourrions dire, en passant, qu'il ne peut être question d'opposer, comme les bimétallistes le font, un seul pays à l'Inde ou au Mexique et d'établir la balance commerciale entre les deux nations : à notre époque, nous le répétons encore, il n'y a qu'un marché universel, et un ordre d'achat exécuté sur la place de Londres a sa répercussion, à la minute même, sur les cours de la Bourse de Paris. Mais aux documents des partisans du bimétallisme, nous en opposerons un autre, l'étude de M. Frédéric-James Atkinson, parue en mars 1897 dans le *Journal de la Société de statistique de Londres* dont le tableau ci-contre résume les résultats, et dans laquelle il a établi : d'une part la marche des prix des principales marchandises dans l'Inde anglaise, exprimés en argent et en roupies, et la marche des prix de gros de ces mêmes marchandises en Angleterre, exprimés en or, en prenant pour point de comparaison les prix de l'année 1871 cotés 100 ; et d'autre part, la marche du prix de l'argent exprimé en or. On ne

ANNÉES	INDE ANGLAISE MARCHÉ DES PRIX DES MARCHANDISES		MARCHÉ DU PRIX DE L'ARGENT exprimé en or.	ANGLETERRE MARCHÉ DES PRIX DE GROS exprimés en or.
	exprimés en métal argent.	exprimés en roupies.		
1861	99	99	99,9	98
1862	99	99	100,9	101
1863	104	104	101,1	103
1864	112	112	100,9	105
1865	117	117	100,3	101
1866	133 (max)	133	100,5	102
1867	126	126	99,7	100
1868	114	114	99,6	99
1869	126 (max)	126	99,6	98
1870	115	115	99,6	96
<b>1871</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>99,7</b>	<b>100</b>
1872	105	105	99,2	109
1873	107	107	97,4	111
1874	116 (max)	116	95,8	102
1875	103	103	93,3	96
1876	107	107	86,7	95
1877	138	138	90,2	94
1878	148 (max)	148	86,4	87
1879	135	135	84,2	83
1880	117	117	85,9	88
1881	106	106	85,0	85
1882	105	105	84,9	84
1883	106	106	83,1	82
1884	114	114	83,3	76
1885	113	113	79,9	72
1886	110	110	74,6	69
1887	111	111	73,3	68
1888	119	119	70,4	70
1889	125	125	70,2	72
1890	125	125	78,4	72
1891	127	128	74,3	72
1892	141	141	65,5	68
1893	151	138	58,5	68
1894	158 (max)	131	47,7	63
1895	149	128	49,0	62
1896	»	»	80,5	61



peut dénier toute compétence à M. Atkinson, qui fait partie de l'administration des Finances de l'Inde; or ce tableau, qui est une application très consciencieuse de la méthode des *index numbers*, montre que « les prix indiens, exprimés en argent et considérés dans leur ensemble, se sont élevés sensiblement à mesure qu'en Angleterre le cours de l'argent baissait, en même temps que les prix de gros de la plupart des marchandises (1). »

Nous sommes donc loin, avec M. Atkinson, de l'immobilité de la puissance d'achat de la roupie. *Fatalement*, la dépréciation de la monnaie d'argent par rapport à l'or doit avoir sa répercussion sur le prix des marchandises et le taux des salaires à l'intérieur d'un pays qui subit la prime de l'or; le mouvement se propagera plus ou moins lentement suivant les conditions économiques, sociales, géographiques de ce pays, mais il existera. On pourra donc dire comme MM. Jamieson, Romero, etc., que la valeur libératoire de la monnaie argent n'a pas varié : cela dépendra des localités, des milieux observés et de la nature des objets; mais la baisse de cette valeur est inévitable, ainsi le veut une loi économique (2). Étant d'ailleurs supposés exacts les renseignements recueillis en 1894 par M. Jamieson, les bimétallistes avaient tort de raisonner comme si dans l'Inde la puissance d'achat de la roupie devait *toujours* rester la même : rien ne les autorisait à supposer qu'une situation exceptionnelle ne pouvait, avec le temps, se modifier.

(1) Rapport de M. de Foville au Ministre des finances sur l'Administration des Monnaies et Médailles, année 1897.

(2) M. H. Gournay, dans l'*Économiste Français* du 1<sup>er</sup> mai 1897, a analysé l'étude de M. Atkinson et fait justement remarquer que les prix au Japon ont monté, de 1873 à 1894, d'environ 62 0/0. Il était impossible que seuls les prix dans les Indes fussent restés stationnaires.

Si, pour les bimétallistes, les pays à étalon d'argent ne doivent connaître que la prospérité, à plus forte raison doit-il en être de même des États à papier-monnaie avarié. Cet *a fortiori* paraîtra peut-être un peu subtil et relever du pur sophisme; cependant il ne fait aucun doute pour les bimétallistes. Qu'on en juge.

Les pays à papier-monnaie avarié, disent-ils, sont ceux qui ont une mauvaise gestion intérieure. Ayant emprunté à l'étranger sans discernement et sans mesure, ils sont débiteurs de grosses sommes d'or qu'ils doivent acheter avec leur propre monnaie et avec une somme de cette monnaie supérieure à sa valeur au pair. D'autre part, les craintes légitimes provoquées par la hausse des changes, altèrent progressivement la confiance des capitalistes des pays à étalon d'or et réduisent de jour en jour le crédit qui pourrait remplacer cette monnaie. Il en résulte que les pays débiteurs gardent leurs routes, leurs chemins de fer que l'or étranger leur a permis de construire, suspendent leurs engagements extérieurs et ruinent leurs créanciers anglais ou français aux grands avantages de leurs nationaux.

C'est pour cela que la République Argentine est en passe de devenir un de nos concurrents les plus sérieux! Cela ne rappelle-t-il pas tout à fait le « Enfin, nous avons fait faillite! »? Singulier procédé qui consiste à ruiner un créancier et à l'accabler ensuite sous le poids de la concurrence! Mais on se demande vraiment quel remède apporterait le bimétallisme à cette situation.

Nous aimons mieux croire, pour l'honneur même de cette nation, que la Fortune a trahi la République Argentine et nous ne voyons pas du tout pourquoi un État qui aspire à jouer un rôle dans le monde civilisé, userait de



tels moyens pour se procurer les premières mises de fonds.

La République Argentine, à l'heure actuelle, a 2.000 kilomètres de chemins de fer en exploitation; 1.000 autres sont, en outre, concédés à des compagnies anglaises, ce qui prouve, en passant, que sa mauvaise foi n'est pas universellement reconnue. Que le bimétallisme international lui facilite les moyens de se libérer et de rembourser intégralement ses créanciers, ce peut-être vrai, mais nous ne l'affirmons pas, n'ayant pas étudié ce cas spécial. Ce qu'en tout cas il est possible d'avancer, c'est que la réhabilitation monétaire de l'argent n'aurait pas pour effet de diminuer la concurrence de la République Argentine, car, cet État, comme l'Inde, est naturellement amené à faire fructifier les capitaux qui lui ont été prêtés, à mettre en plein rapport ces voies ferrées que l'or anglais lui a permis de construire et, par suite, à élever le plus possible le chiffre de sa production.

Mais aux affirmations des monométallistes, les bimétallistes ne veulent pas se contenter d'opposer d'autres affirmations. Quittons le terrain spéculatif et entrons avec M. Théry dans le domaine des chiffres.

« Depuis 1891, le prix moyen du blé a baissé, dans une même proportion, sur tous les marchés de l'Europe.

« Les monométallistes invoquent volontiers l'hypothèse de la surproduction. Examinons-la :

« D'après les statistiques anglaises, la production du blé, dans le monde entier, qui avait été de 840.739.000 hectolitres en 1891, s'est élevée à 846.360.000 hectolitres en 1895 : ce n'est pas cette différence insignifiante qui peut avoir déterminé la baisse de 44 % du blé sur le marché libre anglais que les *index numbers* de M. Sauerbeck constatent entre les deux années.

« Voici, d'ailleurs, un petit tableau qui prouvera d'une manière irréfutable qu'il faut abandonner l'hypothèse de la surproduction pour expliquer rationnellement la baisse survenue entre 1891 et 1895.

Production universelle du blé de 1888 à 1895.

ANNÉES.	PRODUCTION du MONDE.	INDEX NUMBERS.	PRIX du quintal en France.	OBSERVATIONS.
	Hectolitres.		Francs.	
1888	799.228.000	58	24,79	1888 à 1889, diminution de production; il devrait y avoir hausse, il y a baisse. 1889 à 1890, augmentation de production: il devrait y avoir baisse, il y a hausse. 1890 à 1891, augmentation de production: il y a hausse, il devrait y avoir baisse. 1891 à 1892, augmentation de 14 millions d'hectolitres dans le monde entier, soit un écart à peine sensible: il y a une baisse effroyable. 1892 à 1893, diminution de production: et c'est la baisse qui se produit. 1893 à 1894, surproduction énorme de 127 millions d'hectolitres, il devrait y avoir effondrement: le blé perd 7 points en Angleterre, alors que pour un écart de 14 millions seulement, de 1891 à 1892, l'écart était de 12 points. 1894 à 1895, diminution de 10 %: il devrait y avoir une très forte hausse, et c'est la baisse qui continue.
1889	777.200.000	55	24,00	
1890	802.792.500	59	24,98	
1891	840.739.000	68	27,19	
1892	854.021.000	56	23,59	
1893	816.205.000	48	21,38	
1894	943.700.000	41	19,85	
1895	846.350.000	38	19,14	



« Les monométallistes pourront contester l'exactitude de la statistique anglaise ; mais, comme ils ne pourront pas nous en opposer de plus précise, force leur sera d'abandonner l'hypothèse de la surproduction universelle pour expliquer la grande baisse survenue entre 1891 et 1895. »

Nous ne contesterons nullement l'exactitude des chiffres ci-dessus, bien que nous les trouvions différents de ceux fournis par notre Ministère de l'Agriculture et bien qu'un raisonnement basé sur les résultats des statistiques internationales nous semble plutôt fragile. Mais nous contesterons absolument la valeur des explications données par M. Théry au sujet des mouvements de baisse et de hausse qui se produisent, à son avis, toujours à contre-temps.

Nous ferons d'abord observer que l'époque de la récolte du blé n'est pas la même pour tous les pays du monde : elle varie, naturellement, avec la situation géographique de chacun de ces pays, et on peut dire qu'il y a dans tous les mois de l'année, un peuple — ou plusieurs — qui fait la moisson. Par suite, toutes les nations à la fois n'offrent pas leur blé ; il n'y a que des arrivages successifs de grains ; donc, d'une part, durant le cours d'un année, le prix du blé ne cesse de varier et le chiffre moyen donné dans le tableau ci-dessus ne permet pas de bien saisir les fluctuations du marché ; d'autre part, un effondrement immédiat ou une élévation subite des cours ne peuvent guère se produire.

Ces observations présentées, reprenons les chiffres du précédent tableau, et montrons comment nous interprétons les variations du prix du quintal de froment.

L'année 1887, succédant, d'ailleurs, à deux bonnes

années, avait donné une excellente récolte de blé; l'année 1888 avait à peu près suffi à la consommation universelle : il en est résulté une constitution de stocks, lesquels venant s'ajouter à la récolte de 1889, ont encore dépassé les besoins de la consommation ; il ne devait donc pas y avoir hausse de 1888 à 1889, mais baisse légère. Les stocks restants s'ajoutèrent à la récolte de 1890, mais l'offre menaçait de ne pas suffire à la demande : les cours devaient monter et non pas baisser. Les stocks étant épuisés et la récolte de 1891 devant être à peine suffisante, la hausse des cours persista et s'exagéra même : il ne pouvait y avoir baisse. Mais la récolte de 1892 s'annonçait très belle : les cours perdirent les points qu'ils avaient gagnés, et un peu plus même par réaction. Les stocks avaient pu se reconstituer ; d'autre part, la récolte de 1893 ne devait pas être mauvaise : le mouvement de baisse persista. Mais l'année 1893, moins bonne, en définitive, qu'on ne l'avait primitivement pensé, épuisa les stocks ; il fallut envisager l'avenir : aussi, bien que l'année 1894 put donner 80 millions d'hectolitres d'excédent, toute la récolte ne fut pas offerte et les prix, par suite, ne s'abaissèrent pas autant qu'on l'aurait supposé. Et lorsque l'année 1895 apporta 846 millions d'hectolitres auxquels s'ajoutèrent les 80 millions en magasin, il ne put pas y avoir une très forte hausse, mais encore une baisse.

Le raisonnement de M. Théry n'est donc pas, comme on le voit, irréfutable.

M. Théry ne nous paraît pas plus heureux quand il nie l'influence de l'abaissement du prix des transports maritimes et autres.

« C'est, dit-il, dans la période 1850-1873, que la grande



transformation des moyens de communication et de transport s'est produite dans le monde et que les tarifs se sont le plus abaissés par rapport aux périodes précédentes; et c'est pourtant au cours de cette même période que le niveau général du prix des choses, en Europe, a été le plus élevé. » Et il cite à l'appui de sa thèse le rapport présenté en 1894, à la conférence bimétallique de Londres, par M. I. Shield Nicholson, professeur d'Économie Politique à l'Université d'Édimbourg. D'après ce rapport, le tonnage de la navigation du Royaume Uni s'est élevé de 1850 à 1873, c'est-à-dire en 23 ans, de 45 %, et de 1873 à 1893, c'est-à-dire en 20 ans, de 43 % : la différence à l'avantage de la première période, est donc insignifiante.

Si au lieu de la seule marine britannique, nous considérons le mouvement maritime international, nous arrivons à ces résultats consignés dans l'ouvrage de M. Karl von Scherzer (1).

De 1850 à 1870, l'augmentation de tonnage a été de 112 % pour la marine à voile et de 500 % pour la marine à vapeur.

Mais de 1850 à 1881, cette augmentation a été respectivement de 130 % et de 1.400 %.

En sorte que les forces maritimes ont augmenté de 300 % de 1850 à 1870 et de 101 % de 1850 à 1881.

Il n'est pas besoin d'ajouter que ce mouvement ne s'est nullement arrêté avec l'année 1881; il s'est poursuivi, graduellement, surtout en ce qui concerne l'Allemagne.

On construit, de nos jours, des bâtiments à vapeur de plus en plus grands. En outre, bien qu'un steamer ac-

(1) *Das Wirthschaftliche Leben der Völker* (1885).

complisse en moyenne trois voyages pendant qu'un voilier n'en fait qu'un seul du même ordre, l'Allemagne et l'Angleterre continuent à développer leur marine à voile. C'est ainsi qu'on a vu construire des types nouveaux de voiliers, des clipers tout en fer et en acier, dont la voilure se manœuvre à la vapeur.

On aura une idée, d'ailleurs, des améliorations survenues, durant ces dernières années, dans l'industrie des transports, par la brochure de M. l'amiral de Cuverville sur le Canada. Grâce au *Canadian Pacific Railway* et aux steamers (*Empress of India, of China, of Japan*) que le Compagnie a fait construire, le trajet de Yokohama à Liverpool, par Victoria (Vancouver) et New-York, se fait en 20 jours. Des bateaux en acier et à fond plat, dits Whaleback Steel Vessels, partent des grands lacs intérieurs américains et vont directement à Liverpool avec des chargements de 25 à 30.000 hectolitres de grains.

Un pareil développement se passe de commentaires.

La dépréciation de l'argent n'est donc pas la cause de l'avisement du prix des produits agricoles et en particulier du prix du blé.

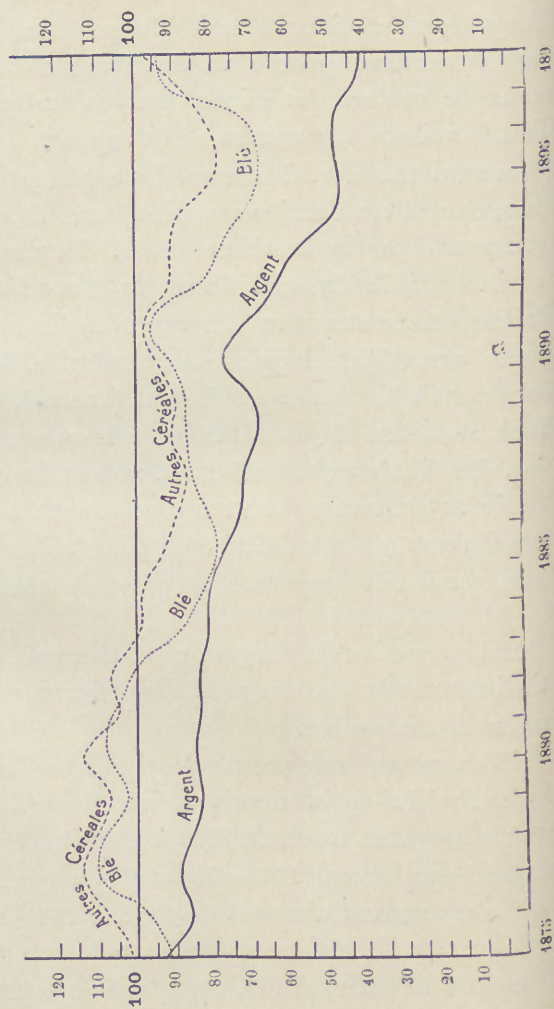
Si l'on en veut une preuve de plus, que l'on consulte la planche VI ci-après où, suivant la méthode de M. Sauerbeck, nous avons tracé, de 1875 à 1898, la courbe de la puissance de l'argent ( $100 = 61 \text{ p. } 6/16$ , moyenne des prix de l'once standard d'argent de 1856 à 1865) et celle de 1° du prix de l'hectolitre de blé, et 2° du prix de l'hectolitre des 5 céréales, seigle, orge, avoine, maïs et sarrasin, le prix moyen de 1856 à 1865 étant égal à 100. Il saute aux yeux que ces trois courbes sont absolument indépendantes les unes des autres.



## PLANCHE VI

## Variations de la valeur de l'argent et des céréales, de 1875 à 1898

par rapport à une valeur type déterminée par leur prix moyen des dix années 1836 à 1865  
et figurée dans le tableau ci-dessous par la ligne 100  
(Méthode des index numbers).



Les partisans du bimétallisme ne sont donc point fondés à réclamer une modification aussi profonde du régime monétaire des principales nations, puisque la baisse de la valeur de l'argent n'a eu aucune influence sur le prix des produits agricoles.

Nous n'avons pas à étudier ici la question de la Monnaie. Nous ne démontrerons donc pas comment l'or deviendra de plus en plus la seule monnaie universellement adoptée, sans qu'on puisse craindre qu'il fasse un jour défaut (1). Nous n'insisterons pas sur ce fait que les bimétallistes se bercent d'illusions, s'ils espèrent conquérir à leur cause l'Angleterre, — sans laquelle, il va de soi, la réforme ne peut aboutir, — l'Angleterre qui est obligée d'importer des quantités considérables de blé et à qui ils proposent de décider une mesure destinée, selon eux, à augmenter le prix de cette céréale. Mais nous ne pouvons nous dispenser de dire combien nous trouvons regrettable une campagne qui peut avoir pour effet d'induire en erreur nos agriculteurs sur la cause de leurs maux actuels et par suite sur la nature des remèdes qu'il conviendrait d'y apporter.

---

(1) On en trouve tous les ans de nouveaux placers. C'est ainsi que notre Soudan peut être appelé à juste titre un Transvaal français.





## CHAPITRE V

### LE PRODUCTEUR FRANÇAIS PEUT-IL LUTTER CONTRE SES CONCURRENTS ÉTRANGERS?

#### 1. — Des droits de douane.

Arrivé à ce point de notre étude, il nous semble bien démontré que l'accroissement de la production universelle est la cause directe de la crise agricole; nous dirions même la cause unique, si nous ne pensions aux accidents météorologiques tels que la gelée, la grêle, etc., qui surviennent trop souvent, hélas! avec leur cortège de ruines.

Contre la concurrence étrangère, nos agriculteurs cherchent à se défendre; pour lutter contre leurs adversaires, ils veulent être armés, ou, plus exactement, protégés. Ils ont demandé à l'État, et ont obtenu de lui, des barrières, afin d'endiguer cet afflux de produits agricoles étrangers qui se pressent aux portes de la France. Le droit de douane sur le blé fixé à 3 fr. par la loi du 28 mars 1885 leur ayant paru trop modéré, ils



demandèrent et obtinrent qu'il fût porté à 5, puis à 7 francs; et certains trouvent ce dernier taux encore insuffisant.

Libres-échangistes et protectionnistes se sont trop souvent trouvés aux prises dans notre pays aussi bien que chez les peuples voisins, pour que les arguments des uns et des autres ne soient connus de tout le monde et pour qu'on pense pouvoir ajouter à ce qui a déjà été dit. Nous croyons fermement qu'un État est fondé à mettre des droits fiscaux sur les produits étrangers qui sollicitent leur admission sur son territoire, car il est juste que le producteur étranger ne soit pas avantagé devant le consommateur, au détriment du producteur national qui supporte les charges budgétaires. Nous croyons non moins fermement, avec nombre d'esprits éminents, que ces droits d'entrée ne doivent pas être *délibérément* protecteurs.

Malheureusement, en France, on considère l'État comme une Providence vers laquelle on doit se tourner dans tous les moments difficiles. Aussi l'argument décisif des protectionnistes, lors de la discussion du tarif général des Douanes de 1892, a-t-il été que, notre industrie recevant une protection évaluée à 40 et 50 %, on ne pouvait moins faire pour notre agriculture, qui avait été sacrifiée jusqu'alors.

Il est évidemment bien commode de s'en remettre à l'État du soin de remédier à une situation fâcheuse: ne dit-on pas, d'ailleurs, que l'État pour qui chacun consent de grands sacrifices, doit aide et protection à chacun! Seuls, sans doute, les consommateurs pâtiront;

mais s'ils sont en même temps industriels ou commerçants, ils pourront à leur tour réclamer et obtenir une protection plus grande de leur industrie ou de leur commerce. De telle sorte que tout le monde, — sauf les rentiers, — étant protégé, ce sera à peu près comme si personne ne l'était : l'agriculteur gagnera plus sur la vente de son blé, mais il paiera plus cher l'étoffe de ses vêtements; l'industriel gagnera plus sur la vente de ses tissus, mais il devra augmenter le salaire de ses ouvriers; le travailleur sera mieux rémunéré, mais il dépensera plus pour le pain qui lui est nécessaire. Et un peuple pris dans cet engrenage est fatalement entraîné vers une protection de plus en plus forte, jusqu'au jour où l'élévation des droits équivalant à une prohibition, la consommation, qui s'est de plus en plus restreinte, devient presque nulle : les producteurs perdent donc d'une main ce qu'ils gagnent de l'autre et sont les premiers à réclamer un abaissement des taxes. S'il s'agit d'un objet de première nécessité comme le blé, le résultat, pour être tout autre, n'est pas moins défavorable au producteur : les années de mauvaise récolte, les droits doivent être diminués ou même purement et simplement suspendus, de sorte que c'est au moment où l'agriculteur peut espérer vendre à bon prix sa mince récolte, que la concurrence peut le mieux s'exercer.

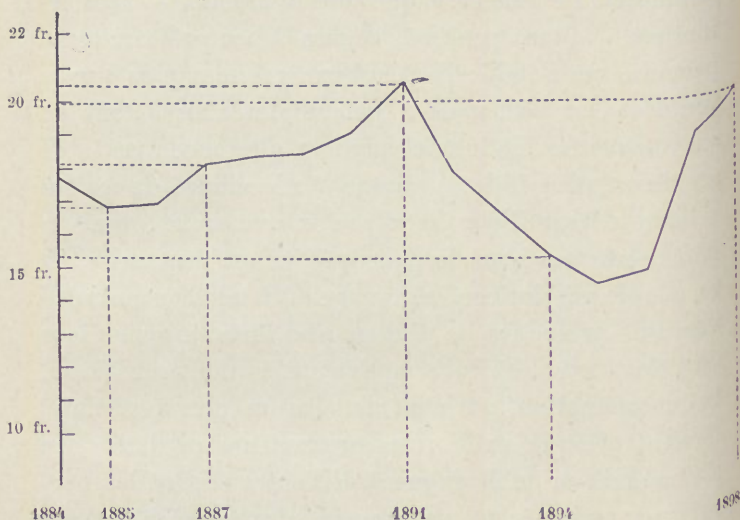
Mais serrons la question de plus près et voyons avec chiffres à l'appui comment joue le droit de douane sur le blé.

Le 28 mars 1885, ce droit fut porté de 1 fr. à 3 fr. le quintal; le 30 mars 1887, il fut élevé à 5 fr.; puis, le 27 février 1894, à 7 francs.



Or, voici la succession des prix de l'hectolitre de froment depuis 1884.

Variations du prix de l'hectolitre de froment de 1884 à 1898.



On ne peut démontrer plus clairement que l'établissement des droits de 3, 5 et 7 francs n'a pas eu pour effet d'augmenter d'autant le prix du quintal de blé.

Dès 1885, M. Risler, dans son étude sur la *Crise agricole en France et en Angleterre* (1) avait dit : « Est-on sûr qu'un droit d'entrée de 5 fr. par quintal sur les blés étrangers fera hausser de 5 fr. le prix moyen sur les marchés français? Évidemment si nous ne mangions en France que du pain fait avec du blé étranger, un droit de 5 fr. par quintal ferait hausser le prix moyen de 5 fr., ou du moins de 4 fr. (il y a déjà un droit de 1 fr.). Mais si, au contraire, nous nous suffisions à

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> février 1885.

nous-mêmes et si nous n'importions pas du tout de blé, ce droit d'entrée n'aurait aucune influence sur nos prix. Une augmentation de droit de 4 fr. ne fera hausser notre prix moyen que de  $\frac{1}{100}$  de 4 fr., soit 0 fr. 40, si nous importons  $\frac{1}{100}$  de notre consommation, comme pendant ces dernières années, de  $\frac{2}{100}$  ou 0 fr. 80 si nous importons le  $\frac{2}{100}$  de notre consommation, de 1 fr. 20 si nous en importons les  $\frac{3}{100}$  comme cela s'est produit après l'année désastreuse de 1879. »

Mais si M. Risler a dénié, avec raison, au droit de douane la vertu de faire hausser du montant de ce droit le prix du froment, son raisonnement n'est pas exact. Le prix intérieur, en effet, dépend non de la quantité de grain que nous devons importer, mais exclusivement du prix offert par l'étranger. Et, en effet : Chicago offre aujourd'hui du blé disponible à 12 fr. par exemple le quintal ; ce blé, rendu chez le farinier, reviendrait frais de transports et droits compris, à 21 fr. Que va-t-il en résulter ? C'est que le farinier en question enverra un ordre télégraphique d'achat à Chicago et laissera le blé que le cultivateur français lui offrira à 23 fr., à 22 fr. ou même à 21 fr. 50.

M. de Foville, au reste, a déjà combattu le formule de M. Risler. « N'est-il pas manifeste, dit-il (1), que si la taxe douanière aide le cultivateur français à vendre cher sa récolte, c'est bien plutôt à raison des importations qu'elle empêche qu'à raison de celles qu'elle laisse encore passer ? Supposez que demain le blé étranger ait à payer à l'entrée du marché français non plus 3 fr. ou 5 fr., mais 30 fr. ou 50 fr., nous n'en recevrons plus un sac et le pain serait hors de prix. Or, dans ce cas, la

(1) De Foville. — *Le prix du blé et l'influence des droits de douane.*



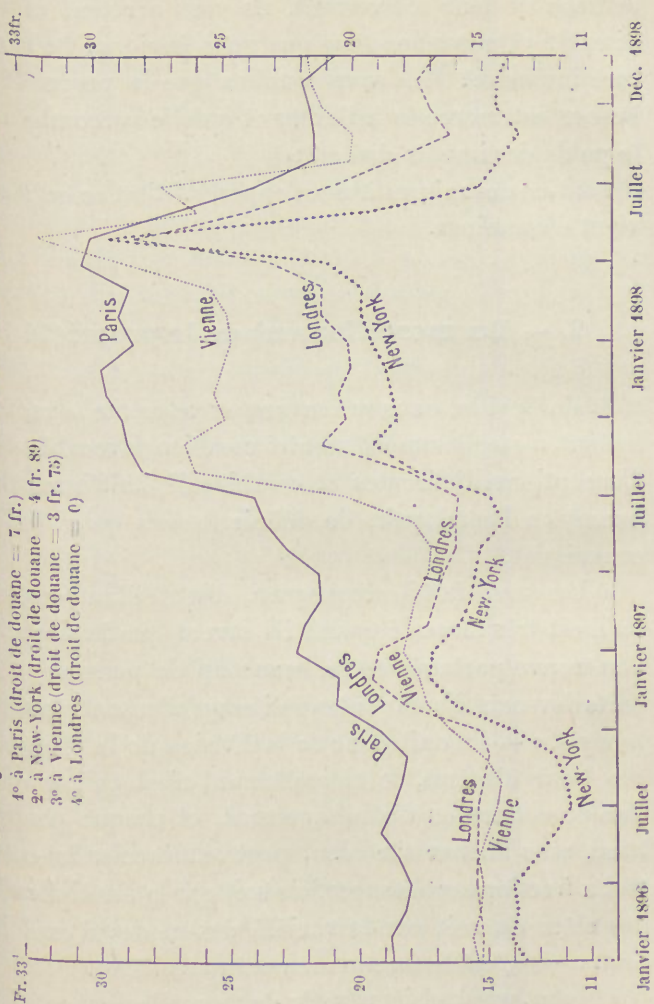
formule de M. Risler dirait : pas de renchérissement. Elle pêche donc par la base. » Et M. de Foville, se basant sur les prix du blé à Paris et à Londres pendant trois semaines consécutives de mars et avril 1891, soutient que la hausse produite par le droit d'entrée égale, sinon dépasse le montant de la taxe.

Cela est absolument vrai pour les années où notre récolte en froment est des plus mauvaises comme en 1891 et en 1897 : et la planche VII met bien ce fait en évidence. Mais pour les années normales et surtout pour les années de bonne récolte, le droit de douane ne joue pas, c'est-à-dire qu'il ne procure pas à nos cultivateurs la protection qu'ils en attendent. En d'autres termes, nos agriculteurs, pour pouvoir lutter contre la concurrence sont obligés de baisser leurs prix dans des proportions assez fortes, et c'est comme s'ils renonçaient *proprio motu* à l'application partielle ou intégrale du droit de douane ; ou bien, quand par suite de mauvaise récolte, ils espèrent voir les cours s'élever et venir compenser un peu les pertes qu'ils doivent subir, le prix du pain hausse dans de telles proportions que le droit d'entrée doit être diminué, voire même complètement supprimé.

L'établissement d'un droit de douane, examiné en dehors du principe économique, n'a donc point toute l'efficacité recherchée. Nous lui ferons encore un autre reproche non moins sérieux, c'est d'endormir nos agriculteurs dans une fausse sécurité, de leur masquer la véritable voie qui doit les conduire vers le salut et de leur enlever toute énergie individuelle au moment où ils en auraient le plus grand besoin.

Mais quand seront-ils pénétrés de ces vérités et quand se laisseront-ils convaincre ? Si, d'aventure, vous entre-

PLANCHE VII  
Prix moyens mensuels du quintal de blé en 1896, 1897 et 1898





prenez de leur montrer qu'ils pourraient être les seuls artisans de leur relèvement, ils vous arrêtent et vous disent : « Que voulez-vous que nous fassions? De la culture intensive? Mais vous oubliez que la propriété en France est morcelée à l'excès et qu'elle succombe sous le poids des impôts divers? »

Sont-ce des raisons à nous opposer? C'est ce qu'il convient d'examiner.

## 2. — Du morcellement de la propriété.

M. de Foville, dans son savant ouvrage sur le morcellement, a excellemment montré combien ce vocable avait d'acceptions différentes et combien il était important, quand on l'employait, de définir le sens qu'on lui reconnaissait.

« Les uns, fait-il remarquer, disent d'un territoire qu'il est très morcelé quand ils savent que la propriété s'en trouve partagée entre beaucoup de personnes, ces parts devenant d'autant plus petites qu'elles sont plus nombreuses. » — Ils s'agit donc de la division de la propriété.

« Pour d'autres, le morcellement n'est qu'une question de culture ou d'aménagement, et chaque propriétaire, sans aliéner son bien, peut le morceler lui-même en en fractionnant la superficie soit par la multiplication des clôtures, soit par la variété des modes d'exploitation. » — C'est le fractionnement parcellaire.

« Enfin, une troisième sorte de morcellement consiste non dans le fractionnement, mais dans la dispersion des propriétés. Il ne s'agit plus de savoir combien il y a de propriétaires ou de parcelles, mais de combien de mor-

ceaux isolés, disséminés, séparés les uns des autres se compose chaque domaine individuel. » — C'est de la dispersion des propriétés dont on entend alors parler.

Le fractionnement parcellaire, est un effet de la volonté du propriétaire, lequel ne consulte à cet égard que son propre intérêt.

Quant à la dispersion des propriétés, si elle présente les plus graves inconvénients, il est juste de reconnaître que l'État facilite autant qu'il est en son pouvoir les échanges d'immeubles. C'est ainsi que, suivant le vœu exprimé lors de la grande enquête agricole de 1866, on est revenu aux dispositions de la loi du 16 juin 1824 : les propriétés rurales, qu'elles soient contiguës, situées dans la commune ou dans des communes limitrophes, ne sont plus soumises en cas d'échange qu'au droit proportionnel de 0 fr. 25 %.

Nous n'avons donc à nous occuper ici que de la division de la propriété.

Antérieurement aux enquêtes agricoles de 1882 et de 1892, les mouvements de la propriété n'étaient connus que par les variations survenues dans le nombre des cotes foncières. Or, le nombre des propriétés est inférieur à celui des cotes foncières, et ce dernier est lui-même inférieur au nombre des propriétaires. Si l'on ajoute que l'enquête de 1816, la première qui ait été faite par l'Administration des Finances fourmille d'erreurs grossières, ainsi que l'a constaté M. de Foville, on comprendra qu'il soit impossible de comparer la situation de la propriété rurale en 1892 et en 1882 aux situations précédentes.

Tout ce que nous pouvons dire, c'est que la propriété a été, de tout temps, très morcelée en France. Si nous



avons à en chercher les raisons, nous les trouverions probablement dans ce fait qu'au moyen âge, la terre était donnée en fief, que les services non seulement des bergers, des laboureurs, des moissonneurs, mais encore des forgerons, des armuriers, des tisserands, etc., en un mot des ouvriers de tous les corps de métiers, étaient rémunérés par l'abandon à perpétuité de quelques hectares de terre, et que fiefs, comme services, étaient héréditaires. Nous les trouverions peut-être aussi dans cet autre fait que les seigneurs, possesseurs de grands domaines, vivaient à la Cour, ne paraissaient sur leurs terres que lorsque le roi avait exprimé le désir de les y voir aller, auraient cru déroger en s'occupant d'agriculture et ne voyaient nul inconvénient à céder, quand on les leur demandait et même quand on ne les leur demandait pas, des parcelles de leurs biens. Enfin nous reconnaitrions que la mise en vente des biens nationaux a eu pour effet d'accroître sensiblement le nombre des propriétaires ruraux et que notre régime successoral actuel, basé sur le partage égal et le partage en nature, ne peut que favoriser encore la division des propriétés.

Quoi qu'il en soit, nous rappellerons avec M. de Foville que Quesnay, Turgot et Necker se plaignaient déjà des abus du morcellement. Arthur Young, en 1789, disait avoir rencontré dans toutes les provinces de France de petites terres exploitées par leurs propriétaires et il ajoutait : « le nombre en est si grand que je penche à croire qu'elles forment le tiers du royaume (1) ».

Il est impossible de savoir si la proportion donnée par le grand voyageur anglais est exacte; nous ne vou-

(1) *Voyages en France* en 1787, 1788 et 1789. T. II, chap. XI.

lons pas nous-même, pour la première période de ce siècle, avancer des chiffres qui ne pourraient s'asseoir sur aucune base solide; nous nous contenterons de faire connaître les résultats comparés des statistiques agricoles décennales de 1882 et de 1892.

EXPLOITATIONS	NOMBRE DES EXPLOITATIONS.	
	1882	1892
De moins de 1 hectare.....	2.168.000	2.235.000
— 1 à 5 hectares...	4.866.000	4.830.000
— 5 à 10 — ...	769.000	788.000
— 10 à 20 — ...	431.000	429.000
— 20 à 30 — ...	198.000	190.000
— 30 à 40 — ...	98.000	92.000
— 40 à 50 — ...	56.000	54.000
— 50 à 100 — ...	57.000	52.000
— 100 à 200 — ...	21.000	23.000
— 200 à 300 — ...	6.000	6.000
De plus de 300 hectares.....	2.000	4.000
Totaux.....	5.672.000	5.703.000

En tenant compte, d'autre part, de la superficie des exploitations « on peut avancer que d'une manière générale, la très petite culture comme peut-être la grande culture à partir de 100 hectares, tendent à s'augmenter depuis un certain nombre d'années, tant en nombre qu'en étendue, aux dépens de la petite, de la moyenne et d'une partie de la grande culture (1). » Nous pouvons toutefois, rassurer ceux qui croient voir notre propriété rurale marcher vers un émiettement de plus en plus grand : la superficie moyenne d'une exploitation de très petite

(1) *Statistique agricole décennale de 1892.*



culture était de 50 ares en 1882 et de 59 ares en 1892.

Il resterait, au surplus, à démontrer que le morcellement est un mal. Qui ne sait avec quel soin le petit propriétaire cultive sa terre, avec quel amour il la travaille et comme il sait lui faire donner tout ce qu'elle peut rendre? Quels prodiges de patience et de travail n'accomplit-il pas? Arthur Young, lui-même, le détracteur par excellence de la petite propriété, fut émerveillé de ce que faisait notre petit cultivateur : « J'ai vu en Flandre, dit-il, défoncer à la bêche ce que la charrue n'avait pu retourner et dans le Sud, étendre ce procédé à des pièces tout entières. Cela est très répandu. Dans les montagnes du Vivarais, on bâtit des murs pour soutenir les terrasses que l'on achève en y portant de la terre dans des hottes (1). »

En se plaçant au point de vue social, on doit se féliciter de voir un plus grand nombre d'agriculteurs participer aux bienfaits de la propriété. En restant sur le terrain purement agricole, on peut dire que le petit cultivateur est celui qui résiste le mieux à une crise agricole : il cultive son bien en famille, et n'a ni main-d'œuvre ni rente à payer. Il récolte à peine assez pour sa propre consommation et celle des siens; les bas prix ne peuvent donc lui nuire en tant que producteur et le favorisent comme consommateur. Quant à ses moyens personnels, il peut les décupler, les centupler par la mutualité et l'association.

La grande culture, seule, produit pour la vente. C'est elle surtout qui souffre de l'avilissement des prix. La culture intensive lui est facile : qu'elle s'y adonne, puisque c'est un moyen de diminuer les frais de revient.

(1) *Voyages en France.* — V. Supra.

Que reste-t-il alors de l'objection tirée du morcellement de la propriété rurale en France?

### 3. — Charges fiscales pesant sur l'agriculture.

L'agriculture est-elle vraiment accablée sous le poids des divers impôts qui la frappent ?

M. Méline estime ainsi la charge qu'elle supporte :

Contribution sur la propriété non bâtie...	196 millions.
— — — — — bâtie...	30 —
— — — — — personnelle et mobilière...	52 —
— — — — — des portes et fenêtres.....	30 —
Prestations.....	58 —
Impôts du timbre et de l'enregistrement...	355 —
Total.....	721 millions.

Le revenu net agricole étant évalué par M. Méline à 2.625 millions, l'agriculture paierait donc en impôts 27 % environ de son revenu.

Nous devons dire, malgré la haute autorité qui s'attache au nom de M. Méline, que les chiffres ci-dessus ne peuvent être acceptés que sous les plus expresses réserves et que personne ne saurait même affirmer s'ils sont en deçà ou au-delà de la réalité. Nous remarquons bien que ceux relatifs à l'impôt foncier sur la propriété non bâtie paraissent trop faibles de quelques millions (1); qu'il en est de même en ce qui concerne les prestations, lesquelles doivent être évaluées à 60 millions au minimum.

(1) Voir chap. II.



Mais nous avouons qu'en l'absence d'enquête spéciale faite à ce sujet, nous n'avons pu calculer, même approximativement, ce que rapportent les contributions directes assises sur les bâtiments affectés aux exploitations agricoles, et à plus forte raison, connaître la part de l'agriculture dans les produits du Timbre et de l'Enregistrement. Comme, d'autre part, les statistiques officielles dont on dispose ne permettent pas d'établir d'une façon précise les chiffres du revenu brut et du revenu net de la production agricole, on ne peut vraiment affirmer que l'agriculteur donne à l'État 27 % de son revenu, ou 25, ou 35; il est donc inutile de comparer, comme on le fait souvent, les charges fiscales de la propriété agricole et celles de la propriété mobilière.

Il est possible, cependant, de traiter un point particulier de la question, en mettant en parallèle les droits qui frappent respectivement les placements mobiliers et les placements immobiliers.

Supposons un modeste rentier disposant du petit capital de 1.000 francs. Il peut acheter soit une terre de ce prix, soit deux obligations (au porteur), de la valeur nominale de 500 francs chacune, deux obligations communales du Crédit Foncier, par exemple.

Suivant qu'il aura effectué l'un ou l'autre de ces placements, le fisc lui demandera dans les diverses circonstances suivantes :

Handwritten calculations in the left margin:  
$$\begin{array}{r} 12 \\ 20 \\ \hline 32 \end{array}$$
  
$$\begin{array}{r} 12 \\ 20 \\ \hline 32 \end{array}$$
  
$$\begin{array}{r} 12 \\ 20 \\ \hline 32 \end{array}$$
  
$$\begin{array}{r} 12 \\ 20 \\ \hline 32 \end{array}$$

1° POUR L'ACHAT.

*Impôt de mutation Obligations.*

Timbre du bordereau de l'agent de change.....	0 <sup>f</sup> 60
Impôts sur les opérations de bourse (0 fr. 03 0/00).....	0.03
Deux timbres-quittance de 0 fr. 10.....	0.20
Total.....	0.83

*5 0,83 %*

*Terre.*

Droit d'enregistrement (6,87 1/2 %).	68 <sup>f</sup> 73
Timbre de la minute.....	2.40
Timbre de l'expédition.....	5.40
Timbre du récépissé de dépôt.....	0.60
Timbre du registre des dépôts.....	0.24
Timbre du registre de transcription.....	6.30
Droit de transcription.....	1.25
Total.....	84.94

*84.94 %*

2° COMME IMPOTS ANNUELS.

*Obligations.*

<del>Taxe annuelle de transmission (0 fr. 20 %).</del> .....	<del>2<sup>f</sup>00</del>
Taxe de 4 % sur le revenu de 30 fr.....	1.20
Droit de timbre des valeurs mobilières (0 fr. 03 0/00)..	0.03
(Par abonnement).	
Total.....	3.23

*4,23*

*4,16 %*

*Terre.*

La contribution foncière (impôt de répartition), qu'on peut estimer dans le cas actuel à 2 fr. mais dont le rentier pourra être exonéré, en vertu de la loi du 21 juillet 1897, si sa contribution personnelle-mobilière est inférieure à 20 fr. (part de l'Etat).....

*2<sup>f</sup>00*

*et le centum. d'appt. d. comm. m. s.*



## 3° POUR LA CESSION A BAIL.

*Obligations.*

Sans objet.

*Terre.*Droit de 0 fr. 25 % sur le prix du loyer, avec décimes. 0<sup>f</sup>.32

## 4° A L'OCCASION D'UN EMPRUNT DE 500 FR. PAR EXEMPLE.

*Obligations.*

Deux feuilles timbrées à 0 fr. 60.....	1 <sup>f</sup> .20
Un timbre-quittance.....	0.10
Total.....	1.30

*Terre.*

Droit d'enregistrement (1 fr. 25 %). .....	6 <sup>f</sup> .25
Droit d'inscription.....	1.50
Timbre de la minute.....	1.20
Timbre de la grosse.....	3.60
Timbre des deux bordereaux.....	1.20
Timbre du bulletin.....	0.60
Timbre du registre des hypothèques.....	0.24
Timbre du registre des bordereaux.....	2.40
Total.....	16.99

## 5° A L'OCCASION DU REMBOURSEMENT DE LA SOMME DE 500 FR.

*plus impôt de transmission sur le prix des obligations - entre le Val remboursé et la valeur courante*

Deux timbres-quittance..... 0<sup>f</sup>.20*Terre.*

Droit d'enregistrement.....	3 <sup>f</sup> .00
Timbre de la minute.....	0.60
Timbre de l'expédition.....	1.80
Timbre du certificat de radiation.....	0.60
Total.....	6.00

La terre est donc sous ces différents rapports bien plus grevée que les valeurs mobilières.

Si, poussant plus loin le parallèle, nous considérons le cas d'une mutation par décès, en admettant naturellement que les valeurs au porteur n'échappent pas au fisc, nous trouverions la même différence de traitement. Le droit de 1 fr. 25 % en ligne directe atteindra l'un et l'autre capital; mais s'il y a lieu, par exemple, à licitation, par suite de la minorité d'un ou de plusieurs héritiers, indépendamment des droits de partage et de soulte, les droits de timbre de la minute, de timbre de l'expédition, etc., frapperont l'immeuble et ne viendront pas toucher le capital mobilier.

Ce que l'on peut dire avec certitude, c'est donc non pas que la propriété agricole supporte plus (ou moins) d'impôts que la propriété mobilière, mais que les droits de mutation sur les immeubles sont bien plus lourds que ces droits sur les valeurs de bourse. La Commission Supérieure de l'Enquête de 1866 avait déjà demandé que ces droits fussent diminués dans la plus large mesure. Nombre de propositions de lois ont été déposées depuis cette époque sur la tribune de la Chambre des Députés. M. Cocher y a même, durant son passage au Ministère des finances, présenté un projet (1) transformant divers droits perçus sur les formalités hypothécaires et introduisant le principe de la proportionnalité dans une matière où il fait complètement défaut. Or, en 1900, nos propriétaires fonciers en sont encore à réclamer les mêmes réformes et se demandent quand le Parlement pourra les leur accorder.

(1) M. Caillaux, Ministre des finances, a repris ce projet en le modifiant sur certains points particuliers.



Mais ce n'est pas d'une crise agraire dont il est question en cette étude; il s'agit d'une crise dans la production agricole. Le fermier n'a pas à connaître du montant des charges fiscales pesant sur la terre qu'il travaille. Ainsi que nous l'avons expliqué plus haut à propos de la rente (1), il se base, pour louer, sur les profits qu'il retirera de sa culture; et on ne peut prétendre qu'en fait c'est lui qui paye les impositions, car si le propriétaire veut les mettre à la charge du locataire, celui-ci offrira une rente moins élevée. Quant à l'agriculteur qui cultive lui-même sa propre terre, nous devons le considérer non comme propriétaire foncier, mais comme industriel et, l'oubliant comme capitaliste, l'assimiler au producteur.

Le loyer de la terre doit naturellement aller en diminuant, comme le loyer de l'argent; mais, en dehors de ce mouvement de baisse continu, il subit des oscillations plus ou moins fortes, suivant que l'agriculteur tire une rémunération plus ou moins élevée de son travail. Le propriétaire pourra ne pas trouver de fermier même pour le prix des impôts, la rente pourra tomber à zéro : nous serons alors en présence d'une crise affectant la propriété foncière. Les charges pesant sur la terre diminueront ou supprimeront les revenus des capitalistes; mais elles ne mettront pas le producteur dans un état d'infériorité vis-à-vis de ses concurrents, témoin les États-Unis, où les impôts ne laissent pas que d'être lourds.

---

(1) Voir chap. II.

## CHAPITRE VI.

### ÉTUDE DE DIVERSES MESURES PROPOSÉES POUR VENIR EN AIDE AUX AGRICULTEURS.

Une des caractéristiques de notre pays, c'est, nous l'avons vu, le morcellement de la propriété (1). Nous avons constaté qu'au point de vue de la production agricole, le morcellement n'était pas un mal ; mais ce qui peut avoir de fâcheuses conséquences pour notre agriculture, c'est la disparition de la famille rurale.

En 1892, sur 6.663.135 travailleurs agricoles, 3.275.890 étaient des salariés, 2.199.220 cultivaient uniquement leur propre terre, et 1.188.025 travaillaient à la fois pour leur compte comme propriétaires et pour le compte d'autrui comme fermiers, métayers ou journaliers. Or, ce sont surtout ces deux derniers groupes qui, fortement attachés au sol, forment les assises de nos populations agricoles ; ils constituent la réserve qui donne les propriétaires les plus entendus, les mieux taillés pour la lutte, et les plus désireux de s'élever. Lorsque les conditions de l'existence ou d'autres nécessités impérieuses les forceront à quitter les campagnes, on pourra dire que notre agriculture aura reçu un coup funeste. Aussi s'inquiète-t-on

(1) Voir chap. V.



depuis plusieurs années en France, d'un commencement de démembrement des familles agricoles.

Lorsque fut constatée la décroissance persistante du taux de la natalité, on rechercha jusqu'à quel point nos campagnes étaient atteintes par ce fléau, redoutable à l'égal de la plus meurtrière des guerres. On avait la secrète espérance que sinon épargnées, du moins peu touchées, nos populations rurales continuaient à offrir le spectacle de ces anciennes familles de jadis : le père, entouré de ses nombreux enfants, cultivant le bien que lui avaient transmis ses aïeux et le laissant intact, souvent agrandi, à ses descendants. Quel tableau réconfortant la campagne eût alors opposé à la ville ! Ici la famille réduite, instable, dispersée, le fils unique loin du père, chacun menant une existence précaire. Là, au contraire, tous les membres réunis, sous l'autorité du père, au foyer des ancêtres : la vie patriarcale, avec toutes ses vertus, vécue par une moitié de la population de la France, la moitié la plus saine, la plus forte et la plus prolifique.

A l'examen, il apparut une vérité tout autre : la population rurale elle-même diminuait. Les mariages, dans les campagnes, devenaient de moins en moins féconds et de plus en plus tardifs. Des familles, depuis un temps lointain implantées dans une localité, avaient disparu : les unes avaient émigré vers les villes ; d'autres s'étaient éteintes faute de rejetons ; d'autres enfin avaient vu leurs enfants abandonner le travail des champs pour s'adonner à des professions soi-disant plus nobles.

En 1890, la Société d'agriculture de Boulogne, au cours d'une enquête sur la propriété et la culture dans le Boulonnais, constata qu'en l'espace de dix ans, un

vingtième du territoire avait changé de mains. « La famille du propriétaire cultivateur vivant sur son domaine n'existe plus dans la localité (Marquise-Boulogne), lit-on dans le rapport de M. Furne. Les anciennes familles de propriétaires cultivateurs tendent à disparaître; et les propriétés sont souvent achetées par des propriétaires bourgeois ou d'anciens négociants ou industriels qui ne les exploitent pas par eux-mêmes. »

Déjà, en 1887, M. Fourdinois, au nom de 250 propriétaires et agriculteurs de la région du Nord, avait attiré l'attention du Sénat (1) sur la triste situation du petit domaine rural; et dans sa pétition, qu'appuyèrent les Sociétés d'Agriculture de l'Allier et de la Nièvre, il préconisait un moyen « de fixer définitivement les familles rurales dans leur commune ». De son côté, M. Baudrillart, dans les divers voyages qu'il entreprit en France, vit également l'universelle émigration des campagnes vers les villes. Il recueillit même en divers endroits, notamment en Provence, ce témoignage que la tendance des fils à quitter le foyer paternel était due à la « dissolution de la famille par les effets de l'égal partage qui morcelle les successions. ».

Quelles sont les causes de cet exode?

Il y a, d'abord, cet attrait qu'exerce la ville, la ville avec ses lieux de plaisirs, son existence plus douce, ses mœurs plus faciles, ses ressources moins limitées, ses hospices et hôpitaux, la ville où l'on espère vivre commodément avec le revenu du champ qu'on a affermé et le produit d'un modeste emploi. Et l'on part sans envisager l'hypothèse où l'emploi, si modeste qu'on l'accepte,

(1) Sénat. Service des Pétitions. — Pétition n° 22 du 7 février 1887.



sera long à trouver et où il faudra alors aliéner le champ paternel, dont le prix de vente sera vite dissipé.

Puis, par une tendance générale dans un État démocratique, tendance qu'on ne saurait qu'encourager, chacun aspire à faire gravir à ses descendants un échelon de plus sur l'échelle sociale. Malheureusement, si l'idée est bonne et digne d'être approuvée, l'application qu'on en fait en France est des plus regrettables et des plus mauvaises. Partant de ce principe faux que les diverses professions sont hiérarchisées, tout père, soucieux de l'avenir de ses enfants, ne songe qu'à leur faire embrasser une carrière autre que la sienne et qu'il estime supérieure. Ainsi, un commerçant tournera son fils vers les professions *dites libérales*, au risque d'en faire un avocat sans causes ou un médecin sans clients; un agriculteur s'estimera heureux s'il peut mettre le sien dans l'industrie ou lui acheter une petite maison de commerce à la ville; l'un et l'autre se réjouiront grandement, si ce fils réalise le plus beau rêve qu'ils aient jamais caressé pour lui et devient un de nos innombrables fonctionnaires. De sorte que, dans toutes les classes de la société, les enfants ne profitent point des connaissances personnelles du père, de son expérience, de son entendement aux choses de sa profession, capital acquis au prix de tant de peines et perdu à jamais. De sorte encore que tel propriétaire-agriculteur, au lieu de laisser à son fils un domaine que celui-ci, à son tour, agrandirait et rendrait plus productif, ce qui serait la manière la meilleure de s'élever dans la hiérarchie sociale, fera aujourd'hui de ce fils ce qu'il appelle un Monsieur, de même qu'il fera de sa fille une Demoiselle; et fils et fille rougiront peut-être un jour de la profession de leur

père, s'ils ne rougissent pas de ce père lui-même, quand il viendra les voir vêtu d'habits coupés par un tailleur de campagne.

Il est possible que nous nous soyons un peu trop appesanti sur cette cause de la disparition des familles rurales et que nous ayons poussé le tableau trop au noir. Il semble, en effet, qu'on revienne aujourd'hui, en ce qui concerne l'agriculture, à des idées moins déraisonnables qu'il y a, par exemple, une dizaine d'années. On considère moins généralement cette profession comme inférieure par essence à toute autre. Il a suffi, par ci, par là, pour dessiller les yeux, d'un exemple donné par ceux-là mêmes que leur situation de fortune n'obligeait à aucun travail. Nous souhaitons de tout cœur que les préventions tombent de plus en plus et qu'on ait dans notre pays une appréciation plus saine du rôle de l'agriculture.

Quelques esprits, et nous avons vu que cette idée a été émise devant M. Baudrillart, estiment qu'il faut s'en prendre surtout à notre régime successoral. Sans aller jusqu'à prétendre, comme certains, qu'un père, sachant qu'après lui sa propriété sera divisée et ne restera pas intacte dans sa famille, la cultive avec moins de soins — ce qui serait déprécier par avance le patrimoine de ses enfants — on ne peut s'empêcher de trouver que le partage égal prescrit par notre code ne permet guère la conservation intégrale du domaine paternel. Il est trop vrai de dire encore que l'art. 826 du Code Civil, qui autorise chacun des cohéritiers à demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession, de même que l'art. 832, qui enjoint de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles



et d'immeubles, ne sont point pour empêcher le démembrement des biens ruraux.

Nous avons, d'ailleurs, trouvé ces réflexions déjà consignées dans la grande enquête de 1886 ; et les vœux qui furent alors formulés à ce sujet sont des plus nets.

Peut-il être question de revenir à l'ancien droit d'aînesse ou de rétablir la liberté de tester ? Nous ne le pensons pas, bien que nous ayons sous les yeux les exemples de la féodale Angleterre et de la libre Amérique. Ce n'est pas que le droit d'aînesse, qui emportait jadis chez nous pour l'aîné l'obligation de soutenir ses puînés, de les aider, de les doter même, ne nous séduise. Ce n'est pas que la liberté de tester, qui permettrait à un père de donner son exploitation agricole à celui de ses enfants qui lui paraîtrait le plus apte et le plus capable, ne nous sourie. Mais il importe de se souvenir dans quelles conditions disparurent, avec tous les privilèges de l'ancien régime, les droits d'aînesse et de masculinité. Plus d'un siècle s'est écoulé depuis la loi du 15 mars 1790 ; et les principes d'égalité et de liberté, qui semblent être les seuls auxquels obéit la Constituante, ont tellement pénétré partout qu'à l'heure actuelle disparaît, ou va disparaître, la coutume qu'avaient jusqu'ici gardée certains paysans, dans quelques coins ignorés, de « se faire un héritier ».

Il y a quelques années, dans divers cantons du département des Basses-Alpes, dans tout le pays basque, dans certaines parties du Languedoc, de l'Auvergne, de la Bretagne, on voyait encore assez fréquemment des pères *avantager* leur fils aîné au moyen de la quotité disponible « augmentée au besoin par des dissimulations et des estimations inférieures » et lui donner la direction,

en même temps que la propriété, de l'exploitation rurale. Les cadets, s'ils ne continuaient pas à travailler aux côtés de leur aîné devenu le chef de la famille, allaient s'établir ailleurs, près ou loin de la maison paternelle, et recevaient une soulte en argent, représentative de la part d'héritage qu'ils abandonnaient. On rencontrait même, dans la Montagne Noire, des communautés de métayers offrant certaines analogies avec ces communautés agraires qui existent encore en Russie et en Serbie et qu'on appelle des mir, des zadruga. Chaque communauté, famille unique avec ses rejetons aux divers degrés de descendance, avait à sa tête le chef, l'ancien, auquel tous obéissaient, pour lequel tous travaillaient, ne recevant en échange que le vivre, le couvert, l'habillement et quelques menues satisfactions.

Or, aujourd'hui, ces mœurs tendent à disparaître. Avec l'instruction gratuite et obligatoire, avec le service militaire, avec ces routes et chemins de fer qui sillonnent partout notre territoire, facilitent, forcent même les communications, des idées d'individualisme ont pénétré partout. Les cadets sont moins disposés à supporter ce qu'ils considèrent maintenant comme un joug et qu'on prenait autrefois pour un avantage : chacun veut voler de ses propres ailes, obtenir de l'héritage paternel tout ce que lui concède la loi, sans qu'il en soit distrait, frauduleusement ou non, la moindre parcelle. Aussi le jour est proche où personne, en France, sauf dans les cas d'exhérédation, n'usera de la quotité disponible. Il ne servirait même de rien, comme plusieurs le demandent, d'augmenter cette quotité disponible, de la porter par exemple à la moitié, quel que soit le nombre d'enfants : ce n'est pas, en effet, la ques-



tion de quotité qui pourrait relever une faculté tombée en désuétude du fait des mœurs mêmes. Nous pensons donc qu'il est inutile de modifier notre régime successoral, qu'il n'y a pas lieu d'augmenter la quotité disponible ni même de favoriser les partages anticipés qui mettent les parents à la charge des enfants et amènent trop souvent la déchéance de ceux-là. Mais nous sommes toutefois partisan de la suppression des art. 826 et 832 du Code civil, suppression qui préviendrait le morcellement excessif. Et c'est là, à notre avis, tout ce qu'il conviendrait de faire.

On peut nous objecter que le Code civil allemand promulgué le 18 août 1896 et exécutoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1900 nous montre cependant la voie à suivre; qu'élaboré à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par plusieurs commissions spéciales et soumis à l'épreuve de trois lectures successives au Parlement allemand, il doit être parfaitement adéquat aux conditions économiques et sociales du siècle qui va s'ouvrir. Or, d'après ce Code, la réserve est uniformément fixée à la moitié de la valeur de la part héréditaire ab intestat et n'existe qu'en argent : de sorte qu'un père pourra laisser son exploitation ou son établissement au descendant de son choix. Mais il faut remarquer que le nouveau Code allemand n'est en somme qu'un composé de toutes les législations disparates des divers États de l'Empire, et que, dans bien des cas, il ne fait que consacrer un état de choses déjà existant.

En certains États, comme l'île de Rügen, la Poméranie Orientale, le Schleswig-Holstein, le père avait le droit de disposer librement de la moitié, quelquefois des deux tiers de son patrimoine. Puis une institution, le

*höferecht*, qui était née en Hanovre et s'était rapidement propagée un peu partout, conférait au père le droit d'attribuer son exploitation agricole entière à un seul héritier (*Anerbe*), moyennant le paiement de soultes déterminées. Le code civil allemand ne pouvait donc que confirmer les divers usages locaux; et c'est ce qu'il a fait dans son art. 2.312 concernant l'existence de l'*höferecht*. L'art. 64 de la loi d'introduction au code civil dit, d'autre part, expressément : Il n'est pas « dérogé aux dispositions des lois des États sur la succession de l'*Anerbe*, relatives aux fonds d'exploitation agricole ou forestière avec leurs accessoires. »

La situation de l'Allemagne ne peut donc être comparée à celle de la France; et ce que nous considérons comme impossible ou inutile chez nous, ne pouvait ni pas être fait de l'autre côté du Rhin.

Nous hésiterions même à souhaiter pour nos propriétaires-cultivateurs le droit de se faire un héritier. Nous craindrions, en effet, que la soulte à payer à ses puînés par un aîné ne gêne trop souvent ce dernier. Comment désintéressera-t-il ses frères et sœurs, si une exploitation rurale est le seul patrimoine laissé par le père? Avec le produit de son travail futur? Mais ceux-ci voudront-ils et surtout pourront-ils attendre? En contractant un emprunt? Ce serait simplement substituer un créancier à d'autres créanciers, et un créancier qui, en cas de non exécution des engagements, ne serait retenu ni par les liens du sang ni par l'honneur de la famille. Aussi est-ce sans étonnement ni regret, que nous avons constaté le retrait, le 2 janvier 1870, d'un projet de loi présenté par le gouvernement et qui reconnaissait au père de famille « la faculté d'attribuer à un de ses enfants



« l'intégralité d'un de ses immeubles sous la condition  
« d'une soulte en argent à payer à ses frères et sœurs. »

Au surplus, la solution cherchée par la majorité des réformateurs devrait prévenir aussi bien le démembrement de la famille que la divisibilité de l'exploitation agricole. Qu'importe, disent-ils, qu'il y ait un foyer familial si un seul est légalement en droit de s'y asseoir. Ce qu'il convient, c'est que ce foyer réunisse toute la famille et puisse résister aux tempêtes dont la moindre, aujourd'hui, suffit pour l'emporter.

Il nous a paru nécessaire de contrôler par des chiffres certains les renseignements que nous avons pu recueillir sur les souffrances endurées depuis quelques années par la propriété rurale. Aussi bien dans le Midi que dans le Centre et le Nord, nous avons entendu, après bien d'autres, les doléances de nos agriculteurs; on nous a parlé partout de la disparition de familles depuis longtemps fixées sur le sol. La statistique des ventes judiciaires d'immeubles et, en particulier, la statistique des ventes sur saisies immobilières (1) corroborent pleinement les affirmations que nous avons reçues.

De 1841 à 1845, le nombre des ventes sur saisies immobilières était, année moyenne, de 5,449; il a monté progressivement jusqu'à 14,278 en 1889. On constate aujourd'hui une notable amélioration, puisque ce chiffre est redescendu à 9,000 environ; mais la situation fut vraiment désastreuse et inquiétante, de 1886 à 1891.

Ce fut surtout la petite propriété rurale qui subit cette crise. Si l'on décompose, en effet, les ventes judiciaires (2)

(1) V. les Rapports publiés chaque année par le Ministère de la Justice sur l'administration de la justice civile et commerciale en France.

(2) Le chiffre des ventes sur saisies immobilières reste toujours dans une

suivant leur importance, on remarque que de 1841 à 1889, le chiffre total étant passé de 13,895 à 31,744 et celui des ventes de moins de 500 francs, rarement urbaines, ayant monté de 793 à 2719, le 1<sup>er</sup> a crû de 128 0/0, le second de 180 0/0. Le montant moyen des frais par 100 francs du prix d'une vente inférieure à 500 francs dépassant toujours les 100 francs malgré l'application de la loi du 24 octobre 1884, seuls le Trésor et surtout les officiers ministériels bénéficièrent de l'opération.

Certaines régions ont-elles été plus particulièrement éprouvées? Nous avons groupé le nombre de ventes sur saisies immobilières qui ont eu lieu dans chacune de nos 26 Cours d'Appel, de 1881 à 1893. Les totaux comparés respectivement à la superficie invariable de ces ressorts judiciaires nous ont donné une proportion par 1,000 hectares permettant de faire les six groupements suivants :

1<sup>er</sup> groupe

Douai..... 3,06 pour 1000

2<sup>e</sup> groupe

Agen.....	4,34	Bordeaux.....	3,98
Toulouse.....	4,09	Montpellier.....	3,97

3<sup>e</sup> groupe

Besançon.....	3,89	Riom.....	3,03
Lyon.....	3,73	Pau.....	2,93
Limoges.....	3,34	Amiens.....	2,89

proportion à peu près constante, par rapport au chiffre des ventes judiciaires (près du tiers).



4<sup>e</sup> groupe

Caen.....	2,74	Dijon.....	2,22
Paris.....	2,73	Rouen.....	2,05
Chambéry.....	2,57	Grenoble.....	2,02
Aix.....	2,53	Nancy.....	1,99
Nîmes.....	2,43		

5<sup>e</sup> groupe

Bourges.....	1,57	Rennes.....	1,55
Poitiers.....	1,55	Orléans.....	1,20

6<sup>e</sup> groupe :

Angers.....	0,75	Bastia.....	0,31
-------------	------	-------------	------

Ainsi, en mettant à part la Corse, c'est le ressort d'Angers qui a le plus faible coefficient. Peut-être cela est-il dû à l'industrie horticole et arboricole si spéciale du département de Maine-et-Loire; ou encore à la façon dont, surtout dans la Mayenne, on pratique le métayage « véritable association du capital et du travail. » Probablement à l'une et à l'autre de ces deux causes. M. Baudrillart était d'avis, pour sa part, que « la Mayenne a dû à ce régime (le métayage ainsi compris) non pas d'échapper sans doute à la crise agricole, mais de la traverser avec moins de dommage. »

Le ressort de Douai est celui qui a le coefficient le plus élevé; viennent, ensuite, les ressorts des cours du Midi : la crise agricole et sucrière du Nord et du Pas-de-Calais a été, en effet, excessivement funeste, plus funeste, sinon en étendue, du moins en intensité, que la crise viticole qui a dévasté les départements de l'Aude, de l'Hérault, de la Gironde, etc.

Mais, ces diverses constatations faites, quel remède

apporter pour prévenir le retour de toutes ces évictions?

A la Séance publique annuelle de l'Académie des Sciences Morales et Politiques du 1<sup>er</sup> décembre 1894, M. Rodolphe Daresté parlant du homestead « cette institution américaine qui permet au propriétaire rural d'ériger sa terre ou du moins une portion de sa terre en un bien de famille inaliénable (1) et insaisissable », M. Rodolphe Daresté disait que l'expérience tentée par les Américains était des plus intéressantes et qu'on se demandait si l'exemple donné par le Nouveau Monde ne pourrait pas être suivi par l'Ancien.

Or, c'était sur le homestead que M. Fourdinois avait attiré l'attention du Sénat dans sa pétition de 1887; et l'idée parut si séduisante, que préconisée d'abord dans des revues et des Congrès spéciaux (2), elle fit rapidement son chemin dans le grand public et le monde parlementaire. Dès 1894, le homestead fut l'objet de propositions de lois de la part de MM. Leveillé, Hubbard et l'abbé Lemire; et le Ministre de l'Agriculture lui-même, M. Viger, dans un discours prononcé à Lyon, le 4 septembre 1898, se déclara partisan de son adoption.

Après l'étude de M. Paul Bureau, laquelle valut à son auteur, en 1894, le prix Rossi de l'Académie des sciences morales, nous n'avons pas à expliquer en quoi consiste le homestead-exemption et comment il fonctionne aux États-Unis. Nous nous contenterons de rappeler que cette institution est loin d'avoir l'importance que certaines personnes lui attribuent, que les Américains n'en ont guère reconnu l'utilité puisque leur dette hypothécaire dépasse 6 milliards de dollars, et qu'enfin les divers

(1) Inaliénable sous certaines conditions.

(2) *La Réforme Sociale. Congrès des Sociétés savantes.*



États, en l'adoptant successivement, n'ont point eu pour but de fixer le colon sur le sol, mais de le protéger durant les crises périodiques qui sévissent sur les États-Unis, en lui permettant de remettre le paiement de ses dettes à une époque moins troublée.

Il ne faut donc point exciper de l'exemple des États-Unis pour essayer de doter la France du homestead. Il serait plus simple et plus juste de dire qu'on veut étendre aux petits domaines ruraux d'une étendue ou d'une valeur déterminées le principe de l'insaisissabilité déjà reconnu pour les pensions (1) et les rentes sur l'État, ainsi que pour les objets énoncés à l'article 592 de notre Code de Procédure Civile.

Nous ne voulons pas soulever d'objections d'ordre juridique contre une mesure qui aurait pour effet de diminuer ou même de supprimer le gage du créancier. Nous soulignerons à peine cette contradiction du Parlement qui, d'un côté, poussant nos agriculteurs vers le crédit agricole personnel, cherche à développer chez eux le sentiment de la responsabilité tandis que, de l'autre, il émousserait ce même sentiment, en leur permettant d'échapper aux conséquences de leurs fautes ou de leurs erreurs.

Nous envisagerons la question au point de vue du fait seulement. L'insaisissabilité des petits domaines agricoles permettrait-elle de fixer sur le sol les familles rurales?

A cette question, nous répondrons hardiment non.

Si nous supposons un cultivateur faisant preuve d'impéritie ou d'ignorance, et en pareils cas cette preuve est toujours manifeste, nous nous demandons qui autour

(1) A noter toutefois que les pensions peuvent être saisies pour dette d'aliments.

de lui sera assez imprudent ou assez aveugle pour lui avancer quelque argent. S'il veut contracter un emprunt pour poursuivre son entreprise, force lui sera de renoncer à l'insaisissabilité de sa propriété.

Mais écartons ce cas trop spécial et prenons un de ces petits propriétaires comme on en rencontre partout en France, travailleur, économe et avisé. On ne lui reconnaît qu'un défaut, un défaut des plus graves, il est vrai : s'endetter pour « s'arrondir. » Or le homestead ne lui enlèvera pas ce pernicieux travers, car, ainsi que cela se pratique en Amérique, l'insaisissabilité ne pourrait être opposée au vendeur du fonds constitué en domaine familial. D'autre part, en temps de crise, l'institution dont on veut lui faire don, le sauvera-t-il? Il aura, certes, un toit qui l'abritera, lui et sa famille; mais les crises ayant pour habitude de se répercuter dans tous les milieux, et pour conséquence de faire disparaître momentanément le crédit, il lui sera pour ainsi dire impossible, quelle que soit la confiance personnelle qu'il inspire, d'acheter des semences, des engrais, de faire réparer ses instruments de culture et même de se procurer le pain qui lui est nécessaire. D'ailleurs, il n'y a pas à en douter, tout cultivateur, en face d'une pareille situation, n'hésitera pas, dès la première heure, à répudier son privilège.

Le homestead rendra-t-il plus de services lorsque le chef de famille viendra à disparaître après avoir fait de mauvaises affaires? Sans doute la veuve et les enfants ne pourront être expulsés du domaine familial. Mais s'ils doivent continuer l'exploitation agricole, seul l'emprunt sur hypothèques pourra leur procurer les fonds dont ils auront besoin. Si, au contraire, pour des raisons parti-



culières, ils ne doivent pas cultiver le bien qui leur a été laissé, ils s'empresseront de réaliser le petit capital qu'il représente.

Nous ne voyons donc pas l'utilité qu'aurait pour nos petits agriculteurs l'introduction du homestead; nous reconnaissons, par contre, les inconvénients d'un privilège qui favoriserait la mauvaise foi et diminuerait le sentiment de la responsabilité personnelle. Nous avons plus confiance dans l'extension à la petite propriété rurale des dispositions de la loi sur les habitations à bon marché. Nous n'allons pas jusqu'à dire avec M. Siegfried que sa proposition de loi arrêtera la dépréciation de la propriété agricole, mais elle permettra à l'ouvrier agricole l'accès de la propriété et pourra le fixer d'une façon stable dans les campagnes. Il n'y a pas de moyen législatif plus sûr pour arrêter la dépopulation de celles-ci et augmenter le nombre des familles attachées au sol.

Si le Gouvernement institue, en outre, l'assistance jusque dans les plus humbles communes, nos ouvriers agricoles seront encore moins tentés de se rendre à la ville. Le noyau des petits propriétaires se grossira peu à peu de tous ceux qui auront la force et la volonté de s'élever; et ce sont les meilleures recrues que la petite propriété rurale puisse recevoir.

## CHAPITRE VII.

### L'AGRICULTEUR FRANÇAIS DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE.

#### CONCLUSIONS.

Si vous ne faites que nous concéder une diminution des droits de mutation, diront les agriculteurs, si vous condamnez les droits de douane protecteurs et nous refusez toute loi de circonstance, comment pourrons-nous, abandonnés à nos propres forces et à nos seules ressources, sortir de la crise agricole. A une situation exceptionnelle, il faut des moyens exceptionnels; et il est juste qu'on recoure à « l'arsenal de nos lois » pour nous permettre de franchir un mauvais pas.

A cela, nous répondrons qu'il ne peut être question de prendre des mesures extraordinaires ou provisoires, par la raison qu'il n'y a pas de crise agricole. Il y a simplement une modification de la situation économique des peuples; il y a une augmentation des forces productives du monde; et l'abondance des produits, loin d'être passagère, doit fatalement croître, ainsi que nous l'avons montré. Nous sommes en présence non pas d'une situation exceptionnelle, mais d'un état nouveau; et aux pionniers défrichant les terres vierges des États-Unis, du Canada, de la Russie d'Asie, etc. les nations européennes.



nes doivent opposer des agriculteurs obtenant des rendements de plus en plus élevés.

Que l'on ne nous objecte pas la fatigue, la stérilité des terres pour se réfugier derrière un *non-possumus*, car nous pourrions citer tel propriétaire d'un terrain ingrat de la Champagne, d'un terrain de troisième ordre, qui par une culture raisonnée, obtient, année moyenne, de 25 à 28 hectolitres de blé à l'hectare. Mais il faut que nos cultivateurs cessent de se lamenter et sortent de leur inaction; il faut qu'ils se préoccupent un peu plus de leurs intérêts personnels et qu'ils ne laissent pas à d'autres le soin de les tirer d'embarras. Nous connaissons dans le département de l'Yonne un Syndicat agricole qui a été fondé par un médecin, un ancien pharmacien, un instituteur en retraite et un rentier; et ces personnes dévouées ont eu les plus grandes peines à amener à eux quelques cultivateurs et à les retenir. Quelle coupable indifférence! Il importe que nos agriculteurs se pénètrent bien de cette idée qu'ils n'ont pas à gagner du temps, en attendant des jours meilleurs. Ils ne verront la fin de leurs maux que s'ils veulent prendre la peine de secouer leur inertie et d'agir.

Nous n'entendons pas, pour cela, les laisser livrés à eux-mêmes sans direction ni aide. En dehors de la réduction des droits de mutation, il est certaines mesures que nous demanderons pour eux, notamment une meilleure répartition de l'impôt foncier, un abaissement notable des prix des transports intérieurs (1), la suppression des octrois. Mais nous ne pouvons nous empêcher de dire que la loi du 21 mars 1884 a mis — sans que ce fût,

(1) Les tarifs des chemins de fer sont, en effet, trop élevés, en même temps qu'ils renferment bien des anomalies.

d'ailleurs, le but recherché — une arme puissante aux mains des agriculteurs, et que ceux-ci ne s'en servent pas volontiers. Ainsi il y a, en France, à l'heure actuelle, un peu plus de 2.000 syndicats groupant environ 1 million d'agriculteurs; or le nombre total des propriétaires-cultivateurs s'élève à peu près à 3.400.000! L'étude du C<sup>te</sup> de Rocquigny sur les Syndicats agricoles (1) montre cependant quels avantages les agriculteurs peuvent retirer de l'association, de l'association et de la mutualité; et on peut avancer sans crainte que, syndiqués, tous nos cultivateurs lutteraient avantageusement contre leurs concurrents étrangers. Ils se procureraient à bon compte les engrais et les machines qui leur seraient nécessaires; ils auraient à leur disposition des caisses d'assurances contre la mortalité des bestiaux et autres risques; ils possèderaient enfin le crédit agricole personnel, pour lequel ils ont été devancés par les cultivateurs allemands et italiens et que le Gouvernement a préparé 1° par la loi du 5 novembre 1894 relative à la création des Sociétés de crédit agricole; 2° par la loi du 20 juillet 1895 qui autorise les Caisses d'Épargne à employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le 1/15<sup>e</sup> du capital de cette fortune en prêts aux Sociétés coopératives de crédit (2); et 3°, par le projet de loi sur les Caisses régionales agricoles.

Mais nous souhaitons encore autre chose pour nos agriculteurs : un enseignement agricole approprié à leurs besoins. Nous n'avons rien à dire de notre enseignement

(1) C<sup>te</sup> de Rocquigny. *Les syndicats agricoles et le socialisme agraire*.

(2) Nous dirons avec M. Eug. Rostand que nous trouvons encore trop timide ce commencement de décentralisation des fonds des Caisses d'Épargne.



supérieur ni de notre enseignement secondaire qui sont excellents, mais nos 44 écoles pratiques ne servent à rien de l'avis même de M. Dehérain (1); elles n'ont pour ainsi dire que des boursiers recrutés en partie dans les fermes écoles. Les instituteurs, d'un autre côté, ne peuvent donner qu'un enseignement rudimentaire et incomplet de l'agriculture, à raison du peu de temps dont ils disposent à cet effet. Nos cultivateurs sont donc réduits aux conférences intermittentes des professeurs départementaux et spéciaux qui forment un corps du plus grand savoir et du plus grand dévouement, mais qui sont surchargés de besogne. C'est dire que les petits propriétaires les fermiers, les métayers, les ouvriers agricoles manquent des connaissances qui leur sont nécessaires et, pour cultiver, s'en rapportent trop souvent aux pratiques de leurs pères.

Nous demanderions encore pour nos agriculteurs plus de pépinières, plus de champs d'expérience, plus de laboratoires où ils puissent faire analyser leurs terres et faire étudier les maladies cryptogamiques ou autres.

Nous voudrions voir établir des prudhommes agricoles qui rendraient non moins de services que les prudhommes commerciaux.

Nous voudrions également voir organiser un service de renseignements sur la situation de l'agriculture en France et à l'étranger. Le Ministère de l'Agriculture donne, il est vrai, dans un bulletin hebdomadaire, un certain nombre d'indications; mais combien de journaux les reproduisent et combien de personnes les lisent! Ce

(1) L'enseignement agricole à propos d'un décret récent par P. P. Dehérain. *Revue des Deux-Mondes* (15 septembre 1898).

n'est pas d'ailleurs tout à fait cela que nous voudrions pour nos agriculteurs. Sans doute, il est intéressant pour certains de connaître, par exemple, le progrès du mouvement mutualiste agricole en Italie ou la situation des Caisses Raiffeisen en Allemagne. Mais ce dont le cultivateur a besoin, c'est de renseignements pratiques : il lui sera de la plus grande utilité de savoir quelles sont les superficies emblavées aussi bien en France que dans tous les pays dont il redoute la concurrence, comment s'annoncent partout les récoltes, quelles quantités l'étranger espère produire et par suite exporter, quelles sont les variations des cours, quels procédés de culture sont employés ailleurs, etc., etc. Ces renseignements recueillis par le gouvernement — car il n'y a que lui qui possède des sources d'informations suffisantes — *devraient être mis à la portée* de tous nos agriculteurs au moyen de bulletins de quelques pages adressés aux syndicats (1).

Enfin, nous tournant vers l'industrie privée, nous lui demanderions de construire des machines appropriées aux conditions particulières de notre agriculture, aux dimensions restreintes de la majorité des exploitations agricoles. Nos cultivateurs ne seraient plus alors astreints à l'achat de ces instruments énormes et dispendieux qui ne rendent vraiment de services que dans les grands domaines.

De sorte que l'agriculteur serait enfermé dans le cercle des opérations suivantes :

L'analyse lui ferait connaître les cultures qui conviennent le mieux à sa terre et les amendements nécessaires

(1) Voir la Note II, page 131.



dans les divers cas. D'autre part, les renseignements officiels mis à sa disposition par le Ministère lui permettraient de voir quelle culture il a intérêt à faire.

Il aurait besoin de semences sélectionnées et d'engrais : son syndicat les lui fournirait au plus bas prix. Il aurait besoin d'instruments et de machines : son syndicat les lui procurerait également ou les lui louerait. Et si les capitaux lui faisaient défaut, la caisse de crédit agricole greffée sur le syndicat les lui avancerait à un intérêt peu élevé.

Il cultiverait suivant les méthodes raisonnées et les conseils de professeurs : leçons écrites, conférences, champs de démonstration et d'expériences, brochures et journaux des syndicats le guideraient.

Sa récolte faite, il la warranterait et ne s'en dessaisirait que le jour où les cours lui sembleraient favorables.

C'est là, esquissée à grands traits, la physionomie que devrait avoir, au vingtième siècle, notre cultivateur, plus industriel qu'agriculteur.

Mais nous entendons tout de suite une objection.

« Vous recommandez à nos agriculteurs d'augmenter leurs rendements; vous leurs donnez en exemples ceux qui récoltent 25 à 28 hectolitres de blé à l'hectare; mais si la France voit ses rendements augmenter de 10 hectolitres, elle récoltera 175 millions d'hectolitres alors qu'elle n'en a besoin que de 125 millions; et ces 50 millions d'excédent feront inévitablement baisser les prix : l'agriculteur perdra d'une main ce qu'il gagnera de l'autre. »

Nous nous permettrons de faire observer que nos agriculteurs n'arriveront certainement pas tout de suite à ce résultat. Qui les connaît, d'ailleurs, doit se borner

à souhaiter qu'ils regagnent, sans trop tarder, un peu de terrain perdu.

Les rendements monteront donc progressivement; mais, en même temps, la consommation ira grandissant.

Nul ne sait ce que l'avenir réserve à nos agriculteurs.

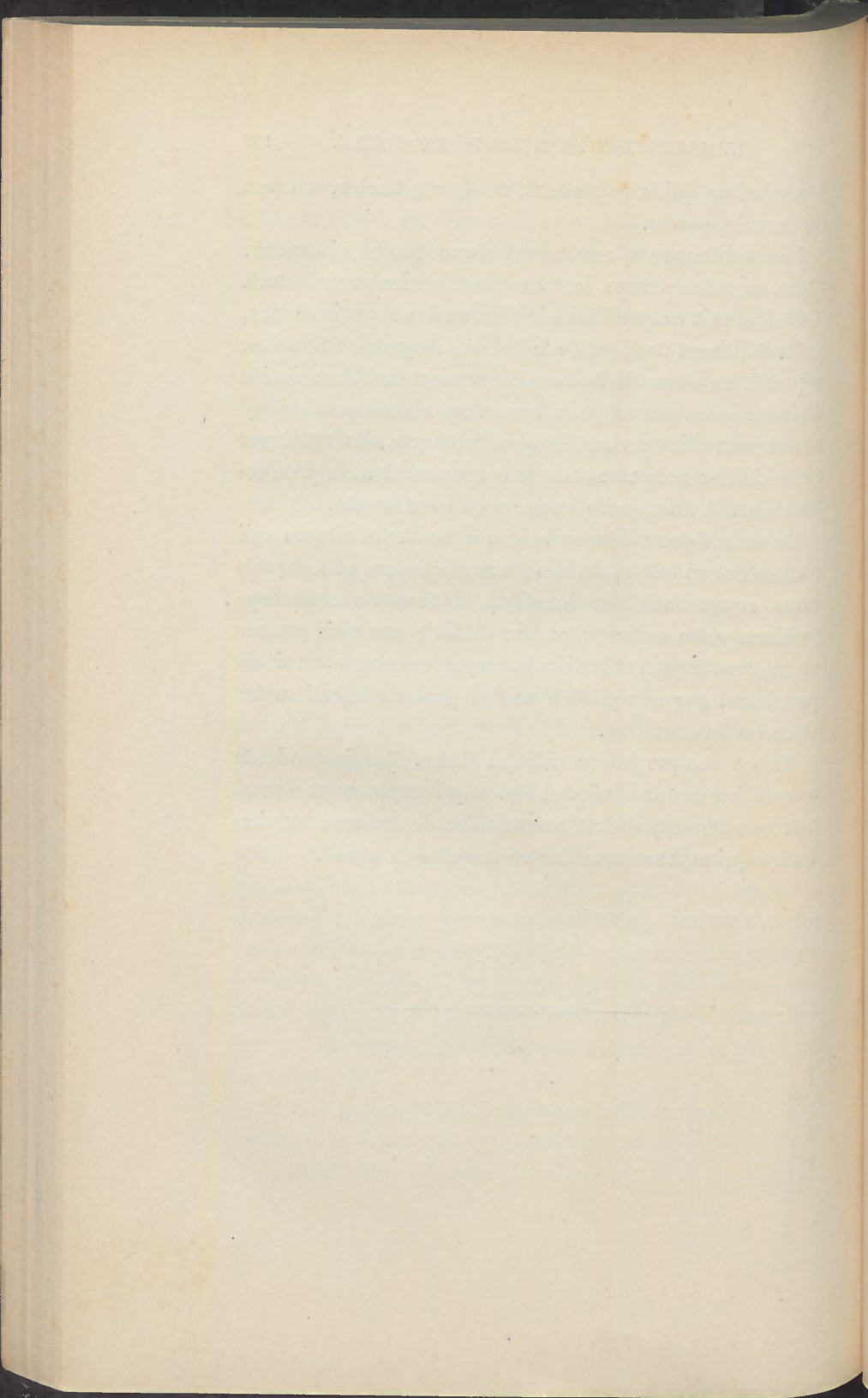
M. Williams Crookes de la *Société Royale de Londres*, a prédit au cours de la dernière session de l'*Association Britannique*, que le pain nous fera absolument défaut avant la moitié du vingtième siècle et que, dès 1931, par suite de l'accroissement de la consommation, la production du blé du monde entier sera insuffisante.

Ce serait pour donner raison à nos cultivateurs qui patientent en attendant des jours meilleurs, et auxquels nous reprochons leur inaction, si nous ne nous rappellions cette autre prophétie d'un de nos plus grands chimistes : le pain et la viande seront remplacés, au siècle prochain, par des pilules ou des perles confectionnées dans les laboratoires.

Mais à chaque heure suffit sa tâche. Nos descendants auront à résoudre les problèmes qui se poseront devant eux; pour nous, il doit nous suffire de vaincre les obstacles qui embarrassent notre marche en avant.







## NOTE I

### Les prix du fret.

M. de Foville signalait déjà, en 1880, la baisse des prix du fret sur l'Atlantique (1).

« En 1879, disait-il, le fret du bushel de blé de New-York à Liverpool est descendu, à un certain moment, à 5 pence, ce qui mettait à peine le fret de l'hectolitre à 1 fr. 50 et celui de la tonne à 20 fr., soit à peu près 4 millimes par tonne kilométrique.

« Quand Michel Chevalier visitait, il y a quelques années, le port de Liverpool, une tonne de blé allait de San-Francisco à Liverpool pour 75 fr., et, depuis lors, ce transport s'est effectué à des prix inférieurs. »

Depuis 1880, le prix du fret n'a cessé de diminuer à la Bourse de New-York. C'est ainsi que M. Levasseur a pu relever les chiffres suivants (2).

Cent livres de grain, pour aller de Chicago à Liverpool, c'est-à-dire pour parcourir 4.467 kilomètres de chemins de fer et traverser l'Atlantique, payaient 36 cents en 1883; 44,3 en 1884; 32,9 en 1892; 34,1 en 1893. Cela mettait donc le transport de la tonne de Chicago à Liverpool successivement à 40 fr. 87, 50 fr. 29, 37 fr. 35 et 38 fr. 71.

Nous sommes en mesure, de notre côté, de donner des chiffres plus récents tirés du *Rapport annuel sur le Mouvement commercial, industriel et maritime de la place d'Anvers*.

On sait l'importance qu'a prise depuis quelques années le

(1) De Foville. *La Transformation des moyens de transport et ses conséquences économiques et sociales*.

(2) Levasseur. *L'Agriculture aux Etats-Unis*.



port d'Anvers (1) : les importations de froment, qui étaient de 7.747.000 hectolitres en 1880, ont monté à 12.208.000 hectolitres en 1890, à 17.466.000 en 1893, à 15.937.000 en 1898. Or le transport d'une tonne de froment de New-York à Anvers a coûté :

	PRIX le plus élevé.	PRIX le plus bas.
	Francs.	Francs.
En 1892.....	23, 81	14, 34
— 1893.....	20, 78	11, 47
— 1894.....	21, 52	14, 34
— 1895.....	19, 59	14, 34
— 1896.....	27, 23	14, 34
— 1897.....	23, 10	13, 62
— 1898.....	30, 10	12, 16

(1) Anvers est le principal port d'importation du nord de la France ; les frais de courtage y sont de 50 % au-dessous de ceux de nos propres ports de Dunkerque par exemple.

$$\begin{array}{r} 2010 \\ 1210 \\ \hline 4926 \\ 2110 \end{array}$$

$$\frac{1}{9.14 \text{ p. } 1000}$$

## NOTE II.

### Des renseignements nécessaires aux agriculteurs.

La Société Nationale d'Agriculture, ayant été amenée, dans sa séance du 20 décembre 1899, à envisager le rôle de la presse dans les progrès agricoles, a admis que diverses publications spéciales n'ont pas été jusqu'ici sans exercer une certaine influence.

Elle a reconnu que le cultivateur français paraît aujourd'hui animé du désir de savoir et que, poussé par la curiosité de s'instruire, il écoute volontiers les conseils qui, deçà et delà, lui arrivent.

Il est certain que le cultivateur que nous connaissons, le petit cultivateur surtout, lit beaucoup plus que son aïeul et même que son père. Qu'en fait, cependant, il lise peu, cela semble généralement exact. Ce qu'il lit, c'est un journal parisien dont il achète hebdomadairement un numéro, ou un de ces journaux départementaux qui ne paraissent qu'une, deux ou trois fois par semaine; et c'est, avec des almanachs, à peu près tout. Mais son esprit ouvert aux choses nouvelles sait tirer profit de ce qui se fait et se dit autour de lui.

Par les champs d'expériences et de démonstration, par les conférences des professeurs d'agriculture, l'enseignement ne lui fait pas tout à fait défaut.

Quant aux renseignements — n'est-ce pas M. Grandeau qui réclame pour l'agriculteur l'enseignement et le renseignement? — Quant aux renseignements, ils ne lui parviennent que par l'intermédiaire des syndicats ou par celui de quel-



ques rares voisins qui se tiennent au courant des choses de l'agriculture.

Mais que sont ces renseignements ?

Rares, incomplets et trop souvent peu à la portée de ceux à qui ils s'adressent.

Notre monde agricole est loin d'avoir à sa disposition la quantité de journaux, de revues que possèdent certaines nations étrangères. M. Levasseur a fait connaître la richesse, sous ce rapport, des États-Unis où, chaque semaine, les publications agricoles se chiffrent par milliers et les exemplaires tirés, par dizaines et centaines de milliers.

Nous n'irons pas jusqu'à réclamer semblable opulence pour notre pays. Que le Département de l'Agriculture de Washington, si actif et si merveilleusement outillé, doive être pour nous un modèle, personne n'y contredira. Agriculteurs et économistes aspirent au moment où la situation budgétaire permettra de réorganiser le service de statistique de notre Ministère de l'Agriculture et de mener les enquêtes dans les meilleures conditions de célérité et d'exactitude. Mais n'est-il pas possible, avec les moyens dont on dispose aujourd'hui et dans la limite des ressources actuelles, de perfectionner notre service de renseignements ?

Les renseignements nécessaires à nos agriculteurs sont de même nature que ceux dont nos industriels cherchent à s'entourer ; ils ont trait à la production, à la consommation et aux débouchés, aux prix de revient et aux prix de vente.

Les meilleures méthodes culturales conduisant aux prix de revient minima, la technique de la production sont du domaine de l'enseignement. Nous ne nous y arrêterons pas ici.

La recherche des débouchés s'impose pour certains produits que l'on peut qualifier d'accessoires, mais qui n'en constituent pas moins un élément très appréciable de richesse pour diverses contrées de la France. Nous exportons pour 250 millions de francs de fruits, de légumes, de beurre,

d'œufs, de fromage, de volailles, de vins fins. Or, sur les marchés étrangers, nous pouvons être évincés, nous sommes même menacés d'être évincés par des rivaux qui savent mieux se prêter aux goûts et aux désirs de la clientèle, ou qui se servent de procédés plus économiques. Il importe donc à nos producteurs d'être renseignés sur les causes qui peuvent favoriser leurs concurrents.

D'autre part, les chiffres relatifs à la production et à la consommation sont, comme on le sait, d'une importance capitale, eu égard à la loi permanente et imprescriptible de l'offre et de la demande.

Envisageons par exemple la question du froment.

La consommation universelle du blé s'élève de nos jours au chiffre approximatif de 800 millions d'hectolitres par an. On peut donc dire que, cette année, par exemple, le prix de l'hectolitre de blé subira peu de variations si, toutes choses restant égales d'ailleurs, la récolte de 1900, augmentée des stocks disponibles au 1<sup>er</sup> janvier dernier, atteint 800 millions d'hectolitres.

La connaissance des stocks disponibles, stocks qui, suivant les années, peuvent être énormes ou, au contraire, infimes est donc précieuse pour nos agriculteurs.

Mais les autres éléments du problème ne sont pas négligeables.

En premier lieu, l'importance des emblavures. Sans remonter à bien des années en arrière et sans quitter la France, on peut rappeler qu'en 1897, le déficit de notre récolte de blé a été légitimement attribué, pour une part assez grande, à une réduction notable des emblavures. Certains agriculteurs, en effet, devant la baisse persistante du prix du froment, avaient cru devoir se livrer à d'autres cultures.

Il convient, en outre, que de temps à autre, nos producteurs soient mis au courant de la situation des cultures dans les divers pays. La récolte promet-elle d'être brillante? Il est presumable que le commerce des grains, escomptant les



résultats futurs, baissera ses prix d'achat. Se présente-t-elle, au contraire, sous un mauvais aspect, du fait des conditions climatologiques, les prix auront bientôt tendance à monter.

Puis, au fur et à mesure que les récoltes se feront, nos agriculteurs devraient être informés de ce qu'elles ont été. Il n'y a pas de mois où la moisson ne se fasse quelque part sur le globe. En empruntant à M. Grandeau les chiffres qu'il a donnés à propos du calendrier des moissons de M. E. Meyer, nous avons composé la planche VIII ci-contre qui donne une valeur non absolue, mais relative de l'importance des récoltes mensuelles de blé. Sans doute, juin, juillet et août donnent 79 % environ de la récolte totale; mais les moissons de février et de mars atteignent encore à elles deux la proportion de 10 %.

Enfin, arrive le bilan de l'année. Durant le dernier trimestre, les chiffres qui ont été recueillis chaque mois et qui n'avaient qu'un caractère provisoire seraient révisés et corrigés s'il y a lieu. La situation définitivement arrêtée, sous réserve des modifications que peuvent apporter les récoltes, d'ailleurs peu élevées, des mois d'octobre, de novembre et de décembre, serait alors rendue publique.

Tels sont, à grands traits, les renseignements que notre agriculture devrait posséder. Ils n'auraient, il est vrai, en l'état actuel de la statistique agricole, de la statistique internationale surtout, qu'une valeur approximative. Mais il vaut mieux donner à nos agriculteurs une simple approximation que les laisser livrés à leurs seules conjectures ou à l'inspiration du moment. Ces indications, bien qu'imparfaites, leur permettraient de se rendre quelque peu compte de l'état et de la marche de leurs affaires; elles leur permettraient peut-être aussi de déterminer le moment le plus propice pour offrir leurs produits que bientôt, il faut le souhaiter, ils sauront warranter.

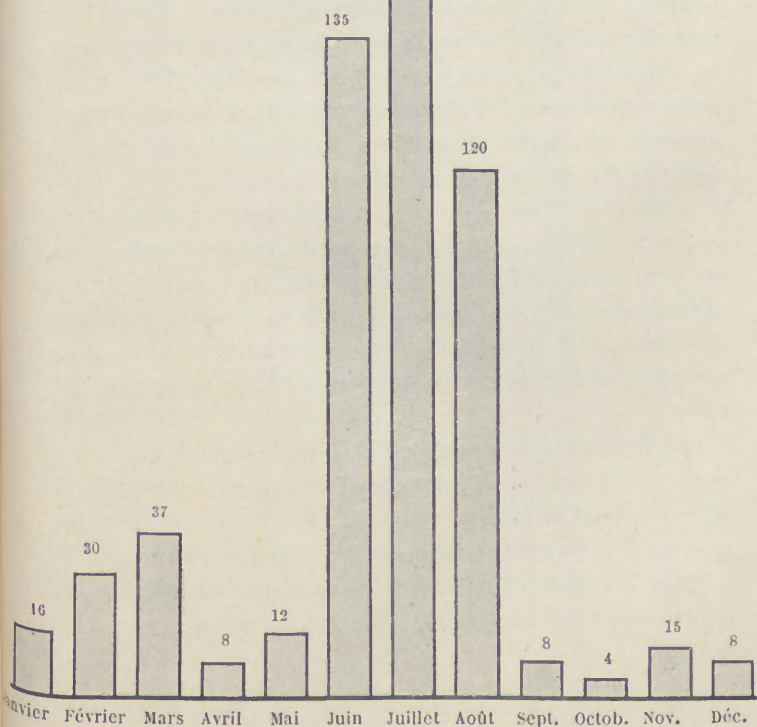
Or, où trouver ces renseignements?

235  
Millions  
de quintaux

# PLANCHE VIII

répartition par mois de la récolte du blé dans le monde

(Production exprimée en millions de quintaux).





Le Ministère de l'Agriculture fait insérer, chaque semaine, au *Journal Officiel* et dans un bulletin spécial, les renseignements qui lui sont parvenus sur la situation agricole dans nos départements, ainsi que le prix du blé sur les principaux marchés de France et de l'étranger. Il y joint quelques notices particulières. C'est ainsi que dans le cours de l'année dernière nous avons pu connaître, d'abord, les prévisions de la récolte du blé aux États-Unis et en Russie, puis la récolte approximative de ces deux pays en céréales. C'est ainsi encore que nous avons pu être renseignés sur l'état des ensemencements d'hiver à la fin de mai en Russie, sur la situation des récoltes dans les Indes, sur la tenue du marché des céréales à Manheim, sur la réduction probable des importations de blé en Suisse pendant l'exercice 1899-1900.

On pourrait penser que des publications privées développent et commentent les renseignements officiels. L'Union Centrale des Syndicats des Agriculteurs, par exemple, doit, en vertu de l'article 40 de ses statuts, recueillir et communiquer aux syndicats toutes les indications utiles. Il serait donc permis de croire que l'Union Centrale fait, dans son bulletin mensuel, une large place aux renseignements du Ministère de l'Agriculture. Or, il n'en est rien.

Ainsi, pour être renseignés, nos agriculteurs doivent lire le *Journal Officiel* ou le bulletin hebdomadaire du Ministère. On peut douter qu'ils les lisent jamais. On peut même être assuré que les renseignements officiels sont à l'usage exclusif des économistes et des statisticiens, et trouvent bien rarement une place, même restreinte, dans les journaux locaux ou spéciaux.

Pourquoi les agriculteurs ne se tourneraient-ils pas alors vers le Ministère de l'Agriculture qui renferme tant de compétences, tant de bonnes volontés, tant de dévouements, et pourquoi ne lui adresseraient-ils pas plusieurs requêtes?

Ils lui demanderaient d'accroître le nombre et d'étendre la nature de ses renseignements; de mettre ses notices tout à

fait à la portée de ceux pour qui elles sont faites, en convertissant par exemple les mesures étrangères en mesures françaises, en donnant parfois quelques explications complémentaires. Ils lui demanderaient aussi de ne point oublier que, pour être utile, un renseignement doit arriver en temps opportun.

Mais cela ne servirait de rien, s'ils ne lui demandaient, en outre de parler directement aux intéressés.

Il existe probablement, à l'heure actuelle, 2.000 syndicats agricoles. Que le Ministère de l'Agriculture envoie à chacun d'eux un bulletin hebdomadaire, c'est-à-dire 8 ou 10 pages d'informations claires et concises, et 1 million d'agriculteurs environ seront ainsi renseignés, 1 million d'agriculteurs qui ne pourront manquer de répandre autour d'eux avis et conseils, de telle sorte que la presque généralité de nos cultivateurs, propriétaires, fermiers et métayers, sera tenue au courant de faits et de situations intéressants au premier chef.

Si l'on réfléchit, en outre, que près de 200 syndicats agricoles publient un bulletin périodique servi à 250.000 membres, que les diverses Unions de Syndicats auxquelles 700.000 agriculteurs sont affiliés ont également un périodique, on voit le rôle utile que ces diverses publications privées seront, par la force des choses, appelées à jouer : elles commenteront les renseignements officiels, feront ressortir les conséquences qui en découlent et les avis qu'ils contiennent implicitement.

Or, le tirage à 2.000 exemplaires d'un petit nombre de pages ne serait pas d'une grosse dépense pour le Ministère de l'Agriculture ; et on trouverait certainement les fonds nécessaires dans les crédits du budget actuel. D'ailleurs, en cas d'insuffisance, le Parlement ne refuserait pas quelques milliers de francs pour une œuvre aussi utile.

Sans doute, pourra-t-on dire, les publicistes agricoles, les agronomes, les statisticiens sont là pour renseigner nos agriculteurs. Mais nous pensons que c'est bien le rôle d'un Ministère spécial de l'Agriculture de recueillir auprès de nos con-



suls et de publier des informations. Nous ne voyons, d'ailleurs, que des avantages de toutes sortes à ce que le Département de l'Agriculture remplisse cette mission : l'unité de vues et d'appréciations sera assurée ; les avis ne pourront être suspectés. Puis le gouvernement donnera ainsi un nouveau témoignage de sollicitude à ces vaillantes populations rurales, qui depuis quelques années ont été souvent bien près d'être découragées.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages.
<b>PRÉFACE DE M. E. LEVASSEUR . . . . .</b>	III
<b>EXTRAIT DU RAPPORT DE M. FRÉDÉRIC PASSY SUR LE CONCOURS POUR LE PRIX ROSSI À DÉCERNER, EN 1899, PAR L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES . . . . .</b>	XI
<b>INTRODUCTION . . . . .</b>	1
 <b>CHAP. I<sup>er</sup>. — Situation de l'agriculture en France. .</b>	 3
1. Coup d'œil rétrospectif. . . . .	3
2. Culture des céréales et cultures fourragères . . . . .	8
3. Cultures industrielles. . . . .	15
4. Viticulture. . . . .	23
5. Production fruitière et maraîchère. . . . .	26
 <b>CHAP. II. — Détermination des causes de la crise agricole. . . . .</b>	 31
1. Limitation de la question . . . . .	31
2. Du prix de revient. . . . .	33
§ 1. — Charges inhérentes à la terre. . . . .	33
§ 2. — Prix de la main-d'œuvre. . . . .	40
§ 3. — Dépenses relatives à l'outillage. . . . .	44
3. Les prix de vente. . . . .	43



	Pages.
CHAP. III. — De la concurrence de divers pays étrangers . . . . .	47
1. Les États-Unis d'Amérique . . . . .	47
2. La Russie . . . . .	53
3. Les Indes Britanniques. . . . .	56
4. L'Australasie . . . . .	59
5. Autres pays . . . . .	65
CHAP. IV. — La question monétaire. . . . .	69
CHAP. V. — Le producteur français peut-il lutter contre ses concurrents étrangers? . . . . .	87
1. Des droits de douane . . . . .	87
2. Du morcellement de la propriété. . . . .	94
3. Charges fiscales pesant sur l'agriculture . . . . .	99
CHAP. VI. — Étude de diverses mesures proposées pour venir en aide aux agriculteurs. . . . .	105
CHAP. VII. — L'agriculteur français du XX <sup>e</sup> siècle. Conclusions . . . . .	121
NOTE I. — Les prix du fret . . . . .	129
NOTE II. — Des renseignements nécessaires aux agriculteurs . . .	131

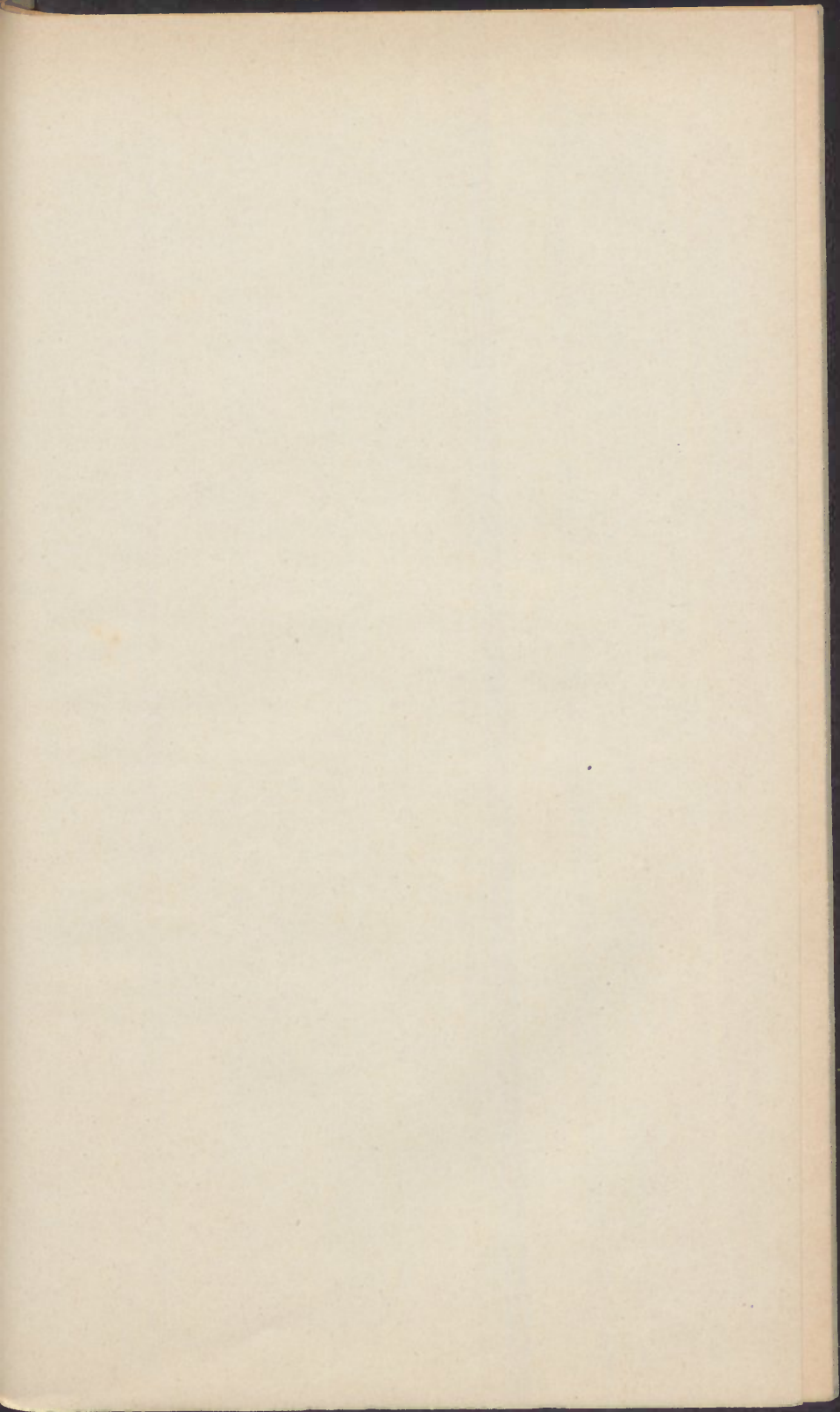
## TABLE DES PLANCHES

---

	Pages.
PLANCHE I. — Production des principales céréales en France (moyennes des années 1894, 1895 et 1896) . . . . .	9
PLANCHE II. — Récoltes comparées du froment en France, de 1820 à 1892. . . . .	10
PLANCHE III. — Récoltes comparées de l'orge et de l'avoine en France, de 1820 à 1895. . . . .	11
PLANCHE IV. — Récoltes comparées du maïs (et millet) et du seigle en France, de 1834 à 1895 . . . . .	12
PLANCHE V. — Prix moyens annuels, de 1865 à 1898, de l'hec- tolitre de blé, de maïs, de seigle, d'orge et d'a- voine. . . . .	13
PLANCHE VI. — Variations de la valeur de l'argent et des cé- réales de 1875 à 1898 (méthode des <i>index num- bers</i> ). . . . .	84
PLANCHE VII. — Prix moyens mensuels du quintal de blé en 1896, 1897 et 1898, à Paris, à New-York, à Vienne et à Londres. . . . .	93
PLANCHE VIII. — Répartition par mois de la récolte du blé dans le monde. . . . .	133

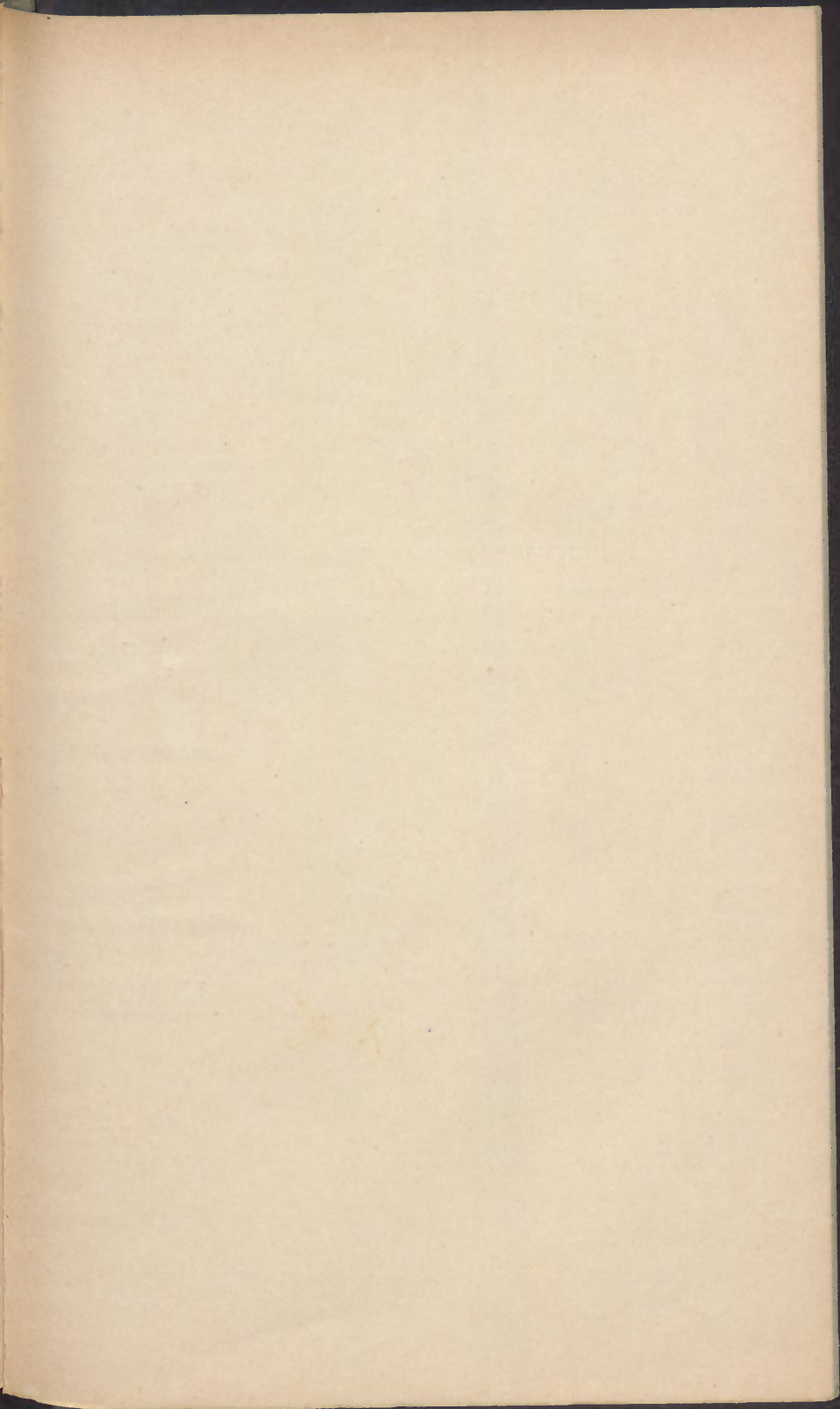














EXTRAIT DU CATALOGUE  
DE LA LIBRAIRIE AGRICOLE DE LA MAISON RUSTIQUE

**Cours d'économie rurale**, professé à l'Institut national agronomique, par Ed. LECOUEUX. — 2<sup>e</sup> édition, 2 volumes in-18, ensemble de 1060 pages..... 7 fr. "

TOME I<sup>er</sup>. — LES MILIEUX ÉCONOMIQUES : les richesses sociales et leur valeur ; les agents directs de la production, la population, la propriété, la terre, le capital, l'Etat et ses institutions ; les débouchés et le régime commercial, l'œuvre économique du dix-neuvième siècle.

TOME II. — LES ENTREPRISES AGRICOLES ET LES SYSTÈMES DE CULTURES : l'entrepreneur et ses moyens d'action, le domaine, le capital d'exploitation, le travail, les engrais ; les produits agricoles ; les systèmes de culture ; administration et comptabilité agricoles.

*Ces deux volumes ne se vendent pas séparément.*

**Principes de la culture améliorante**, par Ed. LECOUEUX. — Principes généraux de la culture améliorante ; culture de temporisation, culture intensive ; défoncements, défrichements, irrigations, dessèchements et drainage ; labours, emblavures, récoltes ; prairies et pâturages ; amendements, fumiers de ferme et engrais chimiques ; assolements et rotations. — 5<sup>e</sup> édition, 1 volume in-18 de 412 pages..... 3 fr. 50

**L'Agriculture à grands rendements**, par Ed. LECOUEUX. — Lois naturelles et lois économiques de l'agriculture ; récoltes moyennes et maxima ; défoncements ; sous-solages et labours ; fumures maxima ; production et prix de revient du fumier et des purins ; fumures vertes ou engrais végétaux ; sélection des semences ; le capital en culture intensive, etc. — 1 vol. in-18 de 368 pages..... 3 fr. 50

**La Pratique de l'agriculture**, par G. HEUZÉ. — 2 vol. in-18 ensemble de 710 pages et 212 fig..... 7 fr. "

*Chaque volume se vend séparément.*

TOME I<sup>er</sup>. — Les agents de la production, agents atmosphériques, sol et sous-sol ; les opérations culturales, labours, hersages, roulages, ploutrage, défrichements ; les applications des engrais ; les semailles ; vocabulaire du laboureur et du semeur. — 4 vol. in-18 de 340 pages avec 141 fig. . 3 fr. 50

TOME II. — Cultures d'entretien ; sarclages, binages, arrosages, etc. ; fenaison, fauchage, fanage, bottelage, conservation du foin ; moisson : coupe des céréales, mise en gerbes, conservation des gerbes, battage ; récoltes diverses ; nettoyage et conservation des produits ; organisation et direction d'une exploitation : choix du domaine, capitaux, personnel, matériel, bâtiments, bétail, etc. — 4 vol. in-18 de 360 pages avec 71 fig. .... 3 fr. 50

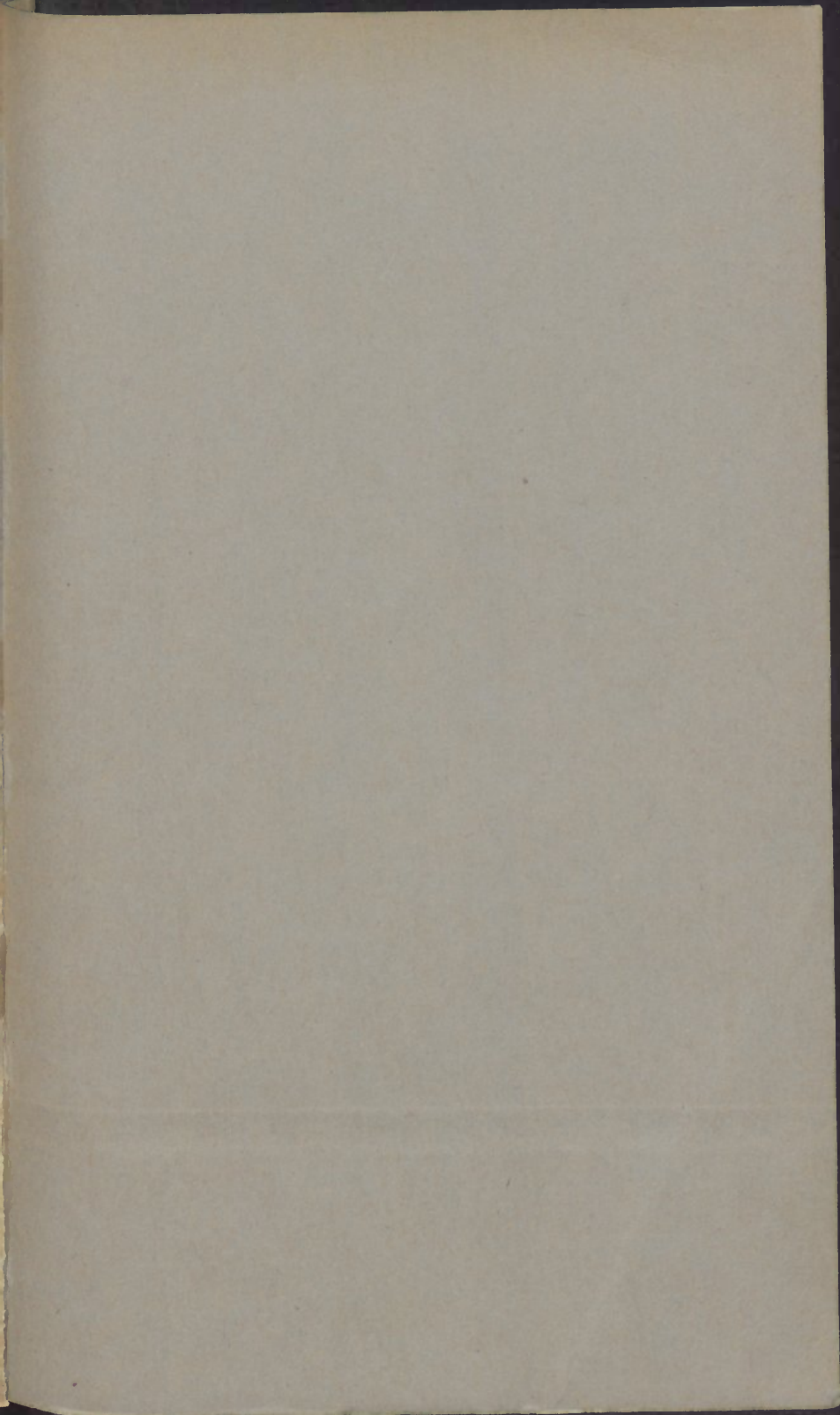
**Les Plantes céréales**, par G. HEUZÉ. — 2<sup>e</sup> éd. 2 vol., ens. de 796 pages avec 159 fig..... 7 fr. "

*Chaque volume se vend séparément.*

TOME I<sup>er</sup>. — **Le Blé** : espèces et variétés agricoles, leur distribution en France. Mode de végétation du blé, terrain, fertilisation du sol et épuisement par le blé. Semences et semailles. Opérations et cultures d'entretien. Plantes indigènes nuisibles, altérations, maladies. Insectes et animaux nuisibles dans les champs et dans les greniers. Moisson. Conservation des grains. Rendement du blé, commerce des blés et des farines. Pays producteurs de blés. Emploi des produits. Production de la paille à chapeaux. — 2<sup>e</sup> édition. Un vol. in-18 de 404 pages avec 135 fig. .... 3 fr. 50

TOME II. — **Le seigle et le méteil, l'orge, l'avoine, le sarrasin, le millet, le panis et le maïs** : Espèces et variétés agricoles, composition, terrain, semences et semailles. Plantes, insectes et animaux nuisibles, maladies. Récolte, rendement, emplois des produits. Prix et commerce. — 2<sup>e</sup> édition. 4 vol. in-18 de 392 pages avec 84 fig. .... 3 fr. 50

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET C<sup>ie</sup>. — MESSIL (SURE).







206\$06458033